



Courrier international

N° 1533 du 19 au 25 mars 2020
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3,400 FCFA
Algérie 530 DA Allemagne 5,40 €
Andorre 5 € Autriche 5,40 €
Canada 7,75 \$CAN DOM 5 €
Espagne 5,20 € Gr-B 4,60 €
Grèce 5,20 € Italie 5,20 € Japon 890 ¥
Liban 9 000 LBP Maroc 41 DH
Pays-Bas 5,20 € Portugal cont. 5,20 €
Suisse 6,70 CHF TON 850XFF
Tunisie 7,20 DT

Écoles fermées, confinement généralisé, télétravail, restrictions de la circulation... Tout ce qui va changer dans notre quotidien

CORONAVIRUS

NOS VIES BOULEVERSEES



M 03183 - 1533 - F : 4,50 €



**LES CHOIX
DE "COURRIER"**

CLAIRE CARRARD

**Nos vies
bouleversées**
p.6

On a beau être dans la presse, on est parfois pris de court par l'actualité. J'écris ce making of dans un sentiment de curieux entre-deux. Entre nos nouveaux locaux, gare d'Austerlitz, et chez moi, entre le monde du travail tel qu'on le connaît aujourd'hui et un sacré saut dans l'inconnu. Bientôt, demain, comme nombre d'entre vous, nous passerons tous en télétravail à *Courrier international*, que ce soit pour la réalisation de l'hebdomadaire ou pour la publication de contenus sur le site. Nous avons de la chance, nous pouvons le faire, même si cela s'annonce acrobatique. Certains n'ont pas cette opportunité. Ni même celle de garder leur emploi, ou encore de

pouvoir travailler à distance. Je pense particulièrement à eux aujourd'hui. Pour le reste, ce numéro fut sans doute l'un des plus difficiles à réaliser ces dernières années. Depuis des semaines, nous voyions le coronavirus se rapprocher. La mise en quarantaine de l'Italie, le 9 mars, a tout changé. Dès lors, nous savions que nous n'échapperions pas aux mesures drastiques annoncées un peu partout sur le passage de l'épidémie de Covid-19. La semaine dernière, nous avons déjà décidé en dernière minute de changer la une après l'annonce du verrouillage italien. Une décision toujours délicate en termes de responsabilité éditoriale. S'il ne s'agit pas d'alimenter la panique, notre rôle en revanche est bien de contribuer à une prise de conscience collective de la gravité de la situation. Depuis le début de la crise sanitaire dans le Wuhan, nous avons chroniqué, raconté l'impact de l'épidémie en Chine d'abord, en Asie (Japon, Corée), puis en Europe. Expliqué les

mesures de confinement, décrypté les différentes ripostes des États en matière de politique de santé publique... Et voilà que la France est à son tour frappée. Être journaliste, ce n'est pas se situer au-dessus ou en marge du monde. Nous sommes dans ce monde, et ce qui vous arrive à tous nous arrive aussi. C'est ce que j'ai voulu rappeler jeudi dernier, au journal, lors d'une conférence de rédaction solennelle où nous avons décidé de commencer à généraliser le télétravail pour protéger nos salariés. D'abord en imposant des rotations puis en faisant travailler l'ensemble de la rédaction à domicile. Ça n'a rien de simple, et je remercie ici toutes les équipes du journal qui se mobilisent pour pouvoir continuer leur mission malgré les circonstances. Nous avons une double responsabilité dans le moment très particulier que nous vivons : d'abord, une responsabilité journalistique. Face aux rumeurs, à la multiplication de nouvelles parfois difficiles à saisir, à analyser, il est de notre

devoir de continuer à vous informer le mieux possible. Trier, sélectionner, hiérarchiser, écarter les fake news... Plus que jamais, nous avons besoin d'une information de qualité pour comprendre l'ampleur de la crise que nous allons devoir affronter. Il n'y a pas de place pour l'à-peu-près, et nous ferons tout pour nous montrer des plus vigilants sur les contenus que nous publions. Tant que nous le pourrons, nous continuerons chaque semaine à publier le magazine papier. Nous continuons également à alimenter le site chaque jour. Notre regard – celui de la presse étrangère sur l'actualité étrangère et sur la France – peut se révéler particulièrement précieux en ces temps de grande confusion. Comment la Chine, Hong Kong et Taïwan ont-ils réussi – dans une certaine mesure – à endiguer l'épidémie? Y a-t-il des pistes de traitement? Et si non pourquoi? Comment l'économie mondiale peut-elle se remettre? C'est en regardant ailleurs, en remettant en question nos

habitudes, que nous trouverons des éléments de réponse. Notre autre responsabilité, elle, est individuelle. Nous sommes chacun responsables de notre propre santé, mais aussi de celle des autres. Les Français, de l'avis même de la presse étrangère, ont comme souvent tardé à prendre conscience de la gravité des choses et négligé les gestes barrières, les mesures élémentaires de précaution. Il n'est pas trop tard, mais à chacun d'entre nous d'être vigilant. Le confinement est certes une gêne, mais c'est le meilleur moyen d'éviter la propagation du Covid-19. Je vous souhaite à tous, chers lecteurs, ainsi qu'à vos familles, de traverser ce moment difficile le mieux possible. Dans le calme et la solidarité. De notre côté, nous continuerons à décrypter les effets de la pandémie. Pour mieux les comprendre en attendant d'en voir, je l'espère, bientôt la fin.

En couverture : Dessin de Benedetto Cristofani paru dans *Handelsblatt, Düsseldorf*



Sommaire

URUGUAY p.32

**Visite
d'une prison
modèle**

Non loin de Montevideo, une prison fait figure d'exception dans l'univers carcéral très répressif du pays. Ici, les prisonniers créent leur entreprise, et font même la grève, raconte **Revista 5W**.

UNION EUROPÉENNE p.20

**L'homophobie
en Pologne
ne passe pas**

Les collectivités locales polonaises qui se déclarent "sans idéologie LGBT" s'exposent désormais à des réactions du reste de l'Europe, comme des suspensions de jumelage, voire de versements de subventions de l'Union européenne. Une enquête de **Gazeta Wyborcza**.

LITTÉRATURE p.38

Sa Majesté Hilary Mantel

Rencontre avec une grande dame des lettres britanniques, alors que paraît en anglais le dernier tome de la trilogie du Conseiller, consacrée à Thomas Cromwell.

360°

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- African Arguments** (africanarguments.org) Londres, en ligne.
- Asia Times Online** (atimes.com) Hong Kong, Bangkok, en ligne.
- Carnegie Middle East Center** (carnegie-mec.org) Beyrouth, en ligne.
- CNN** (edition.cnn.com) Atlanta, en ligne.
- El Confidencial** (elconfidencial.com) Madrid, en ligne.
- Corriere della Sera** Milan, quotidien.
- The Daily Telegraph** Londres, quotidien.
- Gazeta Wyborcza** Varsovie, quotidien.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- The Japan Times** Tokyo, quotidien.
- Kino-teatr.ua** (kino-teatr.ua) Kiev, en ligne.
- The Korea Herald** Séoul, quotidien.
- Mainichi Shimbun** Tokyo, quotidien.
- Il Messaggero** Rome, quotidien.
- The New York Times** New York, quotidien.
- Project Syndicate** (project-syndicate.org) Prague, en ligne.
- RBC Daily** (rbcdaily.ru) Moscou, en ligne.
- Revista 5W** (revista5w.com) Barcelone, en ligne.
- South China Morning Post** Hong Kong, quotidien.
- The Sunday Times** Londres, hebdomadaire.
- Yediot Aharonot** Rishon LeZion, quotidien.



JOE MAGEE, ROYAUME-UNI

ÉNERGIE p.34

**L'atome japonais
au fond du gouffre
budgétaire**

Le Japon poursuit en solitaire son projet de réacteur nucléaire à neutrons rapides. Malgré les milliards de yens investis sans résultats concrets, explique le **Mainichi Shimbun**.



SOMMAIRE

À la une
6-16. Nos vies bouleversées

7 jours dans le monde
18. Belgique. Un gouvernement, enfin !

D'un continent à l'autre
20. UE. L'homophobie en Pologne ne passe pas
23. Russie. Poutine jusqu'en 2036 ?

23. Espagne. L'ex-roi Juan Carlos, de la gloire aux soupçons

24. Ouganda. Les rebelles perdus de Joseph Kony
26 Turquie. Istanbul capitale du monde arabe

28. Afghanistan Washington ouvre la voie aux talibans

29. Cambodge. Ces Vietnamiens qui vivent en terre hostile

30. États-Unis. Un monopole qui dérange

31. Uruguay. Visite d'une prison modèle

Transversales

34. Techno. L'atome japonais au fond du gouffre budgétaire
37. Signaux. Le palladium, plus précieux que l'or

360°

37. Littérature. Sa Majesté Hilary Mantel
42. Culture. Charlie Nagatani, un cow-boy à l'Est
43. Plein écran. Sur les pas de Gareth Jones, héros méconnu
44. Tendances. Trajectoires animales
46. Histoire. L'héritage féministe du rouge à lèvres



SUR NOTRE SITE

Opinion. Ralentir l'épidémie est possible

Hong Kong, Taïwan et Singapour semblent avoir enrayer la propagation de l'épidémie grâce à des mesures strictes mais différentes. De quoi inspirer peut-être d'autres pays, expliquent dans le *New York Times* un épidémiologiste et un étudiant en épidémiologie installés à Hong Kong.

Vidéo. Comment garder le moral pendant le confinement ?

Des Italiens, des Espagnols ou encore des Iraniens ont trouvé des solutions pour se donner du baume au cœur : chanter ou danser à la fenêtre, applaudir les soignants ou encore offrir à son voisinage un DJ set enflammé. Retrouvez une compilation dans notre zapping vidéo.

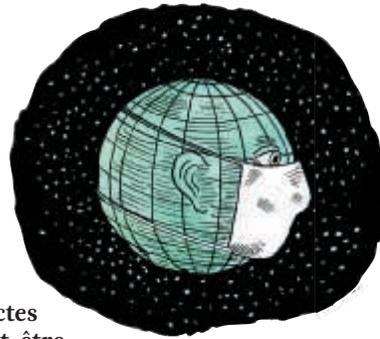
Économie. Les districts industriels du made in Italy frappés au cœur

La zone du nord de l'Italie, la plus fortement touchée par l'épidémie de Covid-19, représente également le poumon économique du pays. Ici se concentrent de nombreux districts industriels qui risquent de s'effondrer, met en garde le quotidien économique *Il Sole-24 Ore*.

L'horoscope de Rob Brezsný Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



DESSIN DE KRAUZE, ROYAUME-UNI

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directeur, directeur de la publication : Arnaud Aubron

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal mars 2020. Commission paritaire n° 0722c82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef adjointe Virginie Lepetit (16 12) Rédacteur en chef adjoint Raymond Clarinard (16 77) Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31) Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (16 98), Fatima Rizki (17 30), 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Danièle Renon (chef de service adjointe, Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 22), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Jean-Hébert Armengaud (Espagne 16 57), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Vincent Barros (Portugal), Corentin Pennarguear (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège, Suède), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Sabine Grandadam (chef de service, Amérique latine, 16 97), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Ysana Takino (Japon, 16 38), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Marc Saghie (chef de service, 16 69), Ghazal Golshtiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Anna Sylvestre-Treiner (chef de rubrique, 16 29), Sidy Yansané (Afrique de l'Ouest et Afrique centrale), TRANSVERSALS Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Catherine Guichard (Économie, 16 04), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), MAGAZINE 360° Marie Béroiz (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76), HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Carolin Lohrenz (chef des informations, 19 77), Claire Pomarès (chef de service adjointe), Adrien Oster (chef d'édition), Gabriel Hassan (rédacteur multimédia, 16 32), Carole Lyon (rédactrice multimédia, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice multimédia, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo édition, 16 65) Joffrey Ricome (responsable du numérique), Paul-Boris Bouzin (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Françoise Escande-Bogoin (japonais, anglais), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurèle Delvigne, Françoise Hérodol, Julie Martin PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Erriehello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Bernadette Dremière (chef de studio, 16 67), Alice Andersen, Gilles de Obaldia, Denis Scudeller CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller (16 84)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Guillaume Amouret, Paul Blondé, Jean-Baptiste Bor, Léane Burtier, Nicolas Coisplet, Emma Cypel, Marie Daoudat, Matthieu Durand-Valerio, Audrey Fisné, Philippe Godefroy, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Manon Talmant, Isabelle Taudière, Louise Vallée, Margaux Velikonja

PUBLICITÉ M Publicité, 80, boulevard Blanqui, 75013 Paris, tél. : 01 57 28 20 20 Directrice générale Laurence Boncalzi Bridier Directeur délégué David Eskenazy (david.eskenazy@publicite.fr, 38 63) Directeur de la publicité David Delannoy (ddelannoy@regieobs.fr, 30 23) Directeurs de clientèle Marjorie Couderc (marjorie.couderc@publicite.fr, 37 97) Sébastien Herreros (sherreros@regieobs.fr, 30 54) Assistante commerciale Carole Fraschini (carole.fraschini@publicite.fr, 38 68)

Partenariat et publicité culturelle Guillaume Drouillet (guillaume.drouillet@publicite.fr, 10 29) Régions Eric Langevin (eric.langevin@publicite.fr, 38 04) Directeur délégué, activités programmatiques, Ad Tech et Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@publicite.fr) Agence Courrier Patricia Fernández Pérez (responsable, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Dially Konate (17 38)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16 06), Emilien Hiron (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Hervé Bonnaud Responsable des ventes France et International Sabine Guide Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 33), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marconi, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier : Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations : Ptot = 0,001 kg/tonne de papier

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 119 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 149 € au lieu de 269,80 €*

Monsieur Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://boutique.courrierinternational.com>

ou téléphonez au 03-21-13-04-31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre Délégué à la protection des données - 80, bd Auguste-Blanqui - 75701 Paris Cedex 13 dpo@groupemondemag.fr. Vous acceptez que vos données de contact soient partagées par Courrier International avec sa sélection de partenaires français afin de recevoir des informations sur leurs actions et/ou leurs offres de produits et services. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre. Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saijm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

à la une

NOS VIES BOU

Nous ne pouvons plus passer certaines frontières, nous devons travailler à domicile. Fini d'aller au restaurant, de voir nos amis ou d'embrasser nos parents. Comme jamais depuis la Seconde Guerre mondiale, la pandémie de Covid-19 a changé la planète et, en quelques semaines, elle a modifié nos vies. L'ère dans laquelle nous entrons pourrait bien ressembler à un temps de guerre, nous prévient cette journaliste du *Guardian*. Une chose est certaine : nous n'en sortirons pas indemnes. La vie d'après ne sera jamais plus tout à fait la même.

—The Guardian Londres

Depuis quelques jours, la liste ne cesse de s'allonger dans ma tête. Je repense à toutes les réunions, tous les rendez-vous dans les cafés, tous ceux que j'ai croisés dans la rue depuis une semaine ou deux. Les dîners avec de vieux amis, la soirée de lancement d'un livre, les soirées pyjama des enfants, la promenade du chien entre voisins et les tasses de thé préparées pour les ouvriers. Finalement cette vie ennuyeuse de quadra à la campagne, et la plupart du temps en télétravail à la maison, est bien plus sociable qu'il n'y paraît.

Et si j'ai arrêté de serrer des mains depuis dix jours, pour éviter tout risque de transmettre un virus que je n'ai sans doute pas, me laver les mains comme une psychotique atteinte de TOC n'est désormais plus une preuve de civisme suffisante. Il est temps de réactualiser les aphorismes censés guider nos vies qu'on trouve sur les réseaux sociaux. Terminées les citations de développement personnel ringardes à la "Vis ta vie comme si c'était le dernier jour", désormais c'est plutôt "Vis ta vie comme

si tu avais un compteur du nombre de fois où tu ne respectes pas les gestes barrières". Inutile de chercher des boucs émissaires ; nous sommes tous dans le même bateau.

Mais nous entrons maintenant dans une nouvelle ère : la vie au temps du coronavirus, où bien des choses vont changer et peut-être de façon spectaculaire. Les agendas seront aussi vides que les rames de métro, car toutes les réunions, sauf les plus importantes, seront annulées. Mais ce n'est que le début, car toute l'Europe est en train de se claquemurer. Nous allons peut-être sans le vouloir être les cobayes d'une expérience flippante à grande échelle qui va révéler à quel point nous sommes attachés à certaines habitudes et pratiques quotidiennes, et que nous pouvons nous passer de certaines choses avec une facilité surprenante.

Cette semaine, Jenny Brown, directrice d'une école pour filles de Londres, a appelé les écoles publiques à annuler le GCSE [l'équivalent du brevet des collèges] pour le remplacer par des projets communs plus intéressants, ce qui permettrait d'éviter à nos ados déjà suffisamment angoissés de mieux vivre cette période de leur vie. Une idée absurde ? La suppression ou le report des examens de cette année n'est plus impensable.

→ Dessin de
Ramsés Cuba.



BOULEVERSEES



Alors que depuis des années l'idée de supprimer les examens revenait régulièrement sans succès – parce qu'en fin de compte, c'était pour nous un trop grand bouleversement, jugé injuste pour les enfants qui en seraient les cobayes –, elle est cette fois envisageable. Nous entrons peut-être dans une ère où des choses qui semblaient autrefois impossibles deviennent presque inéluctables.

En revanche, et tant pis pour la théorie qui veut que chaque crise soit une chance, les changements qui pourraient survenir ne seront pas toujours inoffensifs. Une pandémie majeure de Covid-19 pourrait avoir des conséquences sociales imprévisibles et entraîner des changements douloureux de modèles économiques dont dépendent de nombreux emplois – en plus des morts et des souffrances que le virus lui-même entraînera. Mais cette crise pourrait finir par ressembler moins à un krach bancaire qu'à une guerre, un événement qui modifierait notre mode de vie à tout jamais.

NOUS ENTRONS PEUT-ÊTRE DANS UNE ÈRE OÙ DES CHOSES QUI PARAISSENT AUTREFOIS IMPOSSIBLES DEVIENNENT PRESQUE INÉLUCTABLES.

Le travail des femmes dans les usines et les bureaux pour remplacer les hommes était censé être une solution provisoire le temps de la Seconde Guerre mondiale, mais lorsque les combats ont pris fin, les femmes ont eu du mal à retourner à une vie domestique étriquée. Les tourments de la guerre ont accéléré bien des avancées : des antibiotiques aux radars en passant par des dispensaires s'occupant des maladies sexuellement transmissibles, des années avant la création de notre système de santé actuel.

En 1939, peu de gens auraient prédit un mouvement de libération des femmes, et donc toutes les prédictions sur la façon dont cette épidémie va changer nos vies doivent être prises avec des pincettes. Mais des idées longtemps jugées trop radicales à mettre en œuvre commenceront sans doute à avoir pignon sur rue. → 8

7 ← Après le krach bancaire de 2008, certains cabinets d'avocats ou de comptables de la City, dont le portefeuille de clients s'était brusquement rétréci, ont commencé à proposer à leurs employés de travailler seulement quatre jours par semaine avec une baisse de salaire, sur la base du volontariat. Actuellement, des entreprises confrontées à une chute catastrophique de leurs affaires plaident déjà pour que certains salariés réduisent leurs heures de travail sur la base du volontariat, tandis que d'autres vont devoir revoir radicalement leur mode de fonctionnement devant la pénurie de personnel lié au nombre de personnes qui tombent malades.

Si la nécessité de partager le travail pour lutter contre le chômage pendant la crise de 1929 a fini par mettre fin à la semaine de six jours, ce virus pourrait avoir la peau de la semaine de travail, du lundi au vendredi. Et combien de ces réunions annulées, ou de ces conférences reportées, vont vraiment nous manquer ? Le passage actuel du monde analogique au monde numérique va certainement s'accélérer aussi. Plutôt que de risquer d'échanger nos microbes, nous allons faire nos achats en ligne, nous pra-

SI NOTRE MODE DE VIE DEVIENT DÉSINCARNÉ ET ASEPTISÉ, PEUT-ÊTRE QUE CELA NOUS FERA APPRÉCIER LA CHALEUR DES CONTACTS HUMAINS.

tiquerons FaceTime pour les grands-parents au lieu de leur rendre visite, nous paierons par voie électronique plutôt que de manipuler du liquide, nous stockerons des livres électroniques pour les longues journées ennuyeuses coincés à l'intérieur.

La vie politique aussi va changer. Il y a toujours eu une forte résistance au Parlement à instaurer le vote électronique pour les députés. Laisser des députés âgés enfermés à la Chambre des lords apparaît presque irresponsable aujourd'hui, et le vote électronique serait peut-être le moyen le plus sûr de continuer à faire passer des lois en cas d'épidémie. Si cela fonctionne, la suite logique serait que nous votions en ligne lors des prochaines élections générales sans nous déplacer dans les bureaux de vote.

Et si notre mode de vie devient brutalement désincarné et aseptisé, alors peut-être que cela nous fera aussi apprécier la chaleur des contacts humains. Mon fils attendait impatiemment la fermeture des écoles jusqu'à ce que ses professeurs lui expliquent qu'il y aurait des cours en ligne à la place : la même chose que l'école, mais sans récréation et sans copains.

Ce qui nous manquera le plus, je pense, c'est la convivialité. Mais ne soyez pas surpris, quand notre quotidien reprendra un semblant de normalité, s'il n'est plus tout à fait le même.

—Gaby Hinsliff
Publié le 13 mars

→ Dessin de Chappatte paru dans **Le temps**, Lausanne.

Repères

DES AIDES POUR LES ENTREPRISES

"L'État paiera", a promis le président français, le 16 mars. "Aucune entreprise ne sera livrée au risque de la faillite", a-t-il ajouté. C'est pourquoi, explique **Le Soir**, le gouvernement "déboursera". Bercy a promis "45 milliards d'euros d'aide immédiate aux entreprises et aux salariés", indique **The Wall Street Journal**, sous la forme, notamment, d'une extension du chômage partiel sur deux mois et d'un report des charges sociales et fiscales des entreprises qui en font la demande. Par ailleurs, "300 milliards d'euros seront dégagés pour garantir les prêts bancaires". Une manière de "limiter les dégâts économiques de l'épidémie de Covid-19", note **Bloomberg**. Des mesures nécessaires, alors que, dans les pays confinés, beaucoup de "petites et moyennes entreprises ont averti qu'elles ne pourraient pas survivre longtemps sans une aide immédiate", explique **The Financial Times**. Mais même "en bénéficiant des largesses de l'État, les entrepreneurs français s'inquiètent pour l'avenir". Le ministre des Finances Bruno Le Maire a donc donné d'autres indications, indique **L'Écho belge**. L'exécutif est prêt à "recourir à tous les moyens", y compris la nationalisation.



Maintenant, tous confinés

Devant la nonchalance des Français, le gouvernement a été contraint de prendre des mesures drastiques, explique la presse étrangère. Aujourd'hui, le pays est en confinement pour quinze jours au moins.

Dans la "Ville Lumière" règne un "silence inquiétant", relate **The Washington Post**. Un "spectacle surréaliste" : les cafés, "cœur battant" de la capitale, sont vides, la plupart des commerces sont fermés et les rues de plus en plus désertes. "Deux jours après l'Espagne et une semaine après l'Italie, la France a décrété une restriction stricte des déplacements à partir de mardi 17 mars et pour au moins quinze jours", explique **El País**. "Des mesures inhabituelles en temps de paix", dont le but est de "ralentir la propagation du coronavirus". Plus clairement, note **Le Soir**, "si le mot [n'a] pas [été] prononcé [lors de l'allocution d'Emmanuel Macron], c'est bien un confinement qui est décrété pour l'Hexagone".

Les raisons qui ont poussé le gouvernement à en arriver là sont multiples. Il y a d'abord "l'augmentation rapide du nombre de cas détectés et de décès", souligne **El País**. Mais aussi "le non-respect, par la population, des recommandations des autorités".

Après avoir décrété la fermeture des établissements scolaires, crèches et universités jeudi 12 mars, l'exécutif avait annoncé la fermeture, jusqu'à nouvel ordre, de tous les commerces non essentiels, et notamment des cafés, restaurants et cinémas. Un passage au stade 3 de l'épidémie de Covid-19 lors duquel le gouvernement demandait aux Français de limiter leurs activités habituelles pour éviter la propagation. Mais le même week-end, de nombreuses personnes

"ont choisi d'ignorer la menace", explique **The New York Times**. Et à Paris notamment, sur des "marchés ou dans des parcs bondés, [...] des irresponsables revendiquaient encore de profiter de la douceur printanière sans la moindre conscience du danger ou, pire, en s'en moquant comme d'une guigne", complète **Le Soir**. Des images que "l'Élysée n'a pas du tout appréciées".

Lundi 16 mars, lors d'une nouvelle allocution, le président français n'a donc pas eu peur d'"utiliser des mots forts" pour faire comprendre l'ampleur de la crise aux Français, relate **Der Spiegel**. D'un ton qui rappelait le général de Gaulle, il a répété que le pays était "en guerre" et a annoncé de nouvelles mesures drastiques. Parmi lesquelles l'obligation pour "toute personne qui doit se déplacer d'être munie d'une autorisation", sous peine d'amende, et des contrôles dans tout le pays effectués par les forces de l'ordre.

Quelques heures auparavant, relate **Le Soir**, alors que déjà des rumeurs couraient en France, "les grandes surfaces avaient été prises d'assaut. [...] Jusqu'à l'extérieur des supermarchés, les clients faisaient la queue", tandis que d'autres Français "s'étaient rués vers les gares [...] pour rejoindre une maison parentale ou une résidence de campagne. [...] Quitte à prendre des risques dans des trains bondés..."

Une chose est claire, conclut **El País**, "pour les Français, la vie va profondément changer".

—Courrier international



Vu d'Espagne

Confinement, armée : l'exemple espagnol

● Après l'Italie mais avant la France, l'Espagne a été le deuxième pays de l'UE à imposer de sévères mesures de confinement via "l'État d'alarme" décrété samedi 14 mars par le gouvernement du socialiste Pedro Sánchez. Il est vrai que le pays est devenu en quelques jours le plus touché - après, évidemment, l'Italie - avec, mardi 17 mars, près de 10 000 personnes contaminées, dont 342 sont mortes. Le confinement obligatoire ressemble en tout point à celui annoncé

en France : en résumé, des déplacements personnels réduits au strict minimum et, en cas d'infraction, des contraventions d'au moins 100 euros. L'Espagne a également fait appel à l'armée. Lundi 16 mars, signale le quotidien *El País*, 1 100 membres de l'UME (Unité militaire des urgences) étaient déjà sur le terrain, avec pour principale mission de surveiller - et désinfecter - les sites sensibles, susceptibles d'attroupements (gares, aéroports, etc.). "Mais l'effectif de l'UME est limité à 1 500", souligne toujours *El País*, et celle-ci pourrait vite être débordée. Le ministère de la Défense a également mis à disposition du ministère de la Santé deux grands hôpitaux militaires.



Vu de Pologne

Les Français irresponsables

● "Ce n'est pas de la joie de vivre, c'est une effrayante irresponsabilité", écrivait, le dimanche 15 mars, la correspondante à Paris du magazine féminin polonais *Wysokie Obcasy*. Alors que, ces derniers jours, la Pologne a fermé ses frontières et la quasi-totalité des lieux publics, afin de confiner la population à domicile et de contenir la pandémie de Covid-19, "les Parisiens se sont précipités dans les restaurants pour savourer la vie encore un peu, bavarder, boire du vin, rigoler entre amis, et sans doute s'infecter mutuellement". L'auteure explique "habiter

en France depuis deux ans et avoir appris à rire de la nonchalance des Français, tolérer leur légère arrogance et aimer leur joie de vivre", mais cette fois elle est "tout simplement furieuse". "Sur les plateaux télévisés, les invités ne sont pas des médecins, mais des philosophes, des sociologues, des spécialistes de sciences politiques. 'Comment ça, ils ferment le pays ? D'accord, il y a le virus, mais où allons-nous maintenant satisfaire nos besoins de sociabilité ? Quelles seront les conséquences sociales ? Ça réduit notre vie, notre liberté ! Les Français n'ont pas l'air de comprendre que la liberté s'accompagne d'une grande responsabilité, en l'occurrence pour la santé et la vie de nos proches et des autres.'" La journaliste en vient à regretter de ne pas être en ce moment en Pologne car, bien qu'elle soit "loin d'éprouver de la sympathie pour le gouvernement actuel, il faut lui reconnaître une chose : sa réaction vis-à-vis du coronavirus a été immédiate et sans faille. Si la France avait fermé ses frontières et ses écoles il y a deux semaines, ses citoyens n'en seraient pas maintenant à regarder avec incrédulité à la télévision les courbes montrant l'évolution du nombre de malades en Italie et en France. Elles sont pratiquement identiques." Mariée à un Français, l'auteure a cherché, en vain, à le dissuader d'aller voter. Il aurait répondu que "ses ancêtres étaient morts pour qu'il puisse aller voter" et que "c'était son devoir de profiter d'une démocratie durement arrachée". Tout en y voyant un "concentré de la mentalité française", la journaliste conclut : "Certes, la démocratie est importante, mais les morts n'en profitent pas."



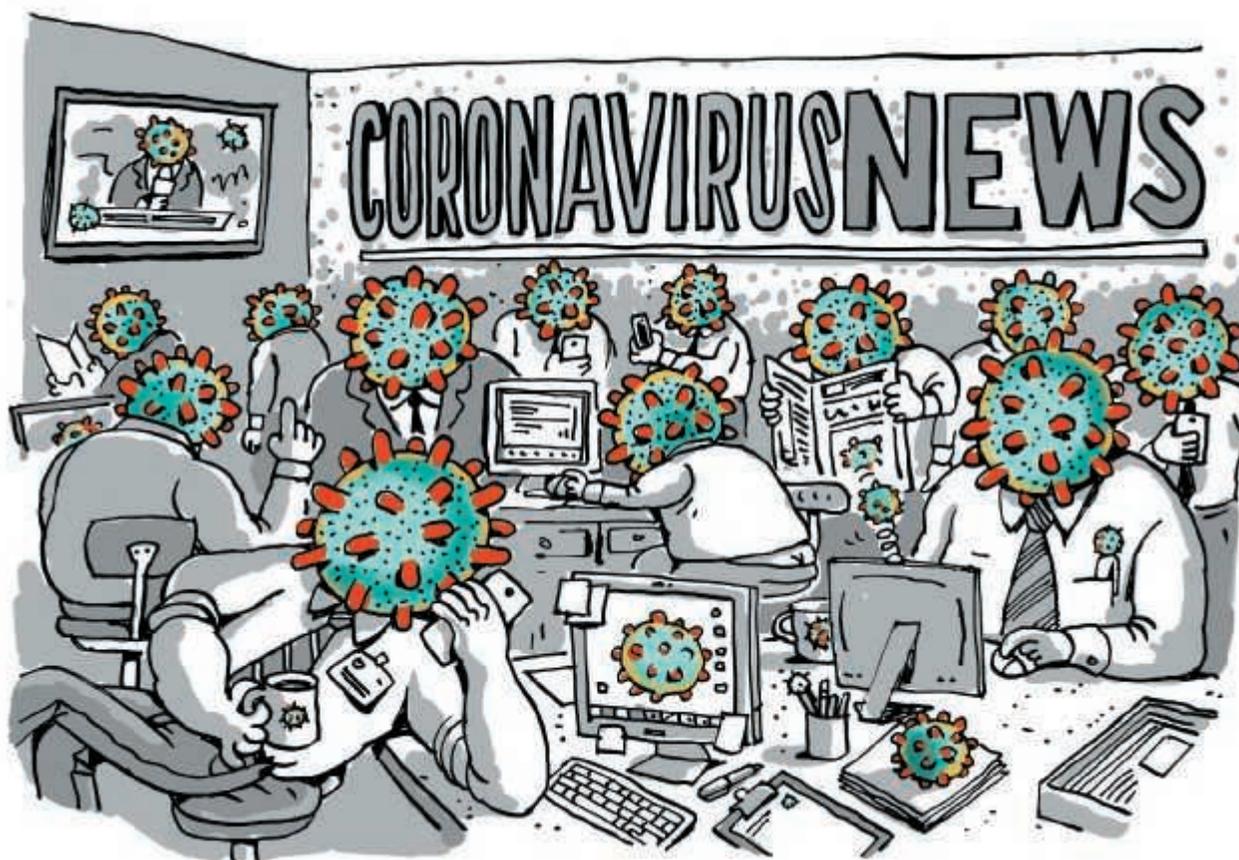
Vu des Philippines

À Manille, couvre-feu et check-points

● Manille, métropole de 12 millions d'habitants, expérimente "une des mesures les plus drastiques de toute l'Asie du Sud-Est contre le nouveau coronavirus", estime le quotidien *The Philippines Daily Inquirer*. Depuis le 15 mars, les autorités ont décidé de suspendre les liaisons aériennes, maritimes et terrestres de et vers la métropole. Les services religieux, les cinémas, les combats de coqs sont interdits, et la plupart des services gouvernementaux sont suspendus jusqu'au 14 avril, détaille le quotidien. Les maires des municipalités de Manille ont décidé d'imposer un couvre-feu entre 20 heures et 5 heures du matin. Par ailleurs, 56 points de contrôle ont été mis en place sur les routes avec 1 600 policiers. Seuls ceux qui peuvent prouver qu'ils travaillent en ville sont autorisés à passer. Encore marqués par les assassinats commis dans la guerre contre la drogue menée par le président Rodrigo Duterte, certains Philippines s'inquiètent de la présence des hommes armés aux points de contrôle, poursuit *The Philippines Daily Inquirer*. Au moins 41 villes des Philippines ont fermé leurs portes le 15 mars. Selon un bilan établi ce jour-là, l'archipel comptait 140 cas de Covid-19, et 12 personnes en étaient mortes.



← Dessin de Bado paru dans *Le Devoir*, Ottawa.



que les télétravailleurs soient tenus au courant des décisions prises au bureau, mettre en place des règles de communication est essentiel. *“Certains start-up obligent tous leurs employés à communiquer les messages importants en ligne, via Slack ou des documents partagés.”*

Le Temps propose, lui, une liste d'applications tout à fait adaptées au travail à distance : Slack, pour *“collaborer très rapidement, sous forme de messagerie instantanée”* et réduire le nombre d'e-mails ; Trello, qui permet *“d'organiser ses projets sous forme de tableaux et de voir en temps réel qui, dans l'équipe, fait quoi”* ; mais aussi EverNote, Wrike, Klaxoon ou encore Oolaop. Le quotidien suisse invite à ne pas oublier *“les solutions de Google et de Microsoft, d'autant que ces deux entreprises, comme certaines de leurs concurrentes, offrent depuis quelques jours des promotions sur leurs services”*. Quant aux outils de visioconférence, *“il y a bien sûr Skype (Microsoft), Hangouts (Google) et FaceTime (Apple), indique Le Temps. Mais l'étoile montante de ce domaine, c'est Zoom.”*

Enfin, *“évaluez bien la somme de travail que vous êtes capable de faire si vous devez concilier boulot et garde des enfants”*, avertit le site de NPR, la radio de service public américaine. Et *“si vous n'avez pas un très haut débit, rappelez aux enfants qu'ils ne peuvent pas aller sur Internet quand maman est en conf call”* !

—**Courrier international**

COMMENT BIEN TRAVAILLER DE CHEZ SOI ?

Longtemps réservé à quelques professions, le télétravail va concerner des milliers de salariés durant les prochaines semaines. Comment travailler efficacement et se sentir chez soi une fois l'ordinateur éteint ? Les conseils pratiques de la presse étrangère.

Lorsque vous travaillez à domicile, vous êtes toujours à la maison, mais vous êtes également toujours au travail...” Brian Barrett, le directeur numérique de la revue américaine **Wired**, connaît bien les pièges du télétravail, qu'il pratique depuis une décennie. Ses conseils pour les éviter ?

Tout d'abord, sortir du lit : *“Si vous êtes en pyjama, vous allez avoir bien plus de mal à emmener votre cerveau au petit trot, et a fortiori au grand galop.”* Gardez la même routine matinale que si vous alliez au bureau. *“Si vous ne vous préparez pas, votre journée ne commence jamais vraiment.”* Soyez donc prêt, cela vous évitera d'être embarrassé si l'on vous propose une vidéoconférence impromptue... *“Ne travaillez pas au lit, ne travaillez pas sur votre canapé.”* Installez-vous plutôt à une table, *“c'est mieux pour la concentration”*. Et *“définissez clairement chez vous l'espace réservé au travail. Vous aurez d'autant plus de chances d'avancer dans votre travail que vous serez dans cet espace. Par ailleurs,*

et c'est presque aussi important, cela vous aidera à “déconnecter” quand vous n'y serez pas.”

Enfin, si vous le pouvez, sortez une fois par jour : *“Il est facile de garder la même posture toute la journée. Ne le faites pas ! Rester assis est très mauvais pour la santé, et on a vite l'esprit engourdi quand on fixe le même mur ou la même fenêtre à longueur de temps.”*

Spécialiste techno pour le **Financial Times**, Tim Bradshaw insiste, lui, sur le rôle des outils et d'une nouvelle forme de savoir-vivre virtuel pour le succès d'une équipe travaillant à distance. Vous vous demandez ainsi si votre blague sur Slack va passer ? Tim Bradshaw est d'avis que oui : *“Les émojis sont vos amis !”* En revanche, du linge qui sèche en arrière-plan d'un appel vidéo avec des collègues n'est pas recommandé ! Pour maintenir la cohésion d'un groupe, rien de tel qu'une visioconférence hebdomadaire, *“cela permet à chacun de ne pas oublier qu'il travaille en équipe et d'exprimer différemment sa personnalité”*. Et, pour

Vie pratique

Comment se nourrir en pleine pandémie ?

Qu'on commande des plats livrés à domicile ou qu'on fasse ses courses au supermarché, il est difficile de se nourrir en évitant les autres, observe **The Atlantic**. Et cela pose de nombreuses questions éthiques quant à la propagation du Covid-19.

●●● On mange quoi ce soir ? En pleine pandémie, la question a pris *“une nouvelle dimension morale”*, souligne **The Atlantic**. Qu'on ait recours à des services de livraison ou qu'on se rende au supermarché, se nourrir *“est une tâche nécessaire qu'il est difficile d'accomplir en évitant les autres”*. Selon Stephen Morse, épidémiologiste à l'université de Columbia, il est peu probable que *“la nourriture elle-même soit très dangereuse lorsqu'on la commande. Même si la personne qui la prépare est malade, les aliments cuits ne sont pas préoccupants, à moins qu'ils ne soient contaminés après la cuisson.”* Les risques liés à l'interaction lors de la livraison dépendent *“de la manière dont elle est organisée”*. Pour le destinataire de la nourriture, le risque est relativement faible. Les livreurs eux-mêmes sont *“beaucoup plus susceptibles d'être exposés en raison de toutes les personnes qu'ils rencontrent”*, souligne **The Atlantic**. Faire ses courses soi-même n'est pas nécessairement *“plus sûr”*. *“Les magasins bondés présenteraient un risque d'infection plus important”*, indique Stephen Morse. Dans le système alimentaire industrialisé des États-Unis, il n'existe pas d'*“options parfaitement éthiques pour manger pendant une pandémie”*, constate **The Atlantic**. Mais selon Steven Benko, professeur d'éthique à Raleigh (Caroline du Nord), il faut espérer que les consommateurs *“prendront autant de précautions pour protéger les travailleurs [...] que pour se protéger eux-mêmes”*. Et qu'ils se souviendront à quel point ces travailleurs *“étaient essentiels à leur survie une fois le pire passé”*.

Déplacements

L'Europe coupée du monde

●●● Au Maroc, une situation "très tendue", avec des milliers de personnes, en colère, coincées dans les aéroports du royaume faute de pouvoir rallier la France, témoignait le site d'information **Le 360**. Aux États-Unis, des files d'attente interminables avant de pouvoir pénétrer dans le pays, rapporte **The Verge**. Dans les stations de ski françaises, le "chaos" face aux "30 000 Britanniques à rapatrier", écrivait le **Guardian**. Une à une, les frontières, que l'on pensait disparues, se sont fermées. Confrontés à l'épidémie de Covid-19, un à un, les pays se sont barricadés. Avec à la clé des scènes de pagaille, d'angoisse et d'énervement avant que "des vols spéciaux, au cas par cas" ne soient autorisés, comme au Maroc, où la situation s'est peu à peu dénouée. Touristes, expatriés, travailleurs en mission à l'étranger... : des milliers de Français ont tenté de rejoindre le pays à l'annonce des mesures de confinement. Tandis qu'ils devenaient *non grata* ailleurs dans le monde. Après l'Inde ou le Népal, précurseurs, des dizaines de pays ont interdit l'entrée des Français sur leur sol. Jusqu'à l'Allemagne, qui a décrété la fermeture de ses frontières avec la France, la Suisse et l'Autriche : 450 kilomètres de murs érigés au cœur du "noyau de l'intégration européenne". "Avec les fermetures des frontières, ce n'est pas l'Europe mais les États-nations qui se protègent", constate **Die Zeit**, regrettant "l'absence de réponse européenne". "Où est l'Europe qui protège ?" s'interroge l'hebdomadaire de Hambourg. En décidant, le 16 mars, la fermeture des frontières de l'Union européenne pendant trente jours, les chefs d'État du Vieux Continent lui ont répondu. Devenu l'épicentre de l'épidémie, l'Europe se coupe du monde.

Livres

Quelques idées de lecture

De Milan à New York en passant par Barcelone, la presse étrangère fait part de ses conseils alors que s'étend la pandémie de Covid-19. Courrier international a fait son marché et livre sa sélection de titres accessibles en français.

Le Guépard, Giuseppe Tomasi di Lampedusa
Interrogée par le **Corriere della Sera** sur ses conseils de lectures en temps de confinement, la romancière italienne Antonia Arslan recommande plus que jamais ce "classique de la littérature mondiale du XX^e siècle".

En Patagonie, Bruce Chatwin
"Si elles n'étaient réelles, les histoires que raconte Bruce Chatwin dans *En Patagonie paraîtraient incroyables*", s'amuse le site espagnol **Cerodosbè**. De l'évasion à l'état pur.

L'Amour aux temps du choléra, Gabriel García Márquez
"On aime tant ce livre qu'on en oublie qu'en espagnol et en portugais, le mot 'cólera' désigne aussi bien une maladie que la colère", relève le quotidien israélien **Ha'aretz**.

À la croisée des mondes, Philip Pullman
"L'imagination de Philip Pullman est égale, voire supérieure, à celle d'auteurs tels que J.K. Rowling, J.R.R. Tolkien ou C.S. Lewis", s'enthousiasme l'internaute qui a contribué sous le pseudonyme "banditmcq" à la liste d'œuvres recommandées par **The Guardian**.

Anna Karénine, Léon Tolstoï
Dans les colonnes du **Globe and Mail**, la romancière canadienne Esi Edugyan estime que le meilleur remède à l'ennui serait d'alterner auteurs contemporains et grands classiques. Parmi ceux-ci, **Anna Karénine**, "aussi magnifique qu'envoûtant".

Tout a changé

Tous les pans de la vie de cette journaliste sud-coréenne ont été chamboulés par l'épidémie. Elle attend avec impatience un retour à la normale.

—**The Korea Herald Séoul**

Le coronavirus se rapproche. Près de soixante jours après la survenue de l'épidémie de Covid-19, mon téléphone m'a envoyé une alerte stridente pour me signaler que deux cas étaient confirmés dans mon quartier.

J'ai réfléchi à toute vitesse, essayant de retrouver tous les itinéraires que j'avais suivis les jours précédents, dans l'espoir que nos chemins ne se soient pas croisés. Après avoir retracé les déplacements des patients qui s'affichaient sur le site Internet de mon quartier, j'ai fini par pousser un soupir de soulagement. Je n'étais pas passée loin.

Telle est la situation aujourd'hui : on reçoit de multiples alertes sur son portable concernant de nouveaux cas confirmés, on vérifie si on n'a pas été en contact avec l'un des malades, on est informé quotidiennement des cas diagnostiqués et du nombre de morts.

Se tenir au courant de l'évolution de la pandémie auprès de ses proches vivant à l'étranger est devenu une nouvelle habitude. Un membre de ma famille a appris qu'il subirait un questionnaire médical plus strict à son arrivée du Royaume-Uni, tandis que les autorités sud-coréennes s'apprêtaient à mettre en place des contrôles spéciaux pour les passagers en provenance de plusieurs pays d'Europe. Un autre proche m'a écrit un SMS pour me dire que son université aux États-Unis allait dispenser les cours par Internet jusqu'à la fin de l'année universitaire et que les résidences d'étudiants seraient fermées.

Des gens que je connais ont subi le contrecoup de l'épidémie d'une manière ou d'une autre : des couples ont dû annuler leur mariage à la dernière minute, des mères étaient inquiètes au sujet de leurs enfants à Daegu [ville devenue l'épicentre de l'épidémie en Corée du Sud], un coiffeur portant un masque se demandait s'il resterait ouvert vu la faible fréquentation de son salon.

La réduction des contacts sociaux devient pénible. Depuis plus d'un mois, j'ai cessé de voir des gens à l'extérieur et de

me rendre à mon travail. Au lieu de fêter l'anniversaire d'une amie autour d'un déjeuner, je lui ai envoyé l'émoji d'un gâteau surmonté d'une bougie. Presque tous les échanges se font par SMS, les contacts en face-à-face étant vivement déconseillés. Les entretiens en direct sont devenus exceptionnels, on passe par le courriel ou la visioconférence.

J'espère que cela ne va pas devenir la norme. Ce virus jusqu'alors inconnu, contre lequel il n'existe pas de vaccin, affole tout le monde. Chacun est stressé, préoccupé par sa survie et celle de ses proches. L'intérêt général passe avant la protection de la vie privée. Nous réagissons par une colère justifiée face aux patients

qui ont poursuivi le cours normal de leurs activités avant d'avoir été diagnostiqués. Nous risquons de perdre la compassion et l'empathie qui font de nous des êtres humains.

Le gouvernement a fait quelques bourdes tandis que la situation s'aggravait rapidement. La Maison-Bleue (siège de la présidence) n'a pas observé le principe "Under promise, over deliver" ("Moins de promesses, plus d'efficacité"), essentiel pour la gestion des attentes. En effet, dans les premiers jours de la contagion, le président Moon Jae-in a déclaré que la crise serait bientôt terminée, aux dires de Kim Hoh, fondateur de l'agence de communication The Lab h. "La communication doit porter sur ce qui se passe, sur ce que nous faisons, et sur ce que vous devez faire", a expliqué Kim. Les informations incohérentes sur l'utilisation des masques ont semé la confusion et la colère, et surtout ont abouti à une pénurie de masques, pourtant indispensables aux professionnels de santé.

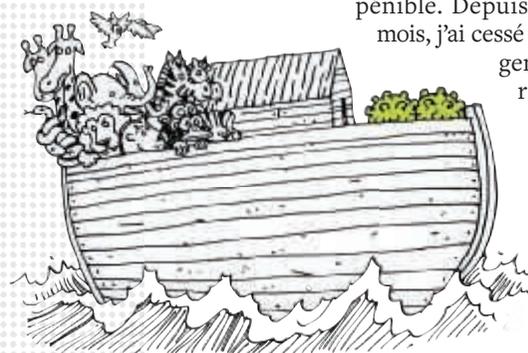
Cela étant, dans l'ensemble les autorités ont réagi à l'épidémie avec transparence et rapidité, et nous devons louer leurs efforts. Il ne s'est produit ni achats de panique ni chaos généralisé. Les Coréens se sont mobilisés pour aider les habitants de Daegu, qui essuient les plus violents assauts du Covid-19 avec courage, calme et dignité. Et surtout, le personnel médical et les épidémiologistes, en première ligne dans la lutte contre la maladie, doivent être salués pour leur travail et leurs sacrifices. Les Coréens peuvent se féliciter de ce qu'ils ont fait jusqu'à présent.

Quand la fin de la pandémie sera déclarée, les répercussions de cette crise sans précédent se feront encore sentir. Même si nous espérons le retour à la normale, nous devons déjà préparer l'avenir, armés d'amour et de gentillesse.

—**Kim Hoo-Ran**
Publié le 12 mars



TÉMOIGNAGE



← Dessins de Lauzan, Chili.



CARTOON MOVEMENT

BERGAME, VILLE EN GUERRE

Dans le nord de l'Italie, près de Milan, la province de Bergame est la zone la plus durement touchée du pays par l'épidémie de Covid-19. Les morts se comptent par centaines, et le système sanitaire est débordé.

—Corriere della Sera Milan

Les statistiques sont sans pitié : le jeudi 12 mars, la commune de Bergame a comptabilisé 61 morts (46 officiels et 15 autres annoncés par les hôpitaux), contre 8 le même jour voilà un an. «Mercredi, il y en a eu 51, il y a un écart énorme avec les chiffres de 2019», confirme Giacomo Angeloni, des services de l'état civil. C'est une situation horrible. Ces chiffres sont devenus le thermomètre le plus immédiat des ravages du coronavirus. Et trouvent un écho dans les statistiques régionales de la Lombardie, tout aussi alarmantes.

Bergame est la province la plus touchée d'Italie, avec 2 136 cas de positivité au coronavirus le jeudi 12 mars [3 416 au dimanche 15 mars]. Et l'on en dénombre 300 de plus toutes les vingt-quatre heures depuis quatre jours consécutifs. En tout,

entre le dimanche 23 février (jour où est morte la première personne contaminée) et le 12 mars, on compte 191 décès liés au Covid-19 [261 au samedi 14 mars], soit 10 par jour. Les chambres mortuaires des deux hôpitaux de la ville ne suffisent plus, à tel point que le cimetière de Bergame voit arriver 40 cercueils par jour en moyenne.

Une ville et une province qui avaient toujours fait du labeur leur force sont désormais unies par la peur. Elles se retrouvent aujourd'hui déboussolées, à jeter un regard plein d'espoir vers ces «héros» qui se démenent, qui ne voient pas leur famille de peur de les contaminer, qui prennent des risques. On compte 71 médecins testés positifs sur l'ensemble de l'agglomération de Bergame, et dans le seul hôpital Bolognini, on dénombre plus de 60 agents hospitaliers (infirmiers compris) contaminés. Pour faire la guerre au coronavirus, on proclame la mobilisation générale :

← Dessin de Muzaffar Yulchiboev, Ouzbékistan.

Repères

LES RÈGLES DU CONFINEMENT

Les règles qui s'imposent à tous les Italiens découlent du dernier décret signé par le gouvernement transalpin le 11 mars, qui vient compléter les mesures précédentes. Désormais, l'interdiction de déplacement est aussi bien valable entre les villes qu'à l'intérieur même d'une commune, où l'on ne peut sortir de chez soi que pour des raisons de santé, le travail (si le télétravail est impossible), ou pour faire ses courses. Il faut alors se munir d'une déclaration sur l'honneur qui atteste des raisons du déplacement. La police peut contrôler ces déclarations et punir les abus éventuels (les sanctions peuvent aller théoriquement jusqu'à trois mois de prison). Il est interdit de se déplacer pour rendre visite à des amis ou à sa famille, sauf dans les cas graves.

on rappelle les infirmiers en retraite, les jeunes diplômés de médecine sont envoyés à l'aéroport d'Orio pour prendre la température des passagers, on demande à tous les médecins de l'hôpital Papa Giovanni de consacrer au moins cinq tours de garde par semaine à l'épidémie.

Bergame est à l'arrêt; le maire, Giorgio Gori, multiplie les appels. «Restez chez vous.» La crainte, c'est que les hôpitaux craquent. Les voitures semblent avoir disparu, les touristes qui affluaient ces dernières années par milliers se sont volatilisés eux aussi. Et les bouillants supporters de l'Atalanta ont dû s'abstenir de célébrer l'exploit historique de leur équipe, qui a accédé aux quarts de finale de la Ligue des champions : silence radio. Mais pourquoi Bergame a-t-elle été touchée si durement par le Covid-19? Une hypothèse est qu'on aurait minimisé les symptômes de certains patients qui étaient arrivés à l'hôpital d'Alzano (aux portes de la ville) avant que l'alarme ne soit donnée à Codogno.

La première victime [de la région] se nommait Ernesto Ravelli, 83 ans, mort le 23 février après son transfert en urgence d'Alzano, justement, où il avait été hospitalisé le 21 : le lendemain du jour où le patient n° 1 de toute l'Italie a été testé positif, à Codogno, à une heure au sud de Bergame. Et puis il y a le cas de ce représentant de commerce qui raconte avoir eu la fièvre à partir du 17 février, avoir été hospitalisé à Alzano entre le 20 et le 21 et avoir attendu trois jours avant d'être testé positif.

Très vite, dans le même établissement, le médecin-chef des urgences a été contaminé à son tour. Et, malgré tout, la région et le gouvernement ont tergiversé pendant quinze jours concernant l'instauration d'une zone rouge qui ne verra jamais le jour. Jour après jour, la contagion a explosé dans cette région au nord de Bergame pour ensuite se déplacer en ville. Jusqu'aux statistiques impitoyables de ces derniers jours et à cette peur qui n'en finit pas. «Quando tout sera fini, disent les chefs d'entreprise, ce sera comme après une guerre.»

—Armando Di Landro

Publié le 13 mars



COURRIER INTERNATIONAL

La grande peur qui a changé les Romains

Moins frappée que les villes du Nord, la capitale italienne vit aussi en quarantaine. Un confinement qui change le visage de la ville, mais aussi des Romains eux-mêmes, devenus calmes et solidaires.

—Il Messaggero Rome

Dans la Ville éternelle à moitié fermée à cause du coronavirus, rien que vendre des fruits au marché ou aller se poster dans la queue de la pharmacie du coin (bien en ligne, à un mètre des autres clients) deviennent des actes de résistance. C'est une Rome bien étrange qui se réveille. Sans concerts de klaxons, ni embouteillages. On ne voit que les bus qui traversent la ville d'un bout à l'autre avec une ponctualité incroyable, à toute allure. Il n'y a plus de circulation, et les rues, régulièrement envahies de saletés et déchets qui ne sont pas ramassés, paraissent soudain plus propres et plus vastes, sans passants, ni voitures ni scooters.

Mais la satisfaction est de courte durée. Ici, presque tous les gens que l'on croise sont équipés de masques (ou de flacons de désinfectant qu'ils se tartinent sur les mains à intervalles réguliers) ; et au-dessus de ces bouches couvertes pour éviter la contagion, les yeux découvrent une Rome différente, où les rideaux de fer sont baissés, où les quelques magasins encore ouverts deviennent des points de repère pour les habitants du quartier. Marchands de journaux, pharmacies, épiceries, opticiens. Fréquentés avant le décret du 11 mars [qui a placé tout le territoire en quarantaine], ce sont des lieux de rendez-vous quasi vides en ces mornes journées où l'on se sent perdu, entre les vieilles habitudes à mettre au placard – au moins pour quelque temps – et les nouvelles habitudes à adopter sans délai, pour combattre le virus.

On est frappé par toutes ces files d'attente, longues, ordonnées, mais plutôt rapides en l'absence de heurts et de personnes qui tentent d'en doubler d'autres. Ceux qui avaient pour habitude de bousculer les gens à la caisse pour gagner quatre minutes patientent aujourd'hui comme les autres et respectent sagement les files d'attente. Ont-ils soudain appris les bonnes manières ?

C'est probablement davantage la peur du virus. Les rues aussi sont désertes. Dans les parcs, en revanche, de petits groupes de jeunes continuent de se retrouver, bravant le danger, sur les pelouses. Mais en ces heures de discipline inquiète, ils semblent être l'exception.

C'est une Rome sur les balcons et aux fenêtres de laquelle on voit fleurir des drapeaux tricolores, comme s'il s'agissait d'un match de l'équipe nationale (sauf que les enjeux, aujourd'hui, sont tout autres) et où se déploient des banderoles

avec le hashtag du moment : "Restate tutti a casa" ["Restez tous à la maison"]. Dans le quartier de Casalotti, un enfant a dessiné un arc-en-ciel sur un drap, en dessous duquel on peut lire en grosses lettres : "Tout ira bien." La même inscription rassurante apparaît au Capitole [siège de la commune de Rome], sur un petit balcon qui donne sur les forums impériaux.

"Ce n'est pas un drap qui l'arrêtera, ce maudit virus, mais c'est une manière d'expliquer aux enfants que, vraiment, tout ira bien", raconte la mère, Domiziana. "On n'a pas de balcon, on a dessiné sur une feuille de papier, on va la mettre à la fenêtre", raconte une autre maman du quartier, Sara Panfilo. Ces gestes servent aussi à se sentir moins seuls, alors que l'autoquarantaine a à peine commencé et que l'on s'adapte à cette nouvelle vie, notamment à la solitude, à laquelle tant de personnes n'étaient pas habituées. Pour se tenir la main à distance, pour se donner du courage, même un dessin à la fenêtre peut aider.

Fluide. Il y a aussi ceux qui essaient de chasser les pensées les plus sombres avec un humour qui, ces derniers jours, semblait avoir disparu. Dans les jardins de la place Cavour, on découvre un clin d'œil à un film de Carlo Verdone : "Ça y est, sur l'avenue du lungotevere, c'est fluide." [Le protagoniste du film *Gallo cedrone*, de Verdone, projette de cimenter le Tibre et d'en faire un grand axe routier pour que la circulation soit fluide.] Les rares personnes qui sortent encore pour se rendre à leur travail ou pour quelque raison urgente évitent les petits embouteillages des heures de pointe. Dans les autres rues, à la faveur d'un trafic quasiment nul (une situation qu'on ne voit jamais, pas même en août), on va même tenter à présent de finir les travaux englués depuis des années dans les méandres de la bureaucratie municipale.

Des signes qui font entrevoir à certains – qui leur font espérer – une renaissance, quand l'épidémie sera passée. De même que la vague de solidarité qui s'est levée dans tous les quartiers : depuis le prêtre de Tor de' Schiavi, qui dit la messe en direct sur Facebook parce que les églises sont fermées, jusqu'aux étudiantes de Monti, qui proposent aux personnes âgées du quartier de faire leurs courses ou d'aller à la pharmacie pour eux. C'est la Rome qui résiste et qui attend, une fois le coronavirus vaincu, de prendre sa revanche.

—Lorenzo De Cicco

Publié le 13 mars

Initiative

Des masques taillés dans le prêt-à-porter

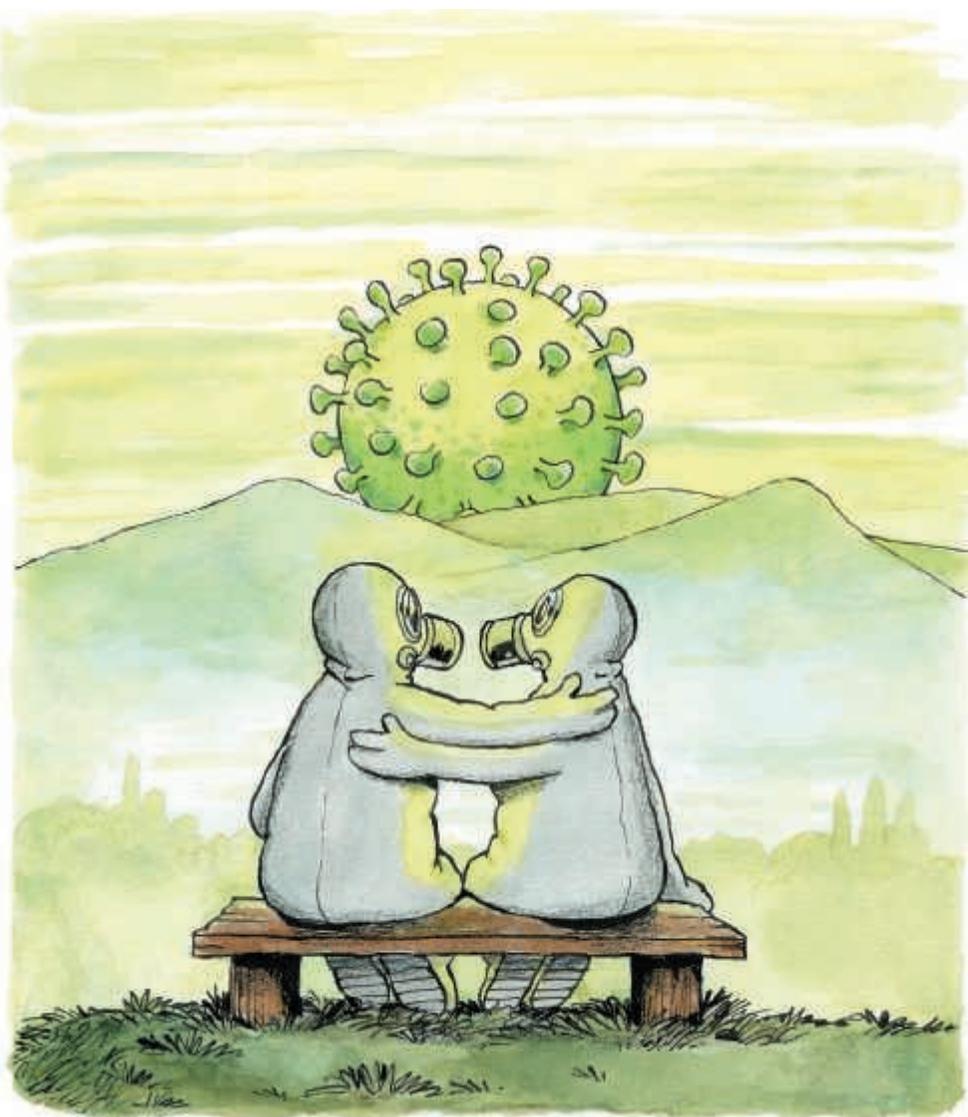
●●● Pour faire face à la pénurie d'équipements de protection contre le Covid-19, une PME piémontaise va produire à grande échelle des masques de protection lavables et réutilisables. Cette entreprise, Miroglio, spécialisée dans le prêt-à-porter, va convertir sa production "de l'habillement aux masques de protection", annonce le quotidien **Corriere della Sera**, le tout à un prix plancher "qui permettra juste de couvrir les coûts de production". Un beau geste solidaire "qui ne passera pas inaperçu", souligne le site économique **Affaritaliani**. Encore fallait-il que le modèle développé en toute hâte par la PME soit validé par les autorités de santé, qui avaient "lancé un appel à l'aide" aux entreprises pour trouver des solutions à la pénurie, précise le **Corriere della Sera**. Les services de la région du Piémont ont donné leur feu vert, même si pour l'instant le produit n'a pas encore obtenu de certification CE. Depuis le 12 mars, Miroglio a donc lancé la fabrication des masques chirurgicaux en coton hydrofuge et élasthane, et mobilisé tout l'appareil de production de ses fournisseurs à cet effet. L'entreprise annonce pouvoir produire "600 000 masques en deux semaines, qui pourront être utilisés dix fois", indique **Affaritaliani**. Car ces masques sont lavables. Ce premier lot est intégralement pris en charge, financièrement, par le principal actionnaire et président du groupe, Giuseppe Miroglio. Le rythme de production devrait ensuite s'accroître, ajoute le **Corriere**, pour atteindre "entre 75 000 et 100 000 masques par jour". Les masques seront destinés à tous les personnels soignants ainsi qu'aux employés de la protection civile.

Économie

Un système industriel en péril

●●● Outre la question sanitaire, une autre problématique inquiète la presse transalpine : celle des conséquences économiques de l'épidémie de Covid-19. L'impact du coronavirus sur le tourisme et le tertiaire sera rude, mais le secteur primaire lui aussi se prépare à souffrir. Et en particulier les districts industriels du nord de l'Italie. En effet, explique le quotidien économique **Il Sole 24 Ore**, la Lombardie et certaines provinces limitrophes des régions frontalières de la Vénétie, du Piémont et de l'Émilie-Romagne (régions les plus touchées par le coronavirus) rassemblent "59 districts industriels qui génèrent chaque année 60,6 milliards d'euros d'exportations et emploient 450 000 personnes". Des industries du secteur de la manufacture, qui représentent "le cœur du made in Italy". Dans ces districts, "le télétravail n'est pas une option", rappelle **Il Sole 24 Ore**, la peur est donc de ne plus pouvoir produire et donc de perdre des parts importantes de marché, car "dans le capitalisme international, les vides se remplissent : vos concurrents s'engouffrent dans la brèche". Autre problème auquel l'industrie italienne fait face, celui des grèves. Le dernier décret du gouvernement impose en effet le télétravail, mais exclut logiquement les usines qui sont priées de continuer leur activité, en prenant les mesures de sécurité adaptées. Voilà qui n'a pas plu à beaucoup d'ouvriers qui, du nord au sud de la péninsule, se sont mis en grève.

L'article d'**Il Sole 24 Ore** est à lire en intégralité sur notre site.



← Dessin de
M. De Angelis,
Italie.

L'AMOUR, L'ARGENT... AUX TEMPS DU CORONAVIRUS

Peut-on encore chercher l'amour ? Comment les riches vivent-ils l'épidémie ? Comment choyer à distance les personnes âgées ? Quelques réponses dans la presse étrangère.

Amoureux transis

On nous ordonne de nous tenir à 1,80 mètre de distance les uns des autres pour ne pas risquer de transmettre la maladie. Mais alors, est-ce que cela veut dire que les célibataires ne doivent plus aller à des rendez-vous galants ? Les coups d'un soir sont-ils à proscrire ? Et pour les couples installés, le Covid-19 doit-il changer quelque chose ? s'interroge le site américain **Vox**. Alors que la crise du coronavirus s'étend chaque jour un peu plus, ses impacts sur le quotidien de millions de personnes sont immenses, jusque dans les instants les plus intimes de la vie de chacun d'entre nous.

Comment continuer à avoir des relations amoureuses, s'interrogent les médias. Comment témoigner de l'affection pour ceux qu'on aime, en gardant une distance réglementaire ? "Faire l'amour, dans un club, une chambre ou n'importe où ailleurs, prend une autre dimension lorsqu'on craint que ce contact fasse de nous le nouveau contaminé", constate le site américain.

Pourtant, beaucoup deviennent très romantiques. "En Chine, où beaucoup de personnes ont été cloîtrées chez elles pendant plusieurs semaines, les internautes ont partagé des photos de magasins où les rayons de préservatifs avaient été dévalisés", rapporte **Wired**. Il faut dire qu'il n'y a pas

grand-chose d'autre à faire !" Un site de vidéos pornographiques a flairé la bonne affaire et a offert aux Italiens, pour toute la durée de leur confinement, un abonnement premium. Dans les pays où l'on peut encore sortir de chez soi, comme aux États-Unis, "beaucoup d'amoureux se demandent si mener une aventure est de bon goût à l'heure du coronavirus", poursuit la revue américaine.

Sur les applications de rencontre, les messages de prévention se multiplient. "Contrairement aux gens mariés, nous, les célibataires, devons toujours être en première ligne du combat pour l'amour. Nous sommes déjà exclus d'une bonne partie du marché immobilier et des offres 'deux repas pour le prix d'un' et désormais, nous sommes confrontés à un nouveau dilemme : risquer d'être infecté en allant à un rendez-vous galant ou rester seul pour toujours", s'indigne une journaliste du **Guardian**.

En effet, si le Covid-19 n'est pas une maladie sexuellement transmissible, "dès lors qu'elle peut se transmettre par la salive, s'embrasser est tout simplement le meilleur moyen de contracter la maladie", rappelle **Wired**. "Je pense surtout à ceux qui traversent cette crise seuls", conclut la journaliste du **Guardian**. En ces temps difficiles, "le plus grand confort est de partager votre angoisse avec quelqu'un". Faites-le. "Mais évitez de le faire avec votre salive."

Le privilège des riches

Certains Américains ont trouvé un moyen de se rassurer face au coronavirus : ils ont fait le plein de gel hydroalcoolique et de papier hygiénique. Pour d'autres, calmer l'anxiété passe par l'achat d'un sac de première urgence à 4 995 dollars équipé de gadgets de type James Bond ou d'un purificateur d'air 'antivirus' personnel à 149,95 dollars qui se porte en collier ou encore, pour 99,95 dollars, d'un cocon pour dormir fabriqué à partir de 'tissu antimicrobien breveté qui tue près de 100 % des bactéries, des champignons et des virus', rapporte **Bloomberg**. Comme le souligne le **New York Times**, "le coronavirus n'a que faire des frontières, qu'elles soient géographiques ou sociales. Pour autant, les frontières sociales existent bel et bien". Si les plus aisés voient leur vie malmenée par la pandémie, pour eux, au moins, des solutions existent. Aux premières classes des avions, ils préfèrent par exemple les jets privés qui permettent de limiter les contacts avec d'autres passagers. Et alors que beaucoup angoissent face à l'épidémie aux États-Unis, ils se paient des services de santé privés. "Ceux qui veulent pouvoir consulter un médecin vingt-quatre heures sur vingt-quatre et obtenir des rendez-vous rapidement avec des spécialistes se tournent vers des prestataires médicaux de haut niveau", poursuit le quotidien. "Comme des centaines de milliers de personnes dans le monde, les superriches se préparent à la vie en isolement total", écrit **The Guardian**. Mais ils vont bien au-delà du commun des mortels. "Ils louent des lieux spécialement conçus pour résister aux catastrophes", comme ce bunker de la Seconde Guerre mondiale dans l'Indiana, réaménagé pour pouvoir loger 80 personnes. Les demandes de réservation se sont envolées depuis le début de la crise, assure son propriétaire au quotidien britannique.

La pandémie sème la zizanie dans les couples

Faut-il ou non faire des stocks de nourriture, de biens de première nécessité? Peut-on encore sortir de chez soi? Le Covid-19 peut aussi provoquer des querelles domestiques.

La crise du coronavirus, qui "s'étend désormais à plus de 110 pays, a provoqué une dégringolade des marchés boursiers et la fermeture complète de l'Italie", mais pour Alexis Krieg et son conjoint, elle a surtout déclenché "une querelle de couple sur un sujet très sensible : faut-il stocker ou manger les chips tortillas?" relate le **Wall Street Journal**. Il faut dire que le mari d'Alexis a dépensé des centaines de dollars pour faire des stocks de nourriture au cas où toute la famille se retrouverait en quarantaine, explique le quotidien financier. Alexis, elle, n'est pas du genre prévoyant et elle n'a pas hésité à ouvrir un des paquets de chips en revenant des courses. "Rien de tel qu'une bonne pandémie pour mettre en relief les différences de caractère entre des personnes qui ont fait vœu de passer toute leur vie ensemble", note le **Wall Street Journal**. Confronté à l'épidémie, en effet, chacun se révèle : il y a les "prévoyants et les adeptes du laisser-faire"; les "hygiénistes paranoïaques" et les ultrasociables qui ne peuvent renoncer à une bonne embrassade. Parfois même, le survivaliste qui sommeillait dans votre moitié finit par s'éveiller complètement. Kimberley Bernier, une

enseignante de 52 ans qui vit à Ottawa, au Canada, est du genre à se laver les mains vingt fois par jour. Son mari, Mark, ingénieur de son état, ne peut pas s'empêcher de les laisser traîner partout. Si Kimberley reconnaît souffrir d'un trouble obsessionnel compulsif qui tourne autour de l'hygiène, son époux ne semble pas plus perturbé que ça par le coronavirus et les incessantes remarques de sa femme : "Cela fait partie de la vie quotidienne, confie-t-il, on ne peut tout simplement pas s'empêcher de toucher des choses." Kari Jackson, une commerciale de 54 ans de la région de Seattle a quant à elle découvert que son cher et tendre était un survivaliste patenté. Certes, son mari, Mark Jackson, était déjà du genre à faire des réserves de nourriture avant le coronavirus, car il a "longtemps travaillé dans les premiers secours et connu des tremblements de terre, des incendies et des émeutes", raconte le **Wall Street Journal**. Mais cette pandémie l'a en quelque sorte "radicalisé" : "Il est revenu du supermarché avec 40 boîtes de thon et 15 paquets de macaronis au fromage", déplore sa femme. Mark, lui, assume d'avoir fait "suffisamment de provisions pour tenir trois mois et de faire des plans pour aller s'installer dans un coin reculé si les choses tournent mal". Et de rappeler un proverbe en vogue dans le milieu survivaliste américain : "Quand on se prépare pour l'apocalypse zombie, un ouragan n'est qu'une simple petite brise."



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Retrouvez toute l'actualité liée à l'épidémie de Covid-19. Quelles mesures dans quels pays? Quelles répercussions sur l'économie mondiale? Les compagnies aériennes vont-elles faire faillite? Faut-il repenser la mondialisation? Et aussi, sur l'amour toujours, ce papier

↓ "Souriez." Dessin de Langer paru dans **Clarín**, Buenos Aires.

Protéger nos aînés

Aux États-Unis, la mort de 19 résidents d'une maison de retraite de la banlieue de Seattle a choqué l'opinion, venant violemment rappeler que les plus âgés sont les plus vulnérables face au Covid-19. En France, depuis le 11 mars, les 600 000 seniors qui vivent dans des Ehpad ne peuvent plus recevoir de visites. S'il s'agit là de protéger les aînés, comment les familles peuvent-elles prendre soin d'eux lorsqu'elles n'ont pas le droit de les approcher? s'interroge **Statnews**. "Il faut revenir aux vieilles façons de communiquer, répond le médecin Charlotte Yeh, interrogée par le site d'information. Cela veut dire passer plus de coups de fil, envoyer des photos." Elle conseille d'inciter les personnes âgées à continuer à faire un peu d'exercice : marcher dans les couloirs ou dans leur chambre. "Surtout, ce n'est pas parce que vous ne pouvez pas voir vos proches que vous ne pouvez pas leur dire que vous les aimez. On peut envoyer des fleurs, des chocolats, juste pour dire que l'on pense à eux. Ou même du courrier. On a tendance à oublier qu'une lettre manuscrite, cela se lit et se relit."

— **Courrier international**



La mort du lien social ?

La fin des poignées de main, de plus en plus d'isolement, du confinement... La crise actuelle nous amène à repenser nos relations avec les autres, constate la presse étrangère.

A lors que la pandémie s'installe partout, le site américain **UnHerd** dresse un triste constat : "Le coronavirus va signer l'arrêt de mort du lien social." Pour le site britannique, "ceux qui pensent que cette épidémie va nous faire réagir et restaurer la convivialité" se trompent sur toute la ligne car, au contraire, avec le Covid-19, "nous allons tous nous retirer dans nos forteresses numériques", et l'isolement, notamment provoqué par les confinements, va être de plus en plus important.

Les conséquences sur notre vie sociale se sont déjà fait ressentir ces dernières semaines : il n'y a qu'à voir comment les personnes ont changé d'attitude pour se saluer. "Spontanément, vous vous avancez pour serrer la main d'un ami ou d'un collègue ou lui faire la bise. Puis vous marquez un temps d'arrêt avec cette interrogation en tête : vont-ils se vexer si vous n'allez pas plus loin ou au contraire être scandalisés si vous ne respectez pas les gestes barrières?" relate le média en ligne.

De son côté, **The Atlantic** est plus positif sur la question. Car s'il est vrai que "les critères de politesse et les gestes d'affection sont différents pendant une épidémie, de nouvelles méthodes de salutation, créatives, ont vu le jour" : coude contre coude, pied contre pied... "Les gens font preuve d'ingéniosité." Et puis, souligne encore le titre américain, "en limitant les contacts physiques, le Covid-19 a permis de prendre conscience de l'importance de ces gestes".

D'un autre côté, ce qui inquiète le plus **UnHerd**, ce sont les répercussions à venir. Il est clair, pour le titre britannique que "ce bouleversement à grande échelle de nos comportements sociaux va forcément laisser des séquelles. Des semaines ou des mois à rester chez soi, à ne faire confiance à personne, à s'inquiéter à la moindre toux et à refuser les poignées de main : c'est un vrai poison qui va se répandre dans la société."

Pour y remédier, prévient le média, "il va falloir employer les grands moyens pour relancer la machine de la convivialité". Et "lorsque nous aurons vaincu cette saleté de maladie et que nous pourrons à nouveau circuler librement", il sera l'heure pour les autorités de penser à "restaurer le lien social en mettant en place tout un programme à l'échelle individuelle, locale et nationale". Prévoir des grands rassemblements, des déjeuners, créer de nouveaux clubs où simplement faire la fête.

— **Courrier international**

CE QUI NE NOUS TUE PAS NOUS FAIT PANIQUER

Pour ce professeur à l'institut Max-Planck à Berlin, il nous faut apprendre à vivre dans l'incertitude et non nous laisser dominer par ce qu'il nomme nos "peurs des risques effrayants".

—Project Syndicate Prague

Nul ne peut savoir exactement à quelle vitesse un virus se propage, ni où il frappera. Il nous est impossible d'évaluer les risques de façon fiable, et nous ne saurons qu'après coup si nous avons surestimé ou sous-estimé le danger. Dans ce contexte d'incertitude, notre façon de réagir à une épidémie de maladie virale importe autant que la nature de l'agent pathogène lui-même. En l'occurrence, les épidémies du passé ont laissé des enseignements qui devraient éclairer notre réaction, aujourd'hui, à l'épidémie de Covid-19.

N'y comptons pas.

L'épidémie de grippe porcine en 2009 a fait des centaines de milliers de morts, pour la plupart en Afrique et en Asie du Sud-Est. En Europe cependant, où la menace était bien moindre, les médias mettaient quotidiennement à jour le bilan des victimes et le nombre de cas suspects. Au Royaume-Uni, les autorités s'attendaient à 65000 morts – il n'y en eut que 500.

Naturellement, ce comptage quotidien a alimenté la peur et poussé le monde politique à prendre des décisions hâtives et malavisées (dont la constitution de stocks de médicaments), sans prendre le temps d'examiner les faits. Tous les regards étaient braqués sur le nouveau virus inconnu, au mépris de menaces plus graves qui pesaient sur la population, comme la grippe saisonnière, qui en 2009 a fait infiniment plus de victimes que la grippe porcine. La grippe hivernale continue de faire énormément de morts. Le paludisme et la tuberculose font eux aussi des millions de victimes chaque année, en particulier dans les pays en développement. Rien qu'aux États-Unis, les infections nosocomiales tuent 99000 patients par an – autant de malheureux dont personne ne parle.

Pourquoi notre peur est-elle inversement proportionnelle à la létalité de la menace?

Cette tendance à redouter la grippe porcine, la grippe aviaire ou le Covid-19 plus que la grippe saisonnière peut s'expliquer par un principe psychologique [que j'ai] appelé *fear of dread risks*, ou "peur des risques effrayants" [peur d'un événement à

fort taux de mortalité mais statistiquement peu probable]. On a tendance à avoir plus peur d'événements qui font un grand nombre de victimes en peu de temps, du type accident d'avion ou épidémie. À l'inverse, quand les bilans sont tout aussi lourds, sinon plus, mais étalés sur une période plus longue (comme dans le cas de la mortalité routière ou de la grippe hivernale), les autorités peinent à convaincre l'opinion de prendre des mesures préventives, comme mettre leur ceinture de sécurité ou se faire vacciner.

Prenons le grand "virus" emblématique de ce début de millénaire : le terrorisme. Après le traumatisme du 11 septembre 2001, de nombreux Américains ont arrêté de prendre l'avion au profit de la voiture. Dans les douze mois qui ont suivi les attentats, on estime ainsi que 1500 personnes supplémentaires ont trouvé la mort sur la route par peur de prendre l'avion – c'est bien plus que le nombre de victimes qui se trouvaient à bord des quatre avions crashés par les djihadistes.

Éducation au risque. Les terroristes frappent par la force physique, et l'on ne voit alors que ça. Mais en réalité ils frappent une seconde fois dans nos esprits : mus par la "peur des risques effrayants", nous tombons de Charybde en Scylla. Cette seconde frappe peut être violente. Dans les deux années qui ont suivi le 11 Septembre, l'économie des États-Unis a enregistré un manque à gagner de plus de 100 milliards de dollars, entre diminution des voyages, perturbation des activités commerciales et annulation d'événements; l'État fédéral a dépensé 500 milliards de dollars en mesures de sécurité, et les Américains ont accepté de sacrifier une partie de leurs libertés publiques au nom de leur sécurité. Pourtant, un Américain risque aujourd'hui plus d'être abattu par un enfant armé que de mourir dans un attentat islamiste.

Et cette peur disproportionnée ne joue pas seulement face au terrorisme. En 2009, l'État égyptien ordonna l'abattage de tous les cochons du pays alors même qu'aucun cas de grippe porcine n'y avait encore été recensé : la "peur des risques effrayants" a fourni un prétexte tout trouvé pour s'en prendre à la petite communauté



↑ Dessin de Tom paru dans *Trouw*, Amsterdam.

SOURCE



PROJECT SYNDICATE

Prague
project-syndicate.org
Fondée en 1994, cette organisation à but non lucratif regroupe 67 journaux d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine dans le but de promouvoir le débat d'idées entre l'Est et l'Ouest, de renforcer l'indépendance des médias dans les jeunes démocraties d'Europe de l'Est et de soutenir la formation des journalistes dans les pays en voie de développement.

chrétienne du pays. Heureusement, cette peur disproportionnée d'événements à faible létalité n'est pas encodée pour toujours dans notre cerveau. L'éducation au risque peut faire beaucoup. Nous devons apprendre à jongler avec les mathématiques de l'incertitude, autrement dit avec la pensée statistique. Savoir lire permet de comprendre un texte : de la même façon, la pensée statistique est la clé pour comprendre et gérer les risques auxquels nous sommes exposés.

Identifier ce qui nous fait peur et les raisons pour lesquelles nous avons peur, voilà un volet important de l'éducation au risque. La compréhension de l'incertitude et la psychologie vont même de pair. Toutes deux peuvent aider l'opinion à poser les bonnes questions – et les autorités à prendre les bonnes décisions.

Ainsi, au moment de l'épidémie de grippe porcine, de nombreux États, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé, ont constitué des stocks de Tamiflu, un médicament censé protéger des conséquences les plus graves de la grippe. Or de nombreux conseillers de l'OMS avaient en fait des liens financiers avec les laboratoires pharmaceutiques et, à ce jour, rien n'a encore prouvé l'efficacité du Tamiflu. Les États-Unis ont ainsi jeté par les fenêtres 1 milliard de dollars, le Royaume-Uni 400000 livres sterling – des sommes colossales qui auraient pu aller à l'amélioration des services de santé.

Même avec une meilleure éducation au risque, il faudra aux responsables politiques énormément de courage pour prendre des mesures fondées sur les faits, et non sur la peur. Mais c'est précisément d'hommes et de femmes de cette trempe dont nous avons besoin.

Avec une meilleure éducation au risque partout dans le monde, chacun pourrait vivre avec plus de sang-froid des crises telles que l'épidémie de Covid-19. Le nouveau virus de 2020 ne sera pas le dernier. Telle est la première étape de la lutte contre les épidémies à venir : apprendre à vivre avec l'incertitude, au lieu de nous laisser enfermer dans la peur de l'inconnu.

—Gerd Gigerenzer
Publié le 12 mars



Belgique. Un gouvernement, enfin !

Près de dix mois après les élections, le pays était toujours sans exécutif. Mais face à l'épidémie de coronavirus, une solution d'urgence a été trouvée.



Enfin, enfin, enfin... !" Le mot revient une dizaine de fois dans l'éditorial de **La Libre Belgique** – dont le titre est d'ailleurs : "Enfin !" "L'Histoire retiendra qu'il a fallu que le coronavirus étrangle la planète, que des hommes et des femmes, par centaines de milliers, soient contaminés, que des dizaines de milliers de personnes meurent dans le monde, que les hôpitaux soient débordés, que le tocsin résonne, que des États ferment leurs frontières, que toutes les écoles, les bars, les restaurants ferment leurs portes, qu'un confinement quasi général soit imposé... pour que les présidentes et présidents de parti belges s'engagent, enfin, enfin, enfin... à soutenir l'installation d'un gouvernement de plein exercice."

Comme le rappelle le journal, la Belgique attend la formation d'un gouvernement depuis les élections de mai 2019 – elle vivait déjà avec un exécutif démissionnaire depuis décembre 2018. Certes, on était encore loin du record national (541 jours sans gouvernement, en 2010-2011), mais la crise semblait insoluble. Ces dix derniers mois, toutes sortes de négociations entre les chefs des nombreux partis ont été envisagées sans que l'on parvienne à former une majorité, entre une Flandre qui vote majoritairement à droite et penche vers l'autonomie, et une Wallonie qui vote nettement plus à gauche et tient à l'unité du pays. Comme l'écrit l'éditorialiste de

La Libre Belgique, "on se demandait par quel heureux hasard ils finiraient par trouver une solution à la crise. Ce n'est donc pas un heureux hasard mais un danger mortel qui les a poussés à s'entendre."

Après de nombreux rebondissements autour de la gestion de la crise sanitaire, dix partis se sont finalement mis d'accord le 15 mars pour renforcer le gouvernement actuel en affaires courantes (libéraux francophones et flamands, chrétiens-démocrates flamands), plutôt que de former une nouvelle coalition. Mais dès le lendemain, coup de théâtre : les nationalistes flamands de la N-VA, premier parti du pays, ont déclaré qu'il n'avait

Sophie Wilmès saura faire face à la crise mais n'apporte aucune réponse sur le plan économique ou institutionnel.

jamais été question pour eux d'accorder leur confiance à cet exécutif – seulement de lui octroyer des pouvoirs spéciaux. "C'était sans doute trop facile", soupire *La Libre Belgique*. Nouvelle pagaille dans la soirée du 16 mars, nouvelle réunion de cinq heures et finalement nouveau compromis.

↳ Dessin de **Sondron**
paru dans **L'Avenir**, Namur.

Avec l'appui de neuf partis au lieu de dix, le gouvernement de la Première ministre Sophie Wilmès devait donc recevoir le 19 mars le soutien du Parlement pour une durée de trois mois, renouvelable une fois. "Étant donné que la Chambre ne pourra plus se réunir, coronavirus oblige, le gouvernement minoritaire disposera de pouvoirs spéciaux de manière à légiférer sans passer par le Parlement, explique encore *La Libre Belgique*. Avec un programme limité : santé, relance, pouvoir d'achat."

"C'était une question de réalisme, estime *Le Soir* : comment nommer de nouveaux ministres, installer de nouveaux cabinets alors qu'aucune seconde n'était à perdre pour informer la population, coordonner les actions prises, en prendre d'autres, sanitaires, sécuritaires et économiques, dictées heure par heure par la propagation de la pandémie?"

Inconséquence. "C'était une question de personne aussi", poursuit le journal francophone, rappelant que la libérale francophone Sophie Wilmès – qui a pris le relais de Charles Michel en octobre dernier, pour lui permettre de rejoindre la présidence du Conseil européen – a entre-temps fait ses preuves. "Cela aurait été pure folie de priver une population angoissée d'une des rares ancrés dans cette tempête", affirme *Le Soir*, qui salue "le ton, à la fois grave et empathique, et la grande humilité affichés par la Première ministre" lorsqu'elle a annoncé les premières mesures de confinement le 12 mars. Son discours a "suscité du respect et de la confiance". "Qui pouvait se vanter de réunir ces deux éléments auprès de la population, au nord comme au sud?"

Dans la presse flamande, le ton est plus mesuré, et l'on fustige surtout l'inconséquence dont ont fait preuve les chefs de parti, jusque-là incapables de se mettre d'accord, faisant visiblement passer des "considérations électoralistes" avant la crise sanitaire et ses "conséquences économiques désastreuses", attaque par exemple **Het Nieuwsblad**. Le gouvernement renforcé de Sophie Wilmès est donc "mieux que rien", estime le quotidien populaire, pour qui cet exécutif saura certes faire face à la crise, mais n'apporte de réponse ni sur le plan économique ni sur le plan institutionnel. "C'est une solution d'urgence, à court terme, confirme le journal de référence **De Standaard**. À long terme, la Belgique demeure, plus de 300 jours après les élections sans [accord de coalition permettant la formation d'un] gouvernement majoritaire de plein exercice."

Dans le contexte de l'épidémie, c'était "un choix de bon sens", conclut la **Gazet van Antwerpen**. Des mesures d'urgence s'imposent et "tant pis si cette solution a l'air d'un typique compromis à la belge – ce qu'elle est d'ailleurs sans doute".

— **Courrier international**

Gantz à la manœuvre

ISRAËL — "Un gouvernement d'unité nationale aussi large que possible" : c'est en faisant cette promesse que Benny Gantz a accepté, le 16 mars, "le mandat confié par le président Reuven Rivlin" de former (sous vingt-huit jours) une coalition et de sortir le pays d'une longue crise politique, rapporte **Ha'Aretz**. Fort d'une "victoire éclatante" aux législatives du 2 mars, Benjamin Nétanyahou pensait rester aux commandes. Mais son grand rival à la tête du parti Bleu Blanc a réussi à s'assurer une "mince majorité" à la Knesset. Avec un brin d'emphase, Benny Gantz a promis de "débarrasser la société israélienne du coronavirus, mais aussi du virus de la haine et de la division".

Crainte d'une escalade

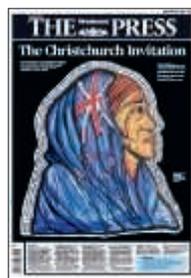
IRAQ — Trois soldats américains et deux soldats irakiens ont été blessés le 14 mars par des tirs de roquettes qui se sont abattues sur la base de Taji. L'attaque a été qualifiée de "brutale" par un responsable de la coalition internationale, cité par **CNN**. Elle fait craindre une escalade avec l'Iran voisin, régulièrement désigné par Washington comme le responsable de ces attaques. C'est la deuxième fois que cette base est visée en une semaine : trois soldats de la coalition internationale avaient été tués le 11 mars.

Embauches massives

ÉCONOMIE — Pour faire face à l'explosion des commandes en ligne provoquée par la pandémie de Covid-19, Amazon compte recruter 100 000 personnes aux États-Unis, à temps plein ou partiel, d'ici au mois d'avril, rapporte le 17 mars le **Wall Street Journal**. Le géant de Seattle, qui possède aussi la chaîne de magasins d'alimentation bio Whole Foods, compte aujourd'hui 800 000 salariés dans le monde. Selon eMarketer, Amazon capte 39 % de toutes les commandes passées via Internet aux États-Unis.

↳ Dessin de Falco, Cuba.

Un an après



NOUVELLE-ZÉLANDE

À la veille du premier anniversaire des attentats commis par un suprémaciste blanc dans deux mosquées de Christchurch, les imams des deux lieux de culte ont lancé le 14 mars "L'invitation de Christchurch". Un appel qui a pour but d'"enclencher un élan d'empathie" à travers le monde en "répandant la paix, en retissant des liens et en nourrissant les affamés", souligne **The Press**, qui reproduit une œuvre conçue en hommage aux 51 victimes. Le 15 mars, l'ensemble des cérémonies a été annulé en raison de l'épidémie de Covid-19. Le procès du tueur doit débiter le 2 juin.

À jamais ?

MICROSOFT — Bill Gates "s'éloigne un peu plus du géant technologique qu'il a cofondé", écrit le **Washington Post** : le milliardaire, "deuxième personne la plus riche du monde avec une fortune estimée à 102 milliards de dollars", a démissionné de ses fonctions au sein des conseils d'administration de Microsoft, a-t-il annoncé le 13 mars. Bill Gates, qui avait quitté le poste de président de la société en 2014, a expliqué souhaiter "consacrer plus de temps [à ses] priorités philanthropiques,

notamment la santé et le développement mondial, l'éducation et [son] engagement croissant dans la lutte contre le changement climatique".

Union sacrée

ROUMANIE — "Le Parlement investit le gouvernement Orban III", rapporte **Nine O'Clock** : la reconduction du chef des libéraux roumains, Ludovic Orban, comme Premier ministre a été approuvée le 14 mars par les députés, qui ont consenti une trêve dans l'affrontement entre droite et gauche en raison de la crise du coronavirus. L'état d'urgence est entré en vigueur peu après. Ludovic Orban avait été renversé au début du mois de février et expédiait depuis les affaires courantes.

Un minidino volait

PALÉONTOLOGIE — Un crâne de 7 millimètres exceptionnellement bien préservé depuis 99 millions d'années a été mis au jour en Birmanie, révèle une étude publiée dans la revue **Nature**. Le spécimen d'oiseau auquel il appartient pourrait être le plus petit dinosaure connu à ce jour. Le vertébré, surnommé "teenie weenie" en anglais ("tout mini"), coexistait avec les dinosaures au long cou et les grands reptiles volants tels les ptérosaures. Il a été piégé dans un morceau d'ambre datant du milieu de l'ère mésozoïque (-251 millions d'années à -65 millions d'années).

TRANSPORT AÉRIEN

Les faillites menacent

La fermeture des frontières et le ralentissement de l'activité provoqués par la pandémie de Covid-19 risquent de contraindre un grand nombre de transporteurs à déposer le bilan d'ici trois mois.



United Airlines, IAG – maison mère de British Airways, Aer Lingus et Iberia – Air France-KLM, EasyJet, Finnair, Air New Zealand et Aeroflot ont toutes annoncé des mesures drastiques pour diminuer leurs coûts", ajoute le quotidien britannique.

Air France-KLM, par exemple, va réduire son offre de 70 % à 90 % pour une durée de deux mois, et mettre une grande partie de son personnel en chômage partiel. Mais pour tenir le choc, le groupe aura tout de même besoin d'un coup de main, sous forme de report d'impôts, voire d'une augmentation de capital. Dans un communiqué publié le 16 mars, il reconnaît d'ailleurs accueillir "positivement les déclarations exprimées par l'État français et l'État néerlandais qui ont indiqué chacun étudier toutes les conditions possibles d'un soutien au groupe".

De son côté, Lufthansa va amputer jusqu'à 90 % ses capacités de vols long-courriers. En Europe, le groupe allemand n'offrira que 20 % des sièges initialement prévus. Il va aussi proposer à ses employés de prendre des congés sans solde.

Le 5 mars, l'Association internationale du transport aérien (AITA) estimait que le secteur pourrait perdre jusqu'à 113 milliards de dollars de chiffre d'affaires (plus de 101 milliards d'euros) cette année, ce qui représente environ 20 % de ses revenus de 2019, précise **The Economist**. Depuis, la situation n'a fait qu'empirer.

Plus la pandémie durera longtemps, plus le redressement sera difficile, ajoute l'hebdomadaire britannique. Et les transporteurs ne seront pas les seuls touchés : il y aura aussi les exploitants d'aéroports, les avionneurs, les compagnies de leasing...

"La plus grande incertitude vient peut-être d'un éventuel change-

ment d'attitude quant aux voyages professionnels et touristiques, conclut **The Economist**. Si les entreprises découvrent qu'elles peuvent fonctionner en envoyant moins de cadres à travers la planète et que les particuliers prennent goût aux vacances à la maison ou au train, cet effet, s'ajoutant à la honte de prendre l'avion, pourrait poser problème aux compagnies habituées depuis trente ans à voir leur volume de passagers doubler tous les quinze ans."

— **Courrier international**

384 000

C'EST LE NOMBRE DE MORTS, DONT 116 000 CIVILS, en neuf années de guerre civile en Syrie. Un chiffre publié par l'Observatoire syrien des droits de l'homme le 15 mars, date anniversaire de la répression sanglante de manifestations prodémocratie par le régime de Bachar El-Assad. Deux millions de personnes ont également été blessées et douze millions ont fui le pays. Ce conflit, a souligné Geir Pedersen, émissaire des Nations unies pour la Syrie, cité par le journal émirati **The National, est la "preuve d'un échec collectif de la diplomatie".**

Il n'est pas étonnant que l'industrie la plus durement frappée par [les conséquences de] la pandémie de Covid-19 soit aussi celle qui a le plus contribué à sa diffusion planétaire, relève **The Economist**. Mais la chute d'activité des compagnies aériennes n'en est pas moins stupéfiante par sa rapidité et son ampleur."

À tel point que, dans un rapport publié le 16 mars, le Centre for Aviation, un groupe de conseil et d'analyse australien reconnu, estime que d'ici la fin du mois de mai, la plupart des compagnies seront en faillite, rapporte le **Financial Times**. "Il est indispensable, si l'on veut éviter la catastrophe, que les États et le secteur agissent, dès maintenant, de manière coordonnée", prévient le rapport.

Ces derniers jours, alors que plusieurs pays avaient fermé leurs frontières, "l'Américaine



d'un
continent
à l'autre.

Europe

Afrique.....	24
Moyen-Orient...	26
Asie.....	28
Amériques.....	30



UE. L'homophobie en Pologne ne passe pas

En nombre croissant, les collectivités locales polonaises qui se déclarent "sans idéologie LGBT" s'exposent désormais à des réactions du reste de l'Europe, comme des suspensions de jumelage, voire peut-être de versements de subventions de l'Union Européenne.



—Gazeta Wyborcza
Varsovie

Le 14 février dernier, le conseil municipal de Saint-Jean-de-Braye, dans le département du Loiret, a décidé à l'unanimité de suspendre ses relations officielles avec Tuchow, commune jumelle en Pologne. Le motif : l'adoption par les élus polonais d'une déclaration sur la création d'une "zone sans idéologie LGBT".

"Même si nous savions que le parti au gouvernement relayait cette homophobie, nous avons été atterrés de découvrir que la ville de Tuchow avait voté la résolution, comme un grand nombre de communes du sud-est de la Pologne", a expliqué Colette Martin-Chabbert, adjointe au maire de Saint-Jean-de-Braye, chargée des relations internationales. "Créer sur son territoire des 'zones sans quelque chose', c'est une déclaration très grave et contraire aux droits de l'homme. Nous ne pouvions pas nous taire. L'histoire, malheureusement, se répète", poursuit

Mme Martin-Chabbert. Elle fait référence à la Seconde Guerre mondiale et aux camps de concentration où avaient été conduites, en plus des Juifs, d'autres minorités, comme les homosexuels. Un camp de ce type était situé dans le Loiret.

Tuchow et Saint-Jean-de-Braye étaient jumelées depuis vingt-six ans. Leur accord encadrait notamment l'organisation d'échanges et de stages pour les lycéens des deux villes. Bien que les autorités de Saint-Jean-de-Braye annoncent que leur décision n'affectera pas ces programmes éducatifs, la maire de Tuchow, Magdalena Marszalek, ne voit pas comment il est possible de poursuivre la coopération. "Nous sommes très tristes que, sur un coup de tête, la France tire ainsi un trait sur une coopération si ancienne. Nous nous sentons victimes d'une injustice, car cette décision a été prise sans que personne en ait au préalable discuté avec nous. Pour moi, la position de la France est claire : l'accord de jumelage a été rompu. Je ne vois pas de possibilité

de poursuite de la coopération après ce genre de chose. Les Français font savoir que Tuchow est homophobe. Pourquoi toute la ville doit-elle être tenue responsable de la décision d'un groupe de conseillers municipaux?" s'interroge la maire.

Magdalena Marszalek n'a pas de majorité dans son conseil municipal [en Pologne, les maires ne sont pas élus par les conseillers

Dire que des personnes non hétéronormées sont une 'idéologie' n'est compris que dans la Russie de Poutine.

Bart Staszewski,
MILITANT LGBT

municipaux mais directement par les citoyens lors d'un scrutin parallèle]. Sur un total de quinze conseillers, sept sont du PiS [le parti Droit et justice, au pouvoir au niveau national] tandis que les huit autres sont sans étiquette. Onze élus ont voté en faveur de

l'adoption de la déclaration homophobe, dont certains affiliés au groupe de la maire. Elle estime que les conseillers municipaux français ont décidé de suspendre la coopération en raison de l'approche des élections. "On se sert de nous dans un jeu politique. Moi, je pense qu'il ne devrait pas du tout y avoir de politique au niveau local, c'est pourquoi j'avais appelé les conseillers à renoncer à l'adoption de cette déclaration. J'avais averti les élus du PiS des conséquences, mais personne parmi nous n'avait même songé à de possibles répercussions internationales", affirme Magdalena Marszalek.

Tuchow est la première commune polonaise à perdre un jumelage avec une collectivité étrangère en raison d'actions homophobes. C'est aussi le premier signal tangible envoyé par l'Europe à ce sujet. Des militants français avaient auparavant appelé Emmanuel Macron à exprimer une opposition claire à la création en Pologne de "zones sans LGBT" lors de sa visite sur place au début du mois

de février. Sur Twitter, Barbara Nowak, rectrice de l'académie dont dépend Tuchow, a écrit : "Les Français de Saint-Jean-de-Braye ne veulent pas coopérer avec Tuchow. C'est une grande perte pour la France, qui est au bord de la révolution avec sa civilisation néobarbare de la théorie du genre. C'est une chance pour Tuchow de nouer de nouveaux partenariats avec les pays de la région des trois mers [la moitié est de l'Europe située entre la mer Noire, l'Adriatique et la Baltique]."

Les villes de Nieuwegein, aux Pays-Bas, et de Weimar, en Allemagne, réfléchissent à emboîter le pas de Saint-Jean-de-Braye dans leurs relations avec Pulawy et Zamosc. L'an dernier, le défenseur des droits polonais Adam Bodnar avait déjà saisi les tribunaux administratifs pour contester la légalité des résolutions homophobes et, en décembre, le Parlement européen avait adopté une résolution condamnant la Pologne sur ce point. Cette année, la Commission européenne devra décider si l'adoption par les collectivités locales

✎ Dessin de Sophie Casson,
Canada. Ikon-Images

Ces élus qui veulent des zones “sans idéologie LGBT”

●●● En Pologne, les premières résolutions de collectivités locales se déclarant “sans idéologie LGBT” ont été adoptées au printemps 2019, dans le contexte de la campagne précédant les élections européennes et en réaction à la signature par la mairie libérale de Varsovie d’une “charte LGBT +”. Ce texte prévoyait notamment la réouverture d’une structure d’hébergement d’urgence pour les personnes LGBT par exemple chassées de leur domicile familial, ou encore l’introduction dans les écoles de cours d’éducation sexuelle et antidiscrimination. Des associations et médias ultraconservateurs y ont vu un programme de “dépravation”. Dans un reportage publié en août dernier par le quotidien libéral **Gazeta Wyborcza**, un élu du district de Swidnik, premier à se déclarer “sans idéologie LGBT”, explicitait son interprétation de la résolution : “Les affaires privées comme la sexualité resteront privées. Les enfants ne seront pas dépravés. Les parents ne perdront pas leur droit à les élever conformément à leurs convictions. Les entreprises et les enseignants ne seront pas forcés d’accorder des privilèges à des minorités.” Il ajoutait que “si quelqu’un veut afficher avec ostentation qu’il pratique dans sa vie privée l’homosexualité, il doit s’attendre à la critique de la société. Ce n’est pas une raison pour mettre qui que ce soit derrière les barreaux, mais un couple de même sexe

qui se tient par la main a une influence néfaste sur les jeunes générations, et les autres citoyens ont le droit de réagir.” Interrogé par le journaliste sur ce que peuvent ressentir les habitants LGBT de Swidnik face à cette résolution, l’élu répondait : “ils peuvent se sentir très bien. C’est les vacances, la météo est belle. Quand ils se convertiront et arrêteront de pratiquer des actes homosexuels, ils seront tout à fait heureux.” Dans la ville de Pulawy, autre collectivité à s’être déclarée “sans idéologie LGBT”, un conseiller municipal qui s’était prononcé en faveur du texte expliquait de son côté “se rendre régulièrement à Paris. Un jour, j’ai vu dans le métro deux types qui s’embrassaient passionnément. J’ai eu un réflexe vomitif. Pardon, mais c’étaient les lois de Darwin qui s’exprimaient. Je me suis senti mal, mais je ne m’ingère pas dans leur vie. Je ne suis pas contre les personnes homosexuelles, seulement contre les activistes LGBT. Je ne suis pas homophobe, je suis même favorable à ce que les couples homosexuels puissent être reconnus pour les démarches administratives, mais je pense que les homosexuels ne devraient pas imposer leur style de vie aux autres, les dépraver, avoir des relations sexuelles en public.” Selon lui, la résolution doit empêcher les cours d’éducation sexuelle à l’école, car “ce sont les parents qui devraient s’en charger, ils savent le mieux quand en parler”.

de tels textes pourra ou non être prise en compte dans le versement des fonds européens. Plus de 80 collectivités polonaises pourraient ainsi être privées de subventions de l’UE, dont l’ensemble des habitants de la région de Petite-Pologne, autour de Cracovie.

Il y a quelques jours, dans une communication envoyée aux présidents des régions polonaises, au ministère de la Politique régionale et aux auteurs [polonais] de “l’atlas de la haine”, une carte qui recense les projets de résolutions homophobes en Pologne, la Commission européenne a de nouveau rappelé le principe de non-discrimination dans les projets européens. Le militant Bart Staszewski, à

l’origine d’une série de photos sur les “zones sans LGBT”, voit dans cette situation le signe que “Tuchow ne vit pas dans une bulle. Les élus de cette municipalité et des quelque 90 autres collectivités devront prendre leurs responsabilités pour leurs actes irresponsables et expressément homophobes. La France est la première à réagir, mais il y en aura d’autres. Dire que des personnes non hétéronormées sont une ‘idéologie’ n’est compris que dans la Russie de Poutine. L’Europe n’approuve pas ce genre de geste.”

Fin 2018, on recensait près de 90 collectivités territoriales ayant adopté des déclarations homophobes sur la création de “zones sans LGBT” ou de chartes locales

des droits des familles. Parmi elles se trouvent des communes, des districts, et même des régions. Bien que ces textes aient été largement condamnés et génèrent de réelles conséquences négatives comme à Tuchow, d’autres collectivités continuent de voter de tels projets. Le 20 février dernier, les élus du district de Nowy Targ ont ainsi adopté une Charte des droits des familles [qui confirme la définition du mariage comme union d’un homme et d’une femme et le droit de l’enfant à être protégé de la “dépravation” à laquelle certains ultraconservateurs polonais associent l’éducation sexuelle].

—**Angelika Pitoń**
Publié le 17 février



PARIS 89 FM

LAURENT BERTHAULT, FRÉDÉRIQUE LEBEL, CATHERINE ROLLAND

ACCENTS D'EUROPE

DU LUNDI AU VENDREDI 18H40

En partenariat avec
Courrier international



© A. Ravera

RUSSIE

Poutine jusqu'en 2036 ?

Le 10 mars, un coup de théâtre a eu lieu à la Douma : les députés ont adopté une proposition de loi sur la remise à zéro du nombre de mandats de Vladimir Poutine. Le référendum du 22 avril prendra donc la forme d'un plébiscite.



—RBC Daily Moscou

Le mardi 10 mars, lors du vote en seconde lecture du projet de loi sur la réforme constitutionnelle, Valentina Terechkova, première femme cosmonaute et députée du parti Russie unie, a déposé un amendement pour la remise à zéro ou la levée de la limitation du nombre de mandats de Vladimir Poutine. Après une interruption de séance de trente minutes, le président en personne est venu dans l'hémicycle. Il a appuyé l'idée de remettre à zéro le nombre de mandats présidentiels à condition que cela soit validé par la Cour constitutionnelle et que la réforme remporte l'assentiment populaire lors du référendum. Rapidement après son allocution, la chambre basse adoptait l'amendement sur la remise à zéro du nombre de mandats présidentiels. Si la réforme constitutionnelle est approuvée le 22 avril, Poutine pourra se représenter en 2024, comme au premier jour, après avoir accédé au pouvoir en l'an 2000, puis à nouveau en 2030. Il sera ainsi en situation de diriger la Russie jusqu'en 2036 en toute légalité.

Dès le départ, la réforme constitutionnelle prévoyait une large palette de possibilités pour Vladimir Poutine. Les experts

avaient avancé plusieurs scénarios. La présidence du nouveau Conseil d'État semblait être, encore tout récemment, l'opportunité de carrière la plus envisageable pour le président parmi les options que ses amendements à la Constitution rendaient possibles. Dans la proposition du président, on peut lire : le chef de l'État forme un Conseil d'État dans le but d'assurer la coordination et la collaboration entre les institutions, de définir les grandes lignes en matière de politique intérieure et extérieure et sur les questions prioritaires touchant au développement socio-économique de la Russie. Quelle sera la composition de cette nouvelle instance constitutionnelle, de quels pouvoirs sera-t-elle dotée, quels seront les titres officiels du président du Conseil d'État et qui aura le pouvoir d'en nommer les membres – ces questions ne sont pas évoquées dans le texte. Le statut du Conseil d'État devra être défini par une loi fédérale dédiée qui n'a pas encore été soumise au Parlement. Cependant, quelques jours avant la seconde lecture à la Douma, Poutine avait déclaré lors d'une rencontre publique à Ivanovo qu'il serait "très dommageable pour la Russie" de créer une situation de double pouvoir en dotant le Conseil d'État de pouvoirs spéciaux.

Un autre scénario avait été évoqué par les experts : celui de l'instauration d'une union entre la Biélorussie et la Russie, avec création d'un poste de président pour cet État unifié. "Cela aurait permis de régler cette question [la question d'un État unifié, qui traîne depuis vingt ans], et cela aurait en prime donné un cadre pour une transition apte à satisfaire la large partie de l'opinion nostalgique de l'URSS. Seulement, [le président biélorusse] Alexandre Loukachenko ne s'est pas laissé faire, et la société biélorusse n'a pas vraiment envie d'un tel rapprochement, c'est pourquoi une autre option a été choisie", pense le politologue Alexeï Makarkine.

Forteresse assiégée. D'après la politologue Tatiana Stanova, Poutine a "fait une double approche", et la remise à zéro des mandats était prévue dès le départ. Si en décembre ou au moment de ses vœux, il avait évoqué l'idée d'une remise à zéro du nombre de mandats, la création du Conseil d'État, la réforme constitutionnelle, les mesures sociales, tout cela serait passé inaperçu. "Tout le monde aurait pensé qu'il voulait modifier la Constitution pour son propre intérêt – à raison. Pour éviter cela, il a décidé d'annoncer d'abord uniquement le premier volet de mesures, ce qui lui permettait de faire passer la réforme sans créer de débat autour d'un nouveau mandat. Ainsi il mettait en avant Dieu, la famille, les enfants et le Conseil d'État, tout en privant l'opposition de la possibilité de se mobiliser. Au dernier moment, il a abattu ses cartes, à un mois à peine du référendum", note-t-elle.

En commentant la proposition de Terechkova, le président a précisé ne pas être opposé à cette mesure, "à condition que la Cour constitutionnelle confirme que cette mesure n'est pas en contradiction avec les principes de la Loi fondamentale". De toute manière, la Cour constitutionnelle devait examiner la constitutionnalité de la réforme. D'après les amendements proposés, après

"Les résultats du vote vont servir de mesure de l'approbation de la politique de Poutine."

Alexandre Pojalov,
POLITOLOGUE

l'adoption du texte par le Parlement fédéral et les Parlements régionaux, le chef de l'État doit le signer et le soumettre à la Cour constitutionnelle, qui a sept jours pour donner ses conclusions. Si elle ne relève aucune entorse, le référendum pourra avoir lieu. Si plus de 50 % des votants approuvent le texte, il pourra être appliqué.

"On ne comprend pas très bien si la Cour constitutionnelle est censée examiner le texte une fois qu'il sera en vigueur, ou avant, fait remarquer le spécialiste en droit constitutionnel Ilya Chablinski. Parce que la Cour

constitutionnelle n'a pas le pouvoir de statuer en amont. Et si elle statue après l'entrée en vigueur, quel intérêt d'évaluer un texte déjà appliqué ?"

L'annonce d'un possible prolongement du pouvoir de Vladimir Poutine est un message adressé aux élites, en particulier en Occident. À savoir que le mandat actuel du président n'est peut-être pas le dernier, qu'il ne va pas devenir un "canard boiteux" [C'est ce qui se dit de chefs d'État dont c'est le dernier mandat], souligne le politologue Alexandre Pojalov. De fait, le référendum est en train de se transformer en plébiscite de soutien à Poutine. "Les résultats du vote vont servir de mesure de l'approbation de la politique de Poutine et du niveau de confiance que lui porte la population, ainsi qu'à son plan de réformes", continue Pojalov. Ce type de vote bénéficie souvent d'une forte participation, car l'opposition appellera à son tour à se rendre aux urnes pour voter "contre". Or le taux de participation est bien entendu un facteur essentiel pour le pouvoir.

Alors que la réforme se présente comme une sorte de légitimation du poutinisme et des valeurs traditionnelles, l'opposition va manquer de temps pour préparer le scrutin, souligne Stanova. L'opposition a d'ores et déjà annoncé une manifestation : Tatiana Ousmanova, porte-parole de l'ONG Russie ouverte, Maria Kouznetsova, membre du mouvement non enregistré Parti du changement, et Evguenia Ovtcharova, chef de l'équipe Egor Joukov [étudiant militant accusé d'extrémisme], ont déposé à la mairie de Moscou un avis de manifestation pour le 21 mars, avec 50 000 participants. Or, le 10 mars, le maire de Moscou, Sergueï Sobianine, a interdit tous les rassemblements de plus de 5 000 personnes jusqu'au 10 avril, en raison de l'épidémie de Covid-19.

Lors de son discours à la Douma, Poutine a évoqué une situation politique et économique mondiale complexe "avec l'arrivée du coronavirus" et "les prix du gaz et du pétrole qui ne tiennent pas en place". "Nous traverserons cette épreuve dignement, mais certains dans le monde veulent freiner la Russie", a-t-il affirmé. Mais en Russie aussi, beaucoup de choses sont pour l'instant "bricolées".

De l'avis de Tatiana Stanova, le Kremlin essaiera d'axer sa campagne d'information une nouvelle fois sur la "forteresse assiégée". Mais les autorités sous-estiment le niveau de lassitude de la population. Cependant, on pourrait quand même arriver à une participation avoisinant les 50 %. "La lassitude est là, mais elle est encore passive, elle n'appelle pas encore à l'action. Il est encore possible de mobiliser la population, tout dépendra de la capacité du pouvoir à mobiliser au maximum les ressources administratives", résume Tatiana Stanova.

—Elizaveta Antonova
et Evguénia Kouznetsova

Publié le 11 mars

ESPAGNE

L'ex-roi Juan Carlos, de la gloire aux soupçons

L'ancien monarque est suspecté de corruption. Faut-il pour autant oublier son rôle politique passé en faveur de la démocratie ? Attendons de voir ce que dira la justice.

➤ "Chaque médaille est un compte en Suisse."

Dessin de Langer paru dans Clarin, Buenos Aires.



—El Confidencial Madrid

La figure historique du roi Juan Carlos I^{er} ne tient qu'à un fil extrêmement fragile : celui d'un passé qui, s'il le poursuit, ne le fera pas pour le glorifier ou le remercier de ce qu'il a fait pour l'Espagne, mais pour le clouer au pilori. Les dernières informations concernant le roi émérite nous mettent devant un cruel dilemme. Si tout ce qui se dit aujourd'hui est confirmé par les tribunaux, il deviendra impossible en Espagne de rendre la justice historique que mérite un homme comme Juan Carlos, qui a su gouverner le peuple espagnol après la mort de Franco, le 20 novembre 1975, après presque quarante années de dictature, nous a donné la démocratie dont nous jouissons aujourd'hui et nous a permis de vivre la plus longue période de liberté constitutionnelle de notre histoire.

Peut-on reconnaître la grandeur d'un personnage historique tout en ayant conscience de ses faiblesses et de ses défauts ? Dans tous les domaines de la société, des sciences jusqu'aux arts, on trouve des hommes et des femmes qui ont fait de grandes choses mais se sont conduits au cours de leur vie comme des êtres humains lamentables. Bien que dans notre pays faire preuve de mesure soit un exercice impossible, nous ne devons pas nous laisser emporter par le courant que l'on devine déjà et qui va se renforcer. En nous penchant sur le passé de Juan Carlos, nous devrions avoir la

décence et l'intelligence de ne pas traîner tout le passé dans la boue.

Pour l'heure, on peut avancer deux commentaires d'ordre général sur l'immense scandale qui commence à s'ébruiter, selon lequel le roi aurait perçu des commissions illégales [d'au moins 100 millions d'euros] pour l'attribution d'un projet de train à grande vitesse – La Mecque-Médine via Djeddah, inauguré en septembre 2018 – à des entreprises espagnoles en Arabie Saoudite. Premièrement, lorsqu'une démocratie est capable de faire la lumière sur les scandales de corruption qui éclatent en son sein, même ceux qui touchent le sommet de l'État, elle en sort toujours renforcée. Deuxièmement, si les accusations sont fondées, la vérité sur les manœuvres employées pour que ce mégaprojet de 6 milliards d'euros échoie à un consortium d'entreprises espagnoles finira tôt ou tard par percer tous les remparts d'inviolabilité constitutionnelle que l'on pourra dresser autour de l'ex-monarque.

Justice et gratitude. Dans les deux cas, tenter d'étouffer le scandale ou tout nier sans même avoir enquêté ne ferait qu'entraîner une aggravation des responsabilités et un affaiblissement général des institutions, ce qui nuirait encore plus à la démocratie elle-même et, surtout, à la monarchie parlementaire, clé de voûte de l'État espagnol actuel. Tous les médias espagnols qui affirment qu'il n'existe aucun scandale feraient bien de réfléchir à ce dernier

point. À l'époque de la mondialisation et des réseaux sociaux, les "accords tacites" de silence ou de discrétion passés dans les jours anciens n'offrent plus la garantie qu'aucune information ne sera éventée.

Ce que nous savons pour l'instant, c'est que Juan Carlos y a joué un rôle clé, parce qu'il a utilisé son immense prestige international pour que l'Arabie Saoudite confie le projet à des entreprises espagnoles. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, José Manuel García-Margallo [du Parti populaire, de droite], l'a publiquement admis : "Sans Sa Majesté, l'accord pour le chantier du train à grande vitesse entre La Mecque et Médine, d'une valeur de 6 milliards d'euros, n'aurait pas été signé." Cela ne devrait étonner personne, vu que dès les premières années de la transition démocratique, après la mort de Franco, Juan Carlos a été un acteur fondamental de toutes les missions commerciales entreprises pour favoriser l'ouverture internationale de l'Espagne, précédant le gouvernement et les entrepreneurs pour ouvrir des portes et tisser des liens sur tous les continents.

Et s'il s'avérait maintenant que Juan Carlos I^{er} n'agissait pas en tant que chef d'État et premier ambassadeur de l'Espagne,

mais en tant que lobbyiste touchant des commissions de plusieurs millions ? C'est ce que va déterminer l'enquête judiciaire qui a été ouverte dans trois pays, l'Espagne, la Suisse et le Royaume-Uni, et qui dessinera les contours exacts de la personnalité de l'ancien roi. Les tribunaux trancheront.

Devant le dilemme posé par les incessants soubresauts du présent en Espagne, nous devrions mêler justice et gratitude, réprobation et reconnaissance. Pour reprendre les mots de Gabriel García Márquez, "la mémoire du cœur efface les mauvais souvenirs et embellit les bons, et c'est grâce à cet artifice que l'on parvient à accepter le passé". Il devrait toujours en être ainsi, mais il semblerait que le peuple espagnol soit condamné à vivre avec un cœur perpétuellement déchiré parce qu'il finit toujours par découvrir que derrière la façade des bonnes intentions se cache à chaque fois un intérêt malsain, une crapulerie ou un vrai hold-up. Les exemples sont si nombreux tout au long de notre histoire qu'on pourrait finir par croire que c'est notre destin, ou une tendance contre laquelle nous ne pouvons rien.

—Javier Caraballo
Publié le 10 mars



OPINION

NADIA NAKHLÉ

LES OISEAUX

ne se retournent pas

DISPONIBLE AU RAYON BD

© 2020 Groupe Delcourt

LE PARCOURS D'UNE ENFANT EN EXIL FUYANT LA GUERRE.

Soutenu par CUBE AMNESTY INTERNATIONAL STEREOPLUX La Cité de la Culture

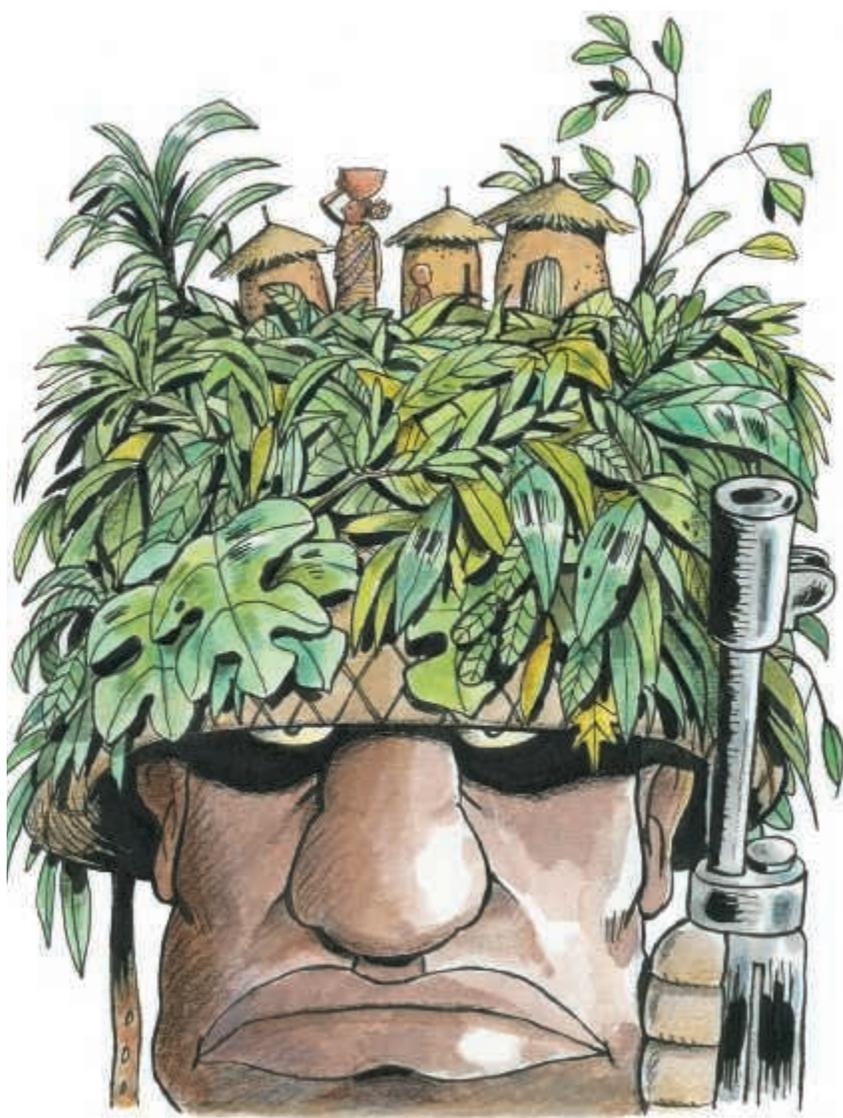
ÉDITIONS DELCOURT



afrrique

Ouganda. Les rebelles perdus de Joseph Kony

Sanguinaire, le chef de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) a semé la terreur pendant plus de vingt ans en Afrique centrale. Aujourd'hui, il vit reclus et lutte pour sa survie.



—African Arguments Londres

Depuis quelques années, Joseph Kony vit à Kafia Kingi, un territoire à la frontière entre le Soudan, le Soudan du Sud et la République centrafricaine. À en croire des transfuges récents, son Armée de résistance du Seigneur (LRA) ne compterait aujourd'hui

plus que quelques dizaines de membres, dont ses fils Kony, Salim et Ali. Les activités de la sanguinaire rébellion se limitent essentiellement à de l'agriculture. Parfois, les combattants vont vendre du miel sur les marchés des environs.

Kony lui-même serait en bonne santé, mais il a aujourd'hui près de 60 ans. Sans ordre ou presque de leur chef, les

commandants de la LRA continuent d'écumer des régions éloignées de l'est de la République centrafricaine et du nord de la République démocratique du Congo (RDC), où ils se livrent au pillage et enlèvent des habitants des modestes bourgades dans l'espoir de survivre. Comment en est-on arrivé là? Que reste-t-il de ce mouvement rebelle qui a semé la terreur pendant près de vingt ans?

Dans les années 1990, la LRA s'est illustrée par sa violence et ses raptus massifs, visant les civils, otages du conflit qui l'opposait au gouvernement ougandais. À la fin des années 2000, au bout de vingt ans de combats, le groupe rebelle a transféré ses opérations dans la zone frontalière de la RDC, du Soudan, du Soudan du Sud et de la République centrafricaine. Ses derniers actes de violence à grande échelle, avec de terribles massacres au Congo, remontent à 2008 et 2009. Le mouvement rebelle a été ensuite très affaibli, et le groupuscule dirigé par Kony s'est établi à Kafia Kingi. Il a alors arrêté de s'en prendre massivement aux civils et, pendant plusieurs années, il a continué

Les activités de la LRA se limitent à de l'agriculture. Parfois, les combattants vont vendre du miel sur les marchés.

à être sommairement ravitaillé par l'armée soudanaise, elle qui lui avait apporté un important soutien.

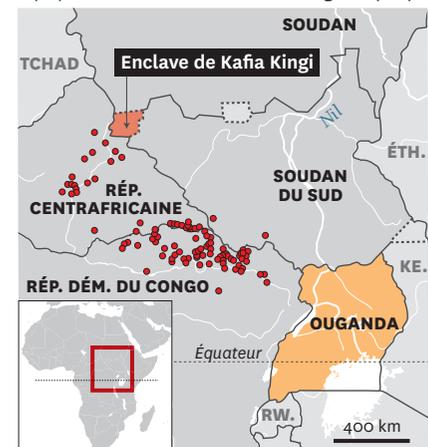
En 2017, l'Ouganda et les États-Unis ont mis fin à leurs opérations militaires contre la LRA. Une accalmie qui permettrait à Kony de reconstituer ses forces combattantes, craignaient certains, alors qu'il avait perdu trois quarts de ses soldats en dix ans : la rébellion était minée par la chute de leur moral et des vagues de défections. Et, de fait, Kony a ordonné de recruter par la force de nouveaux membres, plus de 40 enfants ont été enlevés.

Mais, selon les informations capitales dont nous disposons, Joseph Kony a alors arrêté de renforcer son groupe. Il semble que son but n'ait été que de ne pas tomber dans l'escarcelle de groupes extérieurs. Des sous-groupes en République centrafricaine et en RDC, qui fournissaient auparavant de l'ivoire et du ravitaillement à la planque de Kony à Kafia Kingi, se sont mis de plus en plus souvent à agir dans leur propre intérêt. Même les forces armées soudanaises, longtemps complices des opérations de Kony, ont cessé de le soutenir.

C'est dans ce contexte qu'un transfuge a récemment expliqué comment Kony avait annoncé, lors de sa dernière "discussion" avec des combattants, en

✍ Dessin de De Angelis, Italie.

📍 **Attaques, pillages ou enlèvements** ayant eu lieu ces douze derniers mois et ayant été attribués pour la plupart à l'Armée de résistance du Seigneur (LRA)



juin 2018, que la LRA n'était plus en lutte contre le gouvernement ougandais et que ses membres étaient désormais des "réfugiés" qui devaient se débrouiller pour survivre.

Le parcours que nous venons de décrire permet de comprendre le changement fondamental qu'ont connu les violences perpétrées par la LRA au cours des dix dernières années. Comme le montrent des données publiées par le projet Crisis Tracker, la LRA a tué 17 civils en 2018-2019, une baisse de 99 % par rapport à 2008-2009, époque où 1975 civils avaient été assassinés. Cela ne s'explique pas seulement par la raréfaction des attaques, il faut plutôt y voir un changement de stratégie. Aujourd'hui, fini les intimidations et la violence, la LRA se concentre sur les pillages de vivres.

Les rebelles qui ont fait défection assurent qu'individuellement les chefs du mouvement ont donné l'ordre de mettre un terme aux tueries. Cette évolution tactique est probablement la conséquence de la fragilisation croissante du groupe. La LRA est en déclin. Privée du soutien soudanais, elle voit son moral s'effriter. Elle n'a plus qu'une seule priorité : survivre.

Lors de conversations avec des civils d'une région de l'est de la République centrafricaine, des commandants rebelles auraient ainsi insisté sur leur désir de "vivre en paix ensemble". Une tendance apparemment étayée par les chiffres sur les violences commises par la LRA : durant les six derniers mois, une seule attaque de la rébellion a été recensée dans cette région.

Tout cela ne veut pas dire que la LRA a vécu. En 2019, les rebelles ont encore enlevé 222 personnes, dont des dizaines

Les miliciens ont peur, ils ne savent pas où aller. Ils redoutent les représailles de la population locale, des autorités ou des militaires.

NIGERIA

Fin de règne pour le dérangeant émir

Trop moderne, l'émir de Kano a été banni de son royaume. Cet ancien banquier chéri des Occidentaux était l'une des autorités traditionnelles les plus puissantes du pays.

—The Daily Telegraph Londres

Il était le plus charismatique et le plus puissant monarque musulman du Nigeria, il vient d'être violemment destitué. Sa faute? Avoir reproché aux autorités leur immobilisme vis-à-vis de Boko Haram. Lamido Sanusi II, qui était jusqu'à il y a quelques jours l'émir de l'immense ville de Kano, dans le nord musulman du Nigeria, descend d'une dynastie apparue il y a deux siècles et qui a contribué à l'expansion de l'islam dans toute l'Afrique de l'Ouest.

Proche des élites britanniques, l'homme a notamment rencontré le prince Charles lors de sa tournée au Nigeria, il y a deux ans, et il fait régulièrement des conférences à l'université d'Oxford. Cet économiste de formation a fait beaucoup parler de lui sur la scène internationale en 2014 quand il était à la tête de la banque centrale du Nigeria en révélant un scandale de corruption de 20 milliards de dollars au sein du gouvernement du président de l'époque, Goodluck Jonathan. Il a également pris fermement position contre Boko Haram, et a donc vu sa tête mise à prix par le chef de la secte islamiste Abubakar Shekau dans une vidéo.

Mais si son franc-parler lui valait les faveurs de l'Occident, il ne plaisait guère aux dirigeants locaux de son fief, qui lui reprochaient son arrogance. Le lundi 9 mars, des policiers armés et des hommes des services de sécurité nigériens l'ont chassé de son palais du xv^e siècle. Un lieu où, en temps normal, les invités doivent mettre genoux à terre sur le tapis rouge pour saluer l'émir.

Dans une déclaration, le gouverneur de l'État de Kano [et ardent rival de Lamido Sanusi II], Abdullahi Umar Ganduje, a accusé le monarque d'"insubordination" à cause de son refus réitéré de ne pas se rendre aux réunions officielles. L'émir de Kano devrait partir vivre en exil dans un pays voisin en attendant qu'un remplacement soit trouvé. Dans une interview de 2018 au *Financial Times*, Lamido Sanusi II déclarait : "Les gens pensent que je suis trop radical, mais c'est faux" et ajoutait "le progrès doit se faire petit à petit, sans forcément mettre la société sens dessus

dessous". Il confiait également que sa fille espérait lui succéder.

Sa destitution a entraîné des échauffourées au Parlement local et un tollé chez ses partisans qui accusent le gouverneur de lui faire payer son refus de soutenir sa campagne l'année dernière. L'émir faisait également l'objet d'une enquête pour détournement de fonds dans l'État de Kano, une action dénoncée par ses partisans comme une campagne de dénigrement. Le sénateur Shehu Sani, un défenseur des droits de l'homme qui

a participé aux négociations avec Boko Haram, a déclaré que la destitution de l'émir était le "lourd tribut à payer pour avoir défendu des principes essentiels dans le Nord".

Son départ risque d'inquiéter les diplomates occidentaux. Ils appréciaient sa bonne volonté face à des sujets tabous comme la pratique islamique de la polygamie. Pour ce moderne émir, cela donnait des enfants à des familles qui n'avaient pas les moyens de les élever tous, et une partie des petits rejoignaient ensuite les rangs de Boko Haram.

Certains craignent désormais que la destitution de l'émir ne génère des violences dans les rues de Kano. C'est ce qui s'était produit en 1963 lorsque son propre grand-père avait été destitué pour insubordination. Mais au lendemain de sa destitution, dans un message vidéo enregistré depuis son exil, l'émir a lancé un appel au calme. Dieu a souhaité que je quitte le trône, il faut reconnaître mon successeur, a-t-il dit.

—Colin Freeman
Publié le 10 mars

d'enfants. Mais il y a l'espoir qu'il soit possible de réduire un peu plus les violences du groupe. Si ce qui soudait le mouvement est en train de disparaître – l'emprise de Kony –, le moment paraît idéal pour relancer la campagne visant à pousser ses membres à faire défection.

Comme le montre le récent entretien avec un des transfuges, Kony ne veut peut-être pas se rendre, mais ce n'est pas le cas d'autres chefs – voire de ses fils, Salim et Ali. Beaucoup ont surtout peur car ils ne savent pas où aller, ni où se trouve leur patrie. D'autres redoutent les représailles de la population locale, des autorités de la région ou des militaires.

Historiquement, les campagnes ont joué un grand rôle dans la lutte contre la menace de la LRA. Par exemple, les combattants rebelles écoutaient souvent les programmes de Mega FM, dans le nord de l'Ouganda, et les témoignages d'anciens frères d'armes en ont encouragé des centaines à déserter. Des initiatives de même type, généralement peu coûteuses et mises en œuvre par les responsables locaux de la société civile, ont également obtenu des résultats en République centrafricaine et en RDC dans les années qui ont suivi. Toutefois, depuis la mi-2017, le financement de ces campagnes s'est tari, résultat : on a enregistré moins de défections, les combattants préférant survivre en pillant les populations locales.

Les témoignages des transfuges confirment qu'il est urgent de les relancer. Si la tactique qui consiste à saper la LRA de l'intérieur n'est pas la panacée pour une région en proie à des conflits multiples et complexes, cela pourrait enfin éliminer une menace qui a longtemps pesé sur la vie de dizaines de milliers de civils.

—Paul Ronan et Kristof Titeca
Publié le 10 mars

Prophète et sanguinaire

●●● "Parmi les hommes accusés des pires crimes, Joseph Kony occupe une place à part", écrit le *New York Times*. À la fois prophète mystique et chef d'une guérilla sanguinaire, cela fait près de trente ans qu'il est à la tête d'une des rébellions les plus violentes d'Afrique. L'Armée de résistance du Seigneur, créée contre le régime ougandais, s'est illustrée par ses crimes de masse – environ 100 000 morts – et ses enlèvements d'enfants – environ 70 000 – destinés à devenir combattants. Les rares témoignages proviennent des déserteurs. Car le mystérieux Joseph Kony, recherché par la Cour pénale internationale et les États-Unis, reste caché dans la brousse du Kafia Kingi. Et introuvable.

Les anciens contre le moderne

●●● Aussi gênant que charismatique, l'émir de Kano est désormais à des centaines de kilomètres de son fief. Le mardi 10 mars à l'aube, "il est arrivé dans l'État de Nasarawa, dans le centre du Nigeria", rapporte le site d'information **Pulse**. Ce bannissement est le dernier acte du bras de fer qu'a tenu Abdullahi Ganduje, le gouverneur de ce grand État nigérian, représentant l'autorité politique. Ancien directeur de la Banque centrale nigérienne, aussi habitué au costume-cravate qu'à la tunique, l'émir tentait de faire évoluer les mœurs conservatrices du grand Nord désertique. Cela avait été fort peu apprécié. Surtout, il avait dénoncé la corruption et l'inaction des autorités locales. C'était oublié qu'elles avaient le pouvoir de le destituer.

3A
AFRIQUE AMÉRIQUES - ASIE

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

BÂTISSEURS D'UN MONDE MEILLEUR

POST-BAC À BAC+5

- > Humanitaire & solidarité internationale
- > Développement alternatif à l'international
- > Économie sociale & solidaire
- > Finance responsable
- > Responsabilité sociétale des entreprises

PORTES OUVERTES
www.ecole3a.edu

CAMPUS LYON • PARIS • RENNES • TOULOUSE



moyen-orient

Turquie. Istanbul, capitale du monde arabe

Des centaines de milliers d'Arabes vivent aujourd'hui dans la métropole turque cosmopolite. Ils changent quelque peu le tissu social de la ville, mais celle-ci transforme aussi leurs mentalités.

— **Carnegie Middle East Center** (extraits) Beyrouth

Istanbul réunit les femmes arabes pour célébrer la Journée internationale des femmes”, titrait un récent article de l'agence de presse turque Anadolu à propos du rassemblement de plusieurs dizaines de femmes syriennes, palestiniennes et égyptiennes dans la métropole.

Un titre qui illustre bien le rôle croissant qu'occupe aujourd'hui Istanbul sur les scènes politique et culturelle arabes. Depuis les “printemps arabes” de 2011, Istanbul accueille en effet d'importantes communautés arabes ayant fui la répression ou l'instabilité politique et économique de leur pays. Istanbul leur offre un espace où participer à différentes formes de militantisme politique et à de nombreuses interactions entre communautés. Des centaines de milliers de Syriens, d'Irakiens, de Yéménites, de Libyens, d'Égyptiens et de Libanais constituent désormais le tissu social de la ville.

On estime que près de 700 000 Irakiens sont installés en Turquie, Istanbul figurant comme leur destination préférée. La ville abrite 5 des 27 écoles irakiennes réparties dans le pays. Des dizaines de milliers d'Égyptiens, de Yéménites et de Libyens habitent aujourd'hui en Turquie, où ils ont créé des écoles, des médias et des maisons d'édition. Le bouillonnement culturel arabe à Istanbul dépasse celui du Caire dans les années 1950 et celui de Beyrouth dans les années 1960 et 1970.

Mais pour les États arabes qui s'inquiètent de cette influence croissante, comme l'Égypte,

Istanbul est aussi aujourd'hui le siège de divers mouvements arabes tels que les Frères musulmans et chercherait à déstabiliser les pays qui s'opposent à ces organisations. Cette vision des Arabes d'Istanbul et de leur rôle dans les sphères politique et culturelle est quelque peu biaisée. En réalité, l'identité cosmopolite de la ville et la variété des expériences qu'elle propose ont également une influence sur les mentalités des exilés arabes.

Istanbul est effectivement devenu un refuge pour les Frères musulmans. L'État turc soutient les membres de ce mouvement et les aide à s'organiser. Des dizaines de chaînes de télévision, pour la plupart affiliées aux Frères musulmans, attestent de ce soutien étatique. C'est dans la ville turque que se prennent les décisions importantes du mouvement. C'est à Istanbul que la branche yéménite des Frères musulmans a récemment élu son nouveau chef, Salah Batis.

Bourses étudiantes. Istanbul représente le nouveau pouvoir émergent de la Turquie dans la région. En témoignent également ses opérations militaires en Libye, en Syrie ainsi que son influence politique croissante dans la région. Ce faisant, le gouvernement turc s'efforce aussi de modifier le regard du monde arabe par le biais des exilés qu'il accueille. L'an dernier, les Arabes de Turquie ont créé une Union des communautés arabes, en soutien à l'AKP, le parti islamiste turc au pouvoir. À sa tête, un islamiste libyen a présenté le président Erdogan comme “le chef de la nation musulmane”.

L'influence croissante de la Turquie s'exprime également à travers ses politiques culturelles,

qui ont permis à bon nombre de minorités turkmènes du Moyen-Orient [population turcophone vivant en Asie centrale et dans différents pays du Moyen-Orient] de renouer avec leurs racines turques.

Le gouvernement turc a distribué des milliers de bourses aux Turkmènes du monde arabe, et aux étudiants arabes en général, pour les inciter à venir faire leurs études en Turquie. Ces initiatives ont eu des répercussions politiques sur la région. Au Liban, la renaissance de l'identité turkmène a exacerbé les tensions avec la communauté arménienne du pays. Aujourd'hui, chaque fois que les Arméniens rappellent le rôle de l'État turc dans le génocide de leur peuple, les Turkmènes les prennent publiquement à partie.

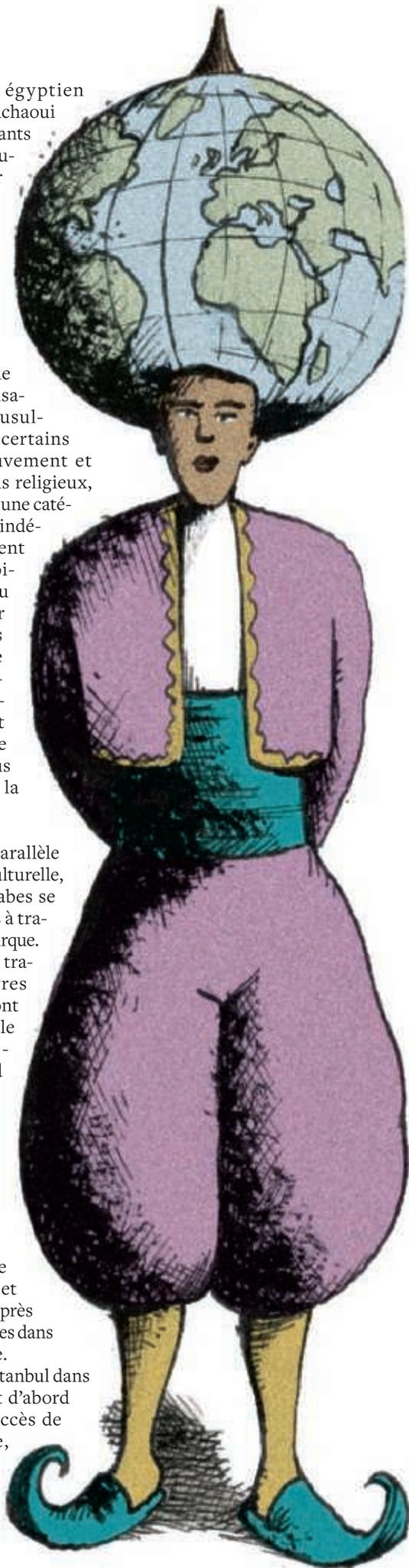
Si Erdogan a bien soutenu le militantisme des Frères musulmans, il s'est toutefois opposé à une recrudescence des islamistes arabes. Et Istanbul a parfois fait changer des exilés arabes, notamment parmi les islamistes. La communauté arabe de la ville ne se résume pas aux islamistes. On y trouve également des gauchistes et des militants de tous les partis – ou sans étiquette aucune. On peut aussi voir des Arabes transsexuels dans les rues et les bars d'Istanbul. Cette diversité de modes de vie a pu troubler ou bien faire évoluer certains membres des Frères musulmans, habitués à des cadres plus rigides et conservateurs.

L'État turc soutient les membres des Frères musulmans qui ont trouvé refuge dans la ville.

L'universitaire égyptien Moustapha Al-Menchaoui relate le cas de militants ayant quitté le mouvement après avoir fait l'expérience de certaines libertés sociétales à Istanbul. Oussama Al-Sayyad, chercheur égyptien installé à Istanbul, étudie actuellement l'influence de la ville sur l'organisation des Frères musulmans. Tandis que certains ont quitté le mouvement et sont devenus moins religieux, Sayyad s'intéresse à une catégorie importante d'individus qui maintiennent des relations ambiguës à l'égard du mouvement. Pour les militants les plus engagés, la vie à Istanbul a renforcé leur isolement. Autrement dit, la ville place les éléments les plus conservateurs sur la défensive.

Exploration. En parallèle de cette politique culturelle, les intellectuels arabes se sont également mis à traduire la littérature turque. Parmi ces nouvelles traductions, les œuvres d'Orhan Pamuk dont l'intrigue se déroule à Istanbul rencontrent un grand succès. Dans ces livres, la ville est un espace de tolérance et d'exploration personnelle, des particularités significatives pour les membres d'une communauté arabe en quête de repères et avides de réflexion après les épreuves traversées dans leurs pays d'origine.

La popularité d'Istanbul dans le monde arabe est d'abord le résultat d'un succès de culture populaire, et notamment des séries télévisées turques doublées en arabe. Chez les téléspectateurs,



✓ *Dessin de Cost*
paru dans *Le Soir*, Bruxelles.

VU D'ISRAËL

Iran. Les armes nucléaires sont toujours un objectif

Téhéran possède suffisamment d'uranium faiblement enrichi pour produire une arme nucléaire, affirme ce quotidien populaire israélien, qui liste les menaces sur l'État hébreu.

—Yediot Aharonot (extraits) Rishon Lezion

L'Iran disposerait dans ses stocks de suffisamment d'uranium faiblement enrichi pour s'en servir dans la production d'une arme nucléaire. C'est ce qui ressort d'un rapport confidentiel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) remis à ses 171 États membres en février dernier.

Selon ce rapport, depuis que le président américain, Donald Trump, a annoncé, en mai 2018, qu'il se retirait de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (2015), l'Iran aurait accumulé plus de 1 000 kilos d'uranium faiblement enrichi. Les mesures prises par l'Iran pour augmenter sa production d'uranium enrichi font partie d'une campagne de pression pour pousser les États-Unis à renouer avec l'accord de Vienne, estime l'AIEA.

Cependant, toujours selon l'AIEA, la République islamique aurait encore besoin de plusieurs mois, voire de quelques années avant de disposer d'un prototype d'ogive nucléaire qui pourrait être monté sur n'importe lequel de ses missiles fabriqués localement.

L'Iran insiste toujours sur le fait qu'il n'a pas l'intention de produire une bombe atomique. Mais, de leur côté, les responsables des services de renseignements israéliens estiment que les intentions de la République islamique sont doubles. D'une part, faire pression sur Trump pour qu'il réintègre l'accord de Vienne. D'autre part, poursuivre le programme de recherche en vue de progresser vers l'accès à la capacité nucléaire.

Le directeur général de l'AIEA, Rafael Mariano Grossi, a ainsi dû reconnaître que ses inspecteurs étaient interdits d'accès à trois sites importants dans lesquels, selon plusieurs services de renseignements occidentaux, Téhéran tenterait de produire des ogives nucléaires. L'Iran affirme que l'accord de Vienne ne l'oblige pas à autoriser l'inspection des trois sites en question.

Cette position et ces réticences iraniennes pourraient être considérées comme un aveu : les Iraniens poursuivent bel et bien leur projet d'accéder au seuil nucléaire. Dans ces conditions, Israël et les États-Unis pourraient commencer à élaborer une

réponse coordonnée dans le cas où l'Iran réussirait à atteindre une période d'"évasion" (le dépassement du seuil nucléaire), laquelle pourrait être atteinte cette année.

Par ailleurs, l'armée israélienne doit se préparer à un conflit avec l'Iran lui-même, ainsi qu'avec ses supplétifs sur le front nord, supplétifs qui poursuivent leurs efforts de retranchement et d'enracinement le long de la frontière israélo-syrienne, sur le plateau du Golan.

Mettant à profit les positions arrachées par les forces d'Assad, le Hezbollah et le personnel du corps des Gardiens de la révolution iraniens, les milices locales sont désormais

en mesure de collecter des renseignements, mais aussi de déployer des tireurs d'élite capables de mener des attaques contre les troupes israéliennes voire contre les habitants israéliens du Golan. Une attaque de ce type a été déjouée la semaine dernière lorsque Tsahal a bombardé à trois reprises les positions de milices soutenues par l'Iran, dans la province [syrienne] de Quneitra, le long de la frontière du Golan.

L'Iran travaille également à produire des armes chimiques pour constituer les stocks syriens et pour en fournir au Hezbollah libanais. Une attaque attribuée à Israël la semaine dernière près de la ville de Homs aurait ainsi visé une base abritant des stocks chimiques.

Aujourd'hui, les responsables israéliens reconnaissent que les capacités du corps des Gardiens de la révolution n'ont pas été affectées par l'assassinat de son commandant suprême, le général Qassem Soleimani, par les États-Unis en janvier dernier. En Israël, on avait caressé l'espoir que sa mort contrecarrerait ou ralentirait les visées expansionnistes de l'Iran au Moyen-Orient. Manifestement, il n'en a rien été.

—Ron Ben Yishay
Publié le 8 mars

Les intellectuels arabes se sont mis à traduire la littérature turque.

En juillet dernier, l'acteur turc Burak Ozcivit s'est vu offert une très généreuse somme pour se montrer dans une boutique d'un centre commercial libanais. Il s'est retrouvé entouré par des centaines de groupies. Certains se sont mises à crier, d'autres se sont évanouis et la foule a rapidement dévasté l'intérieur du magasin. Il a fallu l'intervention de soldats pour aider l'acteur à s'échapper. À l'inverse, les icônes du cinéma égyptien, comme Hussein Fahmy – sorte d'Alain Delon égyptien dans les années 1980 et 1990 –, pourraient se promener dans un centre commercial libanais sans attirer guère de regards. Le Caire n'est plus le point de mire du monde arabe, c'est désormais Istanbul.

—Mohanad Hage Ali
Publié le 10 mars

SOURCE



CARNEGIE MIDDLE EAST CENTER

Beyrouth, Liban
carnegie-mec.org

Le Carnegie Middle East Center est un think tank américain créé à Beyrouth en 2006 par la Dotation Carnegie pour la paix internationale. Il traite des questions sociales, économiques et culturelles des pays du Moyen-Orient et fait appel à des spécialistes moyen-orientaux et internationaux. Il fait partie d'un réseau plus vaste traitant des mêmes thèmes en Europe, en Russie ou encore en Chine.

"UN REGARD LUCIDE ET IRONIQUE SUR LE BRÉSIL D'AUJOURD'HUI"
TELÉRAMA

"FORMIDABLE REGINA CASÉ, TRUCULENTE ET GÉNÉREUSE À SOUHAIT"
LE FIGARO

"UNE CRITIQUE SOCIALE ACIDE"
LES INROCKS

"UNE ÉNERGIE DÉBORDANTE"
MEDIAPART

DÉCAPANT. TENDRE. PERTINENT. BOULEVERSANT.

REGINA CASÉ
LA RÉVÉLATION DE UNE SECONDE MÈRE

ROGÉRIO FRÔES

OTÁVIO MÜLLER

GISELE FRÔES

TROIS ÉTÉS

UN FILM DE SANDRA KOGUT

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

mk2, Courrier international, OFFICE FRANCE CULTURE, FEMMES, culture



asie

Afghanistan. Washington ouvre la voie aux talibans

Désireux de rapatrier ses troupes à tout prix, Donald Trump a signé un accord avec les talibans leur permettant de reprendre le pouvoir dans le pays, au grand dam des Afghans.



—Asia Times Online Hong Kong, Bangkok

Au bout de plus d'un an de pourparlers au Qatar, les États-Unis et les talibans ont signé un accord afin de rétablir la paix dans ce malheureux pays qu'est l'Afghanistan. Les talibans acceptent de rompre leurs liens avec Al-Qaïda et d'autres groupes de guérilla, et en échange Washington aura retiré ses troupes d'ici à l'été prochain. Mais l'encre de ce traité prétendument historique n'était pas encore sèche qu'il était déjà caduc.

Tout d'abord, le gouvernement afghan [absent des pourparlers] a déclaré que la libération promise [par Washington] de 5 000 talibans prisonniers devait faire l'objet de négociations entre les talibans et Kaboul, et non avec

les États-Unis. Puis un attentat à la bombe dans l'est du pays a mis fin à une trêve d'une semaine. Washington a tenté de minimiser l'affaire. En Afghanistan, a affirmé le général Mark Milley, chef d'état-major des armées américaines, la violence "ne va pas être réduite à zéro". Les États-Unis ne tiennent évidemment pas à ternir l'image de cet accord, qu'ils présentent comme une réussite. Le retrait de leurs troupes d'Afghanistan est un enjeu politique considérable. En pleine campagne électorale, cela peut permettre au président Donald Trump de dire qu'il a tenu ses promesses – il ramène au pays les hommes et les femmes de ses forces armées. Et peu importe dans quelles conditions ils rentrent de la plus longue guerre de l'histoire américaine et ce qu'il advient du pays qu'ils quittent.

Cet accord de paix n'est pas une réussite. C'est un mirage. Il ne rétablira pas la sécurité en Afghanistan. En fait, l'Amérique a ouvert la voie à la victoire finale des talibans. Depuis le tout début de ce conflit, les talibans ont disposé d'un énorme avantage stratégique : la patience. Ils savent tenir au fil de longues années de guerre parce qu'ils sont chez eux, en Afghanistan. Vingt années se sont écoulées et ont vu passer trois présidents américains, et les talibans ont étendu leur influence. La moindre erreur de l'Occident, chaque civil tué, le moindre dommage collatéral, chaque fois que le gouvernement de Kaboul a gardé le silence [sur les erreurs américaines], tout cela a renforcé les talibans.

Au bout du compte, la guerre s'est retrouvée dans une impasse :

aucun des deux camps n'était en mesure de l'emporter sur le terrain. Mais quand ils ont abandonné le champ de bataille pour la table des négociations, les talibans ont montré qu'ils étaient extrêmement habiles pour parvenir à leurs fins. Tout ce qu'il leur a fallu, c'est de la patience.

Au début, les Américains refusaient de discuter directement avec eux. Puis ils ont réclaté des pourparlers avec les talibans en même temps qu'avec le gouvernement afghan. Ensuite, Washington a caressé l'idée d'un cessez-le-feu. Aujourd'hui, les troupes américaines s'en vont en emportant leurs armes, sans guère plus qu'un bout de papier censé présider aux relations futures avec le gouvernement afghan, tandis que les talibans sont plus forts qu'ils ne l'ont jamais été depuis 2001 [ils contrôlent une partie toujours plus grande du pays].

Vingt ans après, l'Amérique offre aux Afghans une nouvelle ère sous domination des talibans.

En partant sans un accord politique solide ni même un plan en place, les États-Unis font deux gigantesques cadeaux aux talibans. Premièrement, une victoire dans le domaine de la propagande : les talibans vont pouvoir revendiquer le fait d'avoir chassé les forces étrangères de leur pays. Deuxièmement, le départ de ces troupes étrangères affaiblit considérablement le gouvernement de Kaboul. La présence américaine lui conférait un avantage. Désormais, ce sont les talibans qui, dans les discussions avec le gouvernement, se trouveront en position de force.

Ils obtiendront des concessions, c'est inévitable, notamment parce qu'ils n'ont nullement l'intention de traiter le gouvernement de Kaboul comme un partenaire, un allié ni même un rival politique normal. Au contraire, ils ont proclamé qu'ils comptaient dorénavant laisser tranquilles les forces étrangères, mais qu'ils allaient continuer à attaquer le gouvernement jusqu'à ce qu'il s'effondre.

Le partage du pouvoir sera sans doute au nombre de ces concessions, puisqu'il a été à la base de tous les pourparlers précédents.

Mais il y a d'autres questions clés, comme le sort des réfugiés, le désarmement, la libération des prisonniers (qui est déjà une pierre d'achoppement), et peut-être même l'amnistie pour les crimes commis au cours des trente dernières années.

Pernicieux. Au-dessus de tout cela plane la peur que les talibans ne cherchent à se venger de ceux qui ont coopéré avec l'Occident. Et ce alors que les deux camps n'ont même pas encore commencé à débattre des détails techniques du partage du pouvoir. L'Afghanistan est un pays complexe, théâtre de différences ethniques, religieuses et géographiques qui doivent toutes trouver leur place dans un futur gouvernement. Les discussions risquent fort de prendre des années – des années pendant lesquelles les talibans poursuivront leurs opérations armées. Il est tout à fait possible que les négociations avec le gouvernement durent si longtemps qu'à la fin il n'y aura plus vraiment de gouvernement digne de ce nom pour négocier.

C'est précisément ce scénario que redoutent nombre d'Afghans.

Si les talibans reviennent aux commandes du pays, des millions d'Afghans vont faire connaissance avec la brutale réalité de ce qu'était leur règne dans les années 1990. Ils ont tenté ces dernières années de modifier leur image. "Notre retour ne sera pas aussi rude qu'en 1996", assurait un de leurs porte-parole il y a deux ans.

On est en droit d'en douter. Alors, certes, les talibans n'entreront pas dans Kaboul comme ils l'avaient fait en septembre 1996. Ils n'interdiront pas immédiatement aux femmes d'exercer des fonctions publiques, ne les excluront pas des écoles et des universités, ce qui avait été le cas à l'époque. Au lieu de cela, leur influence va se développer de façon progressive et pernicieuse. Ce sera une guerre de guérilla, mais sous une forme politique.

Voilà à quoi cet accord de paix a ouvert la voie. Vingt ans plus tard, l'Amérique, en guise de cadeau de départ, offre à une nouvelle génération d'Afghans une nouvelle ère sous la domination des talibans.

—Faisal Al-Yafai
Publié le 5 mars

✓ Dessin de Dilem
paru dans Liberté, Alger.

↳ Dessin de Ramsés, Cuba.

CAMBODGE

Ces Vietnamiens qui vivent en terre hostile

Le Cambodge abrite plusieurs dizaines de milliers de personnes d'origine vietnamienne, installées dans le pays depuis des générations. Elles sont victimes de préjugés et discriminations dont les racines remontent au XIX^e siècle.

—South China Morning Post (extraits) Hong Kong

A Phnom Penh, capitale du Cambodge, le quartier de Chbar Ampov, sur la rive est du fleuve Bassac, est un véritable melting-pot. Des enfants jouent gaiement dans les ruelles, et leurs cris résonnent en plusieurs langues sur les façades égayées par des graffitis de toutes les couleurs. Sur les enseignes des commerces et des cafés du coin, la langue khmère côtoie le vietnamien et l'anglais, et les rayonnages des magasins proposent des boissons et des produits venus du Vietnam.

Des vendeurs ambulants interpellent les passants en proposant des billets de loterie vietnamienne, et un mélange d'idiomes se mêle dans les conversations du quartier.

Devant une église aux murs peints, Dara (pseudonyme), 25 ans, vérifie le moteur de sa moto de marque Honda. Né dans une famille vietnamienne de confession catholique vivant à une cinquantaine de kilomètres de Phnom Penh, il fait partie des 63 000 Vietnamiens du Cambodge dénombrés par le recensement de 2013 – selon les associations de défense des droits de l'homme, ils seraient quatre fois plus nombreux. *“J'ai des papiers cambodgiens. Ma famille connaissait des gens bien placés et me les a fait faire quand j'avais 12 ans”*, nous raconte Dara, qui est le

seul membre de sa famille à déterminer la nationalité cambodgienne. Environ 90 % des personnes d'origine vietnamienne vivant au Cambodge ne possèdent aucun document d'identité, estime Minority Rights Organisation, une association de Phnom Penh. Et comme beaucoup d'entre eux, installés au Cambodge depuis plusieurs générations, n'ont pas non plus la nationalité vietnamienne, ils sont de facto apatrides. Un statut qui, dénonce Minority Rights Organisation, crée des *“obstacles importants”* en matière d'accès au marché du travail, à l'éducation, à la santé et au logement, mais aussi de liberté

de déplacement. Les apatrides vivant au Cambodge sont *“de grands oubliés”*, souligne Phil Robertson, directeur adjoint de la branche Asie de Human Rights Watch, car ils *“ont très peu de pouvoir politique et personne au sein des autorités pour porter leur voix”*.

C'est parce qu'il a des papiers que Dara, lui, peut faire des études de commerce dans une université publique et participer aux pèlerinages à l'étranger qu'organise sa paroisse locale. Conscient du sort réservé aux autres membres de sa minorité dans le pays, Dara se sait *“chanceux”*. Sokchea (pseudonyme), lui, a eu besoin de l'aide d'un prêtre catholique pour obtenir son passeport et sa carte d'identité, deux sésames sans lesquels ce jeune homme de 20 ans n'aurait pas pu suivre des études de sciences appliquées, qu'il suit dans une université publique de Phnom Penh. *“Avec la nationalité cambodgienne, tout est plus facile. Ici, on ne peut rien faire avec la nationalité vietnamienne”*, résume-t-il.

Ressentiment. Dara, comme Sokchea d'ailleurs, porte deux prénoms, l'un vietnamien l'autre khmer, qu'il utilise en alternance en fonction des lieux et de l'interlocuteur. Mais le plus souvent, tous deux cachent leurs origines vietnamiennes, *“pour éviter les ennuis”*.

Au Cambodge, un fort sentiment antivietnamien règne de longue date, nourri par une crainte d'invasion vieille d'au moins deux siècles. Dans les années 1830, la poussée vers le sud-ouest de Minh Mang, deuxième empereur de la dynastie des Nguyen qui dominait le Vietnam, avait effectivement fait de la partie la plus méridionale du Cambodge une province vietnamienne, comme le rappelle l'historien Christopher Goscha dans son ouvrage *Vietnam. A New History*.

Sous la colonisation française, commencée quelques décennies plus tard [1853], d'importantes

Les jeunes dissimulent leurs origines, “pour éviter les ennuis”.

populations d'origine vietnamienne ont été envoyées au Cambodge pour travailler dans l'administration coloniale. En 1949, les Français ont officialisé le rattachement au Vietnam de la Cochinchine, une ancienne région du Cambodge – si bien que de nombreux Cambodgiens considèrent encore que les provinces les plus méridionales de leur voisin [au niveau du delta du Mékong] appartiennent à leur territoire ancestral, et les appellent d'ailleurs le Kampuchea Krom (*“Bas-Cambodge”*). Pour aggraver ce contentieux séculaire, le Premier ministre cambodgien Hun Sen, toujours en poste aujourd'hui, est accusé d'avoir accédé au pouvoir avec l'aide du Vietnam, qui en 1978 envoya son armée chasser les Khmers rouges – ce régime sanguinaire avait fait des millions de morts, dont des milliers de Vietnamiens accusés d'être des agents du Vietnam.

La vie politique reste, aujourd'hui encore, marquée par la rhétorique antivietnamienne. Lors d'un meeting en 2013, Sam Rainsy, ancien chef de l'opposition et président du Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC), aujourd'hui interdit, prédisait aux Cambodgiens qu'ils en seraient réduits à *“devenir des esclaves du Vietnam”* dans les quatre à cinq ans si rien n'était fait pour *“sauver”* le pays des immigrés vietnamiens.

L'hostilité très répandue au Cambodge à l'égard de la communauté vietnamienne expliquerait encore la récente vague d'expulsions et de vérification des papiers d'identité – qui d'ailleurs fait craindre le pire à Dara et à Sokchea.

Yen (pseudonyme), une dame de 79 ans qui a survécu au régime des Khmers rouges, fait partie de cette majorité de Vietnamiens qui ne possède pas de papiers officiels. Elle a beau avoir vécu toute sa vie dans ce pays, sans la nationalité il

est impossible d'être propriétaire d'un terrain – c'est pour cela que les Vietnamiens du Cambodge, pour beaucoup, vivent traditionnellement sur des bateaux ou des maisons flottantes, [notamment sur les eaux de la rivière Tonlé Sap et du lac éponyme].

Quand elle a voulu acheter des terres, elle n'a eu d'autre choix que d'approcher un Cambodgien, qui lui a promis de mettre le titre de propriété à son nom – ce qu'il a fait, *“en s'appropriant les deux tiers des terres”*, raconte la vieille dame. Heureusement, la famille de Yen a pu tout de même devenir propriétaire de deux maisons sur un terrain en location, et tire quelques revenus du lopin de terre amputé.

Contacts. Suyheang Kry, directrice exécutive de l'ONG cambodgienne de défense des droits de l'homme Women Peace Makers, espèrent que les futures générations de descendants d'immigrés s'intégreront plus facilement. *“Les jeunes nés d'immigrés vietnamiens ou chinois résidant de longue date au Cambodge ont beaucoup d'interactions avec la majorité khmère et sont bien intégrés*, constate-t-elle. *Ces Vietnamiens sont nés ici et vivent ici depuis plusieurs décennies. Dans les communautés que j'ai rencontrées, en particulier celle des bateaux, les gens me disent qu'ils ne s'imaginent pas vivre autrement. Ils se sentent ici chez eux.”*

Chez Women Peace Makers, on juge l'échange, la coopération et le sentiment d'un destin commun essentiels pour lutter contre la *“vietnamophobie”* au Cambodge, d'autant que cette hostilité est *“plus marquée chez les Cambodgiens qui en réalité n'ont pas de contact direct avec les personnes d'origine vietnamienne”*, observe Raymond Hyma, conseiller régional de l'organisation. À Chbar Ampov, Dara ne le contredirait pas. Lui non seulement étudie et travaille avec des Khmers, mais il les fréquente régulièrement. *“J'aime passer du temps avec les Khmers. Je vis sur leurs terres, il est normal que j'interagisse avec eux, que j'apprenne à mieux communiquer avec eux”*, conclut le jeune homme avant de s'éloigner par une ruelle sinueuse. Il rentre chez lui, saluant au passage toutes ses connaissances, qu'elles l'appellent par son nom khmer ou vietnamien.

—Sen Nguyen
Publié le 23 février

La grande majorité d'entre eux ne possède aucun document d'identité.





amériques

États-Unis.

Un monopole qui dérange

Nombre record d'abonnés numériques, contenus diversifiés : le *New York Times* se porte bien, mais ce n'est pas une bonne nouvelle pour le reste du secteur..., explique son propre chroniqueur médias.



—The *New York Times*
(extraits) *New York*

La première fois que j'ai rencontré A. G. Sulzberger, le directeur de la publication du *New York Times*, j'ai essayé de le recruter. C'était en 2014, époque grisante pour les médias numériques, et je travaillais pour *BuzzFeed News*, un site d'information "pure player" qui, avec une poignée d'autres, s'appropriait à reléguer les dinosaures tels que le *New York Times* aux oubliettes de l'histoire.

Le quotidien avait vu son action s'effondrer et avait bradé tout ce qu'il pouvait, à part les meubles, pour continuer à payer ses journalistes. A. G. Sulzberger avait poliment décliné mon offre. Aujourd'hui, après huit années passées comme rédacteur en chef de *BuzzFeed*, je travaille pour lui, en tant que nouveau chroniqueur médias.

Je reprends le poste créé il y a dix ans par le chroniqueur

David Carr, qui avait couvert l'explosion des nouveaux médias en ligne. Pourtant, c'est probablement le mouvement inverse que je serai amené à commenter : c'est-à-dire la consolidation de tout un pan de l'industrie, du cinéma à la presse, à mesure que les médias se font éviscérer par cette vieille logique qui a déjà reconfiguré des secteurs entiers comme l'industrie pharmaceutique ou le transport aérien, et qui veut que le gagnant rafle la mise.

Le fossé entre le *New York Times* et les autres acteurs de l'information est énorme et il ne cesse de s'agrandir : d'après les chiffres les plus récents, le *New York Times* compte plus d'abonnés numériques que le *Wall Street Journal*, le *Washington Post* et

Il domine à tel point le secteur qu'il a absorbé bon nombre de ses anciens rivaux.

les 250 titres locaux du groupe Gannett réunis. Le journal emploie également 1700 journalistes, soit un nombre phénoménal si on le rapporte au nombre total de journalistes américains, qui oscille désormais entre 20000 et 38000.

Le *New York Times* domine tellement le secteur de la presse qu'il a absorbé bon nombre de ses anciens rivaux : les anciens rédacteurs en chef des sites *Gawker*, *Recode* et *Quartz* ont tous rejoint l'institution new-yorkaise, de même qu'une bonne partie des journalistes qui ont contribué à faire du site *Politico* une lecture indispensable à Washington.

J'ai passé toute ma carrière à concurrencer le *New York Times*, alors le fait de me retrouver dans ces bureaux a comme un goût de renoncement. Et je crains que la réussite du quotidien ne finisse par éliminer toute compétition. "Le *New York Times* va globalement devenir un monopole de l'information", prédisait Jim VandeHei [ancien journaliste au *Washington Post* et à *Politico*], le fondateur du site *Axios*. Et d'ajouter : "Le *New York Times* va devenir de plus en plus gros, et les petits de plus en plus petits. Il n'y aura pas de survivants."

Janice Min, ancienne rédactrice en chef de l'hebdomadaire *US Weekly* qui a réinventé le *Hollywood Reporter*, souligne qu'avec son offre de contenus toujours plus étendue le *New York Times* représente un obstacle démesuré pour les autres acteurs en ligne. "Les gens parlent du *New York Times* comme les gens de *Hollywood* parlent de *Netflix*", explique Min.

Le *New York Times*, ancien géant blessé redevenu colosse impérial, a connu une renaissance aussi fulgurante qu'une ascension de start-up. Jusqu'en 2014, les revenus publicitaires étaient au plus bas et il ne semblait pas concevable que les abonnements fussent à couvrir le coûteux travail journalistique de ce grand quotidien international.

"Nous pouvions vendre tout ce que nous pouvions pour maintenir nos investissements dans le journalisme, explique Sulzberger, qui a pris la tête du journal en 2018. Tous nos actionnaires jugeaient que c'était financièrement irresponsable."

Quelques années plus tard, alors que le journalisme américain traverse une profonde crise et après les attaques répétées du président des États-Unis contre les journalistes du titre, le prix de l'action du *New York Times* a triplé par rapport à son niveau de 2014, et la rédaction a vu ses rangs s'étoffer avec l'arrivée de 400 journalistes. Le salaire annuel de départ pour la plupart des reporters est de 104600 dollars [environ 93000 euros].

Le quotidien tourne à présent discrètement son regard vers un autre secteur où imposer sa domination : l'audio. Des négociations sont en cours pour racheter *Serial Productions*, le studio de podcast phénomène qui a recensé plus de

Ce colosse impérial a connu une renaissance aussi fulgurante qu'une ascension de start-up.

300 millions de téléchargements. Une opération qui nécessite une sérieuse assise financière : *Serial* a été évalué à 75 millions de dollars – même si la somme que devrait payer le *New York Times* sera probablement très inférieure. Ce rachat, associé au podcast quotidien "The Daily", déjà produit par le *New York Times*, pourrait former le socle d'un nouveau service – à l'image des applications cuisine et mots croisés – dont l'ambition serait de faire du journal le HBO des podcasts.

Ma récente discussion avec Sulzberger m'a rappelé d'autres entretiens avec des personnalités ayant connu une ascension fulgurante dans la nouvelle économie et qui ne peuvent pas vous croire lorsque vous évoquez une situation de "monopole". Pour Sulzberger, le *New York Times* fait face à pléthore de concurrents – il a évoqué notamment les chaînes du câble, même si leur avenir paraît incertain. Qui plus est, m'a-t-il confié, les Américains ne se contenteront pas d'un abonnement à un seul média. Pour lui, le *New York Times* ne domine pas le marché, il en crée un nouveau. "On assiste à un mouvement de marée-montante-qui-va-remettre-tout-le-monde-à-flot", affirme Sulzberger.

Son optimisme est partagé, au moins publiquement, par la petite poignée de journaux qui survivent encore grâce aux abonnements locaux. "Le *New York Times* a montré la voie de la réussite aux autres journaux", déclare Brian McGrory, directeur du *Boston Globe*, fort de ses 100000 et quelques abonnés numériques. Le quotidien new-yorkais dit aussi vouloir donner un coup de main à ses confrères plus fragiles, au vu de la menace que représente la disparition de la presse locale pour la démocratie. "Mais, comme le veut la consigne dans les avions : mettez d'abord votre masque à oxygène avant d'aider les autres", explique Mark Thompson, directeur exécutif du journal.

Le *New York Times* occupe une place tellement prépondérante dans le paysage médiatique que les débats culturels et idéologiques qui voyaient s'opposer diverses publications se déroulent à présent au sein de la rédaction. Et le quotidien a absorbé tellement d'acteurs de ce que l'on a appelé un temps les "nouveaux médias" qu'il prend des allures de Janus tiraillé entre deux traditions opposées : sa rubrique *Style* ressemble à une version sophistiquée de *Gawker*, tandis que ses pages *Opinions* reflètent les meilleures et les pires provocations publiées par *The Atlantic*. Le *New York Times Magazine* met en avant d'ambitueuses réflexions sur les questions raciales et l'histoire des États-Unis ; tandis que la couverture de la campagne électorale concentre toute l'agressivité et l'art de la chasse au scoop de *Politico*.

Je suis fier de laisser *BuzzFeed* alors que le site fait partie des rares rédactions solides et indépendantes ayant survécu à la vague de consolidation dans les médias. Mais je regrette ce moment d'ouverture d'il y a dix ans, lorsque nous faisons partie d'une vague de "pure players" qui tentaient de réinventer l'information. J'espère que cette période d'innovation n'aura pas servi qu'à créer une immense franchise et à asseoir la toute-puissance d'un journal déjà incontournable.

—Ben Smith
Publié le 6 mars



—Revista 5W (extraits)
Barcelone

A son retour de vacances, Luis Parodi s'est vu confronté à une grève. Un groupe d'hommes attendait le directeur devant son bureau avec un document expliquant les raisons de la grève. "Venez demain à 10 heures, et nous discuterons. Je ne vous interdis pas de faire grève", a-t-il déclaré.

Surprise, je lui demande si cela fonctionne toujours comme ça. Parodi est en effet le directeur de l'Unité 6 de Punta de Rieles, une prison de la banlieue de Montevideo, et ces grévistes sont des prisonniers.

"C'est toujours comme ça : je leur parle et nous discutons jusqu'à ce que nous parvenions à un accord. Et parfois, je n'ai pas le dessus. Pour éduquer, il faut discuter", répond Luis Parodi.

L'Unité 6 de Punta de Rieles est une prison située au nord-est de Montevideo, à 14 kilomètres du centre-ville. Les différences avec la plupart des prisons uruguayennes sont innombrables : une fois passé le portique de détection et le contrôle de sécurité à l'entrée, vous êtes frappé par le vert des pelouses et des arbres, et une fois passée la clôture qui sépare le monde extérieur de l'univers carcéral, l'image d'une prison s'évanouit et 39 hectares d'espaces ouverts où chacun circule librement s'offrent à vous.

Cette prison est un espace en mouvement, dynamique, qui évolue selon les besoins et les résidents du moment. Des bancs

Uruguay. Visite d'une prison modèle

Non loin de Montevideo, une prison fait figure d'exception dans l'univers carcéral très répressif du pays. Ici, les prisonniers créent leur entreprise, font la grève et négocient directement avec le directeur de l'établissement.

de pierre, des balançoires pour enfants, des tables et chaises improvisées avec des pneus et du ciment animent la place principale, surplombée d'un grand arbre où l'on trouve toujours quelqu'un qui boit du maté ou qui bavarde sous les frondaisons. De ce point névralgique, on visualise bien l'espace et on peut apercevoir le terrain de football, un bus aux couleurs vives qui était un salon de coiffure et

qui est désormais une salle de répétition pour les percussionnistes, des lieux de rencontre pour les visiteurs, des espaces de promenade, une salle de sport, un lieu de consultation médicale et les deux artères principales : la rue de l'industrie, avec ses usines de parpaings, et la rue des commerces,

avec une pizzeria, des boulangeries et des pâtisseries, des épiceries et une blanchisserie, tout comme d'autres entreprises fondées par des prisonniers.

Washington Fernández – regard vif derrière ses lunettes rectangulaires, barbe taillée et cheveux bruns – vend des pizzas dans un petit local agrémenté de quatre chaises et d'une table. Il a fondé la Pizzeria Picante voici quatre ans, et compte aujourd'hui deux employés.

Fernández m'explique la raison de la grève. Pendant les vacances de Parodi, les autorités pénitentiaires et les gardes chargés du département du travail ont violé certaines règles qui avaient été définies. Alors que les prisonniers bénéficient

d'une période d'essai de quatre-vingt-dix jours quand ils lancent leur entreprise pour voir si elle sera rentable, les autorités ont fermé les entreprises avant ce délai sans raison apparente et ont prolongé de trente à quatre-vingt-dix jours le délai de carence avant la reprise d'un emploi pour un prisonnier ayant quitté son travail. Lassés de ces irrégularités, les travailleurs se sont réunis et ont décidé que la meilleure façon de mettre fin à ces injustices était de faire grève. Les prisonniers réclament maintenant au directeur un retour à la normale. "Il est vrai qu'en tant que prisonniers nous sommes soumis à certaines règles, mais parfois elles sont en notre faveur", déclare Fernández d'un ton confiant, convaincu que le directeur sera d'accord avec eux.

L'assemblée commence : il faut trouver un accord. Washington Fernández prend la parole : "Ils ont bafoué notre droit du travail."

Et c'est là que le dialogue commence. Washington parle tranquillement, le directeur aussi. Sur la vingtaine de travailleurs présents dans son bureau, la majorité soutient leur collègue en hochant la tête lorsque ce dernier présente ses arguments avec calme et méthode. Les mains se lèvent au fur et à mesure de l'exposé et la parole passe de l'un à l'autre. "Il n'y a pas de réinsertion sans soutien", déclare Rolando Bustamante, patron d'une usine de parpaings. "Un gars qui ne travaille pas pendant trois mois, ça ne me va pas", convient Parodi.

L'assemblée prend fin après une grosse demi-heure. Le directeur a proposé une solution pour chacun

des problèmes abordés, et dans quelques semaines ils se réuniront à nouveau pour faire le point.

Parodi reconnaît que l'exercice de la démocratie n'est pas toujours facile, car les prisonniers viennent d'autres prisons où les conditions de détention sont souvent à des années-lumière des bonnes pratiques.

L'Unité 6 n'est pas la norme en Uruguay. Elle est plutôt l'une des rares exceptions dans un système qui tend à punir le délinquant plutôt qu'à lui donner une nouvelle chance. Avec 316 prisonniers pour 100 000 habitants, l'Uruguay est le pays d'Amérique latine qui compte le plus grand nombre de prisonniers par habitant, et il se classe au 31^e rang mondial. En juillet 2019, il y avait 11 141 détenus dans cette petite république d'un peu moins de 3,5 millions d'habitants; un chiffre exorbitant qui s'explique par le fait que le système uruguayen a toujours été très répressif, ayant recours à la privation de liberté comme mesure préventive pour n'importe quel délit.

Le pays essaie toutefois de se réformer, et en 2017 un nouveau Code de procédure pénale, plus respectueux des droits de l'individu et de la présomption d'innocence, est entré en vigueur. Cependant, Amnesty International signalait en 2018 que le recours à la détention provisoire était trop fréquent et, en janvier 2018, les Nations unies ont alerté le pays sur le mauvais état de certains centres pénitentiaires et l'ont exhorté à mettre en place des programmes de réhabilitation pour réduire le taux de récidive.



REPORTAGE



Dans ce contexte, Punta de Rieles est une référence, parce que son mode de fonctionnement est horizontal et que l'établissement a su recréer l'ambiance d'un village en offrant un large éventail de possibilités de travail et d'études ainsi que de nombreuses ressources culturelles.

Le travail permet de commuer la sentence : deux jours travaillés contre un jour de peine.

Les mesures mises en place par Punta de Rieles pour reproduire la vie à l'extérieur vont des questions apparemment les plus triviales – l'étendage du linge dans les espaces communs, l'accès gratuit à Internet, la possibilité d'avoir un chien comme animal de compagnie et l'habitude presque obligatoire de se saluer quand on croise quelqu'un – jusqu'aux plus symboliques, comme la mise en œuvre de la démocratie et le droit au travail, à l'éducation et à l'erreur.

“Ce sont toutes ces choses qui vous font vous sentir plus humain”, résume Washington après avoir expliqué qu'en tant que nouveau venu la première chose qu'il a faite a été de récupérer sa Thermos et son maté. “La plus grande différence est que lorsque je finis de travailler, au lieu de rentrer chez moi, je vais dans mon dortoir.”

La nuit, les prisonniers sont répartis entre le bâtiment principal et neuf maisons qui comptent entre quatorze et seize cellules de quatre ou six places, où ce sont les

occupants qui gèrent l'entretien.

Les cellules ne sont jamais fermées, mais tous les bâtiments le sont la nuit. Entre 17 h 30 et 18 h 30, tout le monde doit retourner à l'intérieur et nul ne peut ressortir avant le lendemain matin.

Le mercredi et le week-end, les proches des prisonniers peuvent aller et venir librement dans tout l'espace, et la prison se remplit de parents qui jouent avec leurs enfants, de couples qui parlent tranquillement et de familles qui partagent un repas dans l'un des commerces.

Sur les 505 détenus qui vivent actuellement dans l'Unité 6, la majorité travaille, étudie ou fait les deux : 213 prisonniers font des études et 363 ont un emploi, soit pour la prison, soit dans leur propre entreprise ou pour le compte d'un chef d'entreprise.

Le travail en prison est un élément clé du développement individuel et un rempart contre la récidive. Parodi en tient compte : il est facile d'ouvrir un commerce dans la prison et, en outre, le travail permet de commuer la peine (deux jours travaillés contre un jour de peine). Le processus commence par une lettre adressée au ministère du Travail pour que le projet soit étudié. “Ensuite, une discussion difficile s'enchaîne entre les éducateurs et les gestionnaires”, explique Parodi.

“Le gestionnaire croit toujours que les projets ne sont pas viables, alors que l'éducateur ne s'en soucie généralement pas, car chaque expérience est différente. Si l'on veut reproduire la vie en dehors de la prison, le plus important n'est pas le succès

du projet, mais ce que les prisonniers en retirent.”

Un outil décisif dans ce processus est le fonds de solidarité, une sorte de banque des prisonniers qui prête de l'argent aux entrepreneurs, soit pour démarrer un projet, soit pour tout autre type d'investissement. Les directeurs de la banque – une commission composée de trois prisonniers élus lors d'une assemblée annuelle et une fonctionnaire qui est la seule à pouvoir toucher l'argent – examinent les propositions chaque semaine et décident à qui ils prêteront l'argent et comment le prêt sera remboursé. La banque est également un moyen de créer une dynamique collective : les prisonniers qui reçoivent de l'argent doivent ensuite reverser 10 % de leurs bénéfices dans le fonds afin que d'autres prisonniers puissent jouir des mêmes possibilités.

Gilbert Airala a été l'un des prisonniers à donner vie à cette idée de banque, une initiative pensée par certains prisonniers et Parodi. Il est aujourd'hui l'un des propriétaires de la boulangerie Gigor. Gilbert m'accueille en plein travail. “Il a vu du pain et j'ai vu du bois”, dit-il en riant à propos de son cousin et partenaire, car avant d'être une boulangerie l'espace où nous nous trouvions était un petit atelier de menuiserie.

Ils ont donc investi jusqu'à leur dernier peso dans cette entreprise. Et le rêve de deux prisonniers est devenu le commerce de deux personnes libres lorsque Gilbert et Hébert ont quitté la prison. Aujourd'hui, Gigor produit entre 2 000 et 2 500 pains

par jour qui sont vendus dans les petits supermarchés et les épiceries d'Uruguay. Les deux cousins retournent en prison presque tous les jours et fournissent du travail à une quarantaine de prisonniers.

Derrière son bureau rempli de papiers, Juan Miguel Petit, rapporteur de la commission parlementaire sur les prisons, assure que le principal problème des prisons uruguayennes est le manque d'activités et que cela entraîne les prisonniers dans une spirale de violence. “La dignité humaine, c'est être capable de faire des choses qui vous font du bien et qui ne sont pas antisociales. Si leurs droits sont respectés, les gens ne vont pas commettre de crimes”, explique-t-il.

Dans l'Unité 6, on trouve des personnes qui, dans d'autres prisons, étaient agressives à cause du manque de débouchés. “Dans les endroits jugés mauvais, on ne trouve pas les pires personnes, mais plutôt les pires conditions. Si les conditions changent, les gens changent”, assure Petit.

Les cellules ne sont jamais fermées, mais tous les bâtiments le sont la nuit.

Quand je lui demande pourquoi ce modèle de prison n'est pas reproduit ailleurs, Luis Parodi me reprend : “La question est surtout de savoir pourquoi les principes de base du respect de la loi ne sont pas appliqués dans les autres prisons.” Face à la même question, Juan Miguel Petit ferme les yeux pour mieux réfléchir : “C'est un

⚡ Des détenus amènent du pain dans leurs cellules.

⚡ Un des détenus a ouvert un salon de coiffure.

⬆ Nelson Avantti gère, lui, une boulangerie au sein de la prison.

Photos Matilde Campodonico/AP/SIPA

vrai défi pour les autorités de réussir à reproduire ce modèle. Parfois du personnel pénitentiaire vient ici glaner des idées. Je ne sais pas pourquoi cela n'aboutit pas le plus souvent. L'Uruguay est un petit pays, peu peuplé, et il est parfois difficile pour nous de reconnaître que nous avons aussi de bonnes idées.”

Ses propos résonnent dans ma tête alors que je me promène dans la prison quelques semaines après la grève. La vie a repris son cours : les prisonniers sont à leur poste de travail, jouent au football ou regardent le match. Au loin, les tambours du candombe [un genre musical très ancré en Uruguay] résonnent, se déplaçant en rythme dans les allées.

De la fenêtre du bureau du directeur, on peut voir la prison et une pelouse où sèche du linge. “Qui lave les vêtements?” lui demandé-je. “Ce sont les prisonniers, à la main. Une bonne prison est une prison où il y a des vêtements qui séchent, car cela signifie qu'ils ne seront pas volés. L'incarcération classique produit des inutilités. Elle infantilise au lieu de faire grandir.”

—María Alemany

Publié le 7 novembre 2019

trans-
versales.



techno

L'atome japonais au fond du gouffre budgétaire

Énergie. Le Japon poursuit en solitaire son projet de réacteur nucléaire à neutrons rapides. Malgré les milliards de yens investis sans résultats concrets.

—Mainichi Shimbun
(extraits) Tokyo

Contrairement à la France, qui a abandonné son projet de réacteur à neutrons rapides (RNR) – une nouvelle génération essentielle pour boucler le cycle du combustible nucléaire en réutilisant les déchets des centrales –, le Japon, lui, s'accroche à son "rêve". [Le cycle du combustible nucléaire, aussi appelé "chaîne du combustible nucléaire", est l'ensemble des opérations de fourniture de combustible aux réacteurs nucléaires.]

L'Agence japonaise de l'énergie atomique (JAEA) poursuit les recherches en vertu d'un accord de collaboration signé fin 2019 avec le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) français. Cependant, compte tenu des difficultés du projet, des voix s'élèvent contre ce "gaspillage de fonds publics".

L'accord franco-japonais a été signé le 3 décembre 2019 entre la JAEA, le CEA et des fabricants de réacteurs nucléaires des deux pays. Fondé sur l'accord conclu en juin entre les deux gouvernements, il confirme que la JAEA encouragera activement le développement des matériaux nécessaires à la construction du réacteur. "Nous allons œuvrer à l'établissement d'une technologie pour pouvoir commercialiser ce projet", explique un responsable de l'agence sur un ton enthousiaste.

Plus concrètement, les parties prenantes de l'accord collaboreront à la simulation numérique d'accidents graves et à la recherche de mesures pour y faire face, ainsi qu'à la détermination de la méthode optimale de combustion dans le réacteur pour assurer la production d'énergie la plus efficace. Dans son projet de loi de finances pour 2020, le gouvernement japonais a alloué 4 milliards de yens [environ 34 millions d'euros] aux coûts liés au RNR.

Selon le ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie, les travaux se cantonneront toutefois à la recherche fondamentale. Le réacteur à neutrons rapides est un équipement extrêmement complexe, et il n'est pas certain que ces études débouchent sur l'établissement d'une technologie. Pour Koji Okamoto, professeur de physique nucléaire à

Sans expérience, il est difficile de se doter d'une technologie et d'une main-d'œuvre qualifiée.

l'université de Tokyo, "il est essentiel d'avoir une vaste expérience, notamment dans la fabrication et la gestion des problèmes. Ainsi qu'en témoignent les écueils rencontrés par l'industrie japonaise dans la construction d'avions commerciaux, il est difficile, sans expérience, de se doter d'une technologie et d'une

main-d'œuvre qualifiée et de mener un projet à bien."

La fabrication d'un réacteur nucléaire, y compris à neutrons rapides, comporte plusieurs étapes : il faut d'abord construire un prototype pour prouver l'efficacité de la technologie de production d'énergie, puis un démonstrateur pour valider la viabilité économique du projet et enfin un modèle commercial pour lancer l'exploitation. Le Japon souhaitait initialement développer un RNR en menant des expériences sur le surgénérateur de Monju (préfecture de Fukui, dans le centre du pays), alors au stade de prototype, mais, à la suite d'une série d'accidents, il a décidé d'arrêter le réacteur en 2016.

Dans le même temps, le gouvernement japonais a œuvré à un développement conjoint avec la France. À la fin de l'exercice 2019, il avait investi 32 milliards de yens (environ 270 millions d'euros) dans le projet Astrid, alors à l'étape de démonstrateur. Son but était de construire ultérieurement un modèle commercial avec les données collectées sur l'équipement réel.

Cependant, en octobre 2019, François Jacq, l'administrateur général du CEA, a confirmé au Sénat l'abandon du projet Astrid [annoncé dès le mois d'août]. Les réserves d'uranium excédant les prévisions, l'organisme a estimé que le cours de cette ressource resterait faible et que la construction

d'un réacteur à neutrons rapides, censé produire plus de combustible nucléaire que la quantité nécessaire à son fonctionnement, ne se justifiait plus. Autrement dit, le projet ne présentait plus d'intérêt économique.

Face à ce revirement, le ministère japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie a tenté de faire bonne figure en prétendant que "la France [l'avait] préalablement informé de son intention". Cependant, selon un expert qui a participé aux réunions du gouvernement sur le développement du RNR, "la véritable intention du ministère est probablement de conserver les fonds de développement. L'accord lui permettant de poursuivre les recherches, il peut dire que tout n'est pas perdu pour le RNR."

D'après la Cour des comptes, le Japon a dépensé quelque 1 131,3 milliards de yens (environ 9,5 milliards d'euros) en frais de recherche et développement pour le surgénérateur de Monju. Or 16 % seulement des recherches ont pu être menées à bien avant

l'arrêt de celui-ci. Sans le réacteur Astrid, le pays devra se limiter à de la recherche fondamentale, et on peut s'interroger sur la faisabilité de son projet.

Yoshiaki Oka, président de la Commission de l'énergie atomique, un organisme chargé de délibérer sur la politique nucléaire du pays, avait déjà reconnu dans une newsletter de juillet 2018 que "faire des recherches impossibles à mener à bien serait un gaspillage de fonds et de ressources humaines". Après l'annonce de l'abandon du projet Astrid, la commission a fait savoir que sa position [sur le développement du RNR] n'avait pas changé.

Dans un réacteur à neutrons rapides, la production de l'énergie se fait à l'aide de combustible MOX [mélange d'oxydes] constitué par un mélange d'uranium appauvri et de plutonium issu des combustibles nucléaires usés ou par du plutonium provenant du recyclage de combustibles MOX usés. Le gouvernement japonais visait initialement à recycler les combustibles nucléaires en utilisant des réacteurs surgénérateurs rapides qui produiraient plus de combustible qu'ils n'en consomment. Prévoyant un épuisement des réserves d'uranium, il craignait une hausse des cours. Cependant, les ressources en uranium ont été





risque de fluctuation de la production en fonction de la météo – un point faible des énergies renouvelables – pourra être surmonté par l'amélioration des techniques de stockage de l'énergie, sans oublier un potentiel développement de la production d'énergie par fusion nucléaire, technologie plus sûre que l'énergie atomique existante et qui, avec un gramme de combustible, permet d'obtenir la même quantité d'énergie qu'avec 8 tonnes de pétrole.

En dehors du réacteur à neutrons rapides, il existe un autre type d'utilisation du combustible dans lequel le gouvernement place de grandes attentes : appelée "plu-thermal" en japonais, la méthode consiste à brûler des combustibles MOX dans des centrales déjà en service. Cependant, la plupart de celles-ci restant à l'arrêt, l'horizon s'assombrit également pour cette technologie. L'objectif de la Fédération japonaise des compagnies d'électricité, qui regroupe les plus gros opérateurs du pays, est de recourir à cette méthode dans 16 à 18 centrales, or il n'y en a aujourd'hui que quatre en exploitation.

Par ailleurs, la technologie de recyclage de combustibles MOX usés n'est pas encore bien établie au Japon. Étant donné que son coût est plus élevé que celui de la production ordinaire, certains vont jusqu'à remettre en cause l'intérêt économique du cycle. Si le gouvernement tient néanmoins à assurer ce cycle, c'est parce que, s'il y renonçait, cela risquerait de se traduire par une remise à plat de la politique nucléaire du pays. Les stocks de plutonium dont le Japon dispose sur son territoire et à l'étranger s'élèvent à 45,7 tonnes, ce qui équivaut à des milliers de bombes

nucléaires. Si le pays ne consommait pas de plutonium dans le cycle du combustible nucléaire, il risquerait d'être soupçonné de vouloir l'utiliser pour fabriquer des armes nucléaires et il s'attirerait les critiques de la communauté internationale.

Par ailleurs, si le Japon renonçait à ce cycle, le combustible usé et le MOX entreposés dans les différentes centrales du pays

Si le Japon renonçait, cela pourrait signifier une remise à plat de la politique nucléaire du pays.

seraient considérés comme des "déchets nucléaires" et leur stockage poserait problème. Dans la préfecture d'Aomori, en particulier, où une usine de retraitement est en cours de construction et où une grande quantité de combustibles usés sont entreposés, le gouvernement s'est engagé à "ne pas créer un site de stockage définitif de déchets fortement radioactifs" et les habitants ne manqueraient pas de réagir. "L'abandon du cycle du combustible nucléaire changerait instantanément la donne", met en garde un responsable du ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie.

—Hajime Nakatsugawa
Publié le 14 février

SOURCE



MAINICHI SHIMBUN

Tokyo, Japon
Quotidien, 3960 000 ex. (édition du matin); 1660 000 ex. (édition du soir) mainichi.jp
Fondé en 1872 sous le nom de Tokyo Nichi Nichi Shimbun, le Mainichi Shimbun est le plus ancien quotidien japonais. Centriste, le "Journal de tous les jours" est le troisième quotidien national du pays par la diffusion.

✎ Dessin de Joe Magee
paru dans The Guardian, Londres.

Comment gérer les déchets radioactifs?

●●● La vaste opération de décontamination de la région de Fukushima qui a suivi l'accident nucléaire a laissé derrière elle une quantité pharaonique de déchets radioactifs. Neuf ans après l'accident, l'État japonais est en train de construire, avec un budget de 13 milliards d'euros, un nouveau site de stockage pour y rassembler tous les déchets, dont la quantité est estimée à 14 millions de mètres cubes. Ce site est localisé dans le village d'Okuma, situé tout près de la centrale de Fukushima Daiichi. Ces déchets avaient été stockés jusqu'à présent dans près de 150 000 endroits éparpillés dans la préfecture de Fukushima. À Okuma, dans un parc de 16 kilomètres carrés, sept trous énormes de 800 mètres de longueur et 200 mètres de largeur ont été creusés, dans lesquels d'innombrables camions déposent, à l'aide des bandes transporteuses, des sacs noirs pleins de terre et de déblais contaminés. "Nous avons mis deux couches de drap sous les sacs et sur les côtés, dont l'une absorbe les particules de césium radioactif. Même si le drap supérieur se casse, ça évite la contamination des nappes phréatiques", explique un agent du ministère de l'Environnement au quotidien **Asahi Shimbun**, dont un journaliste s'est rendu sur cet énorme chantier à l'occasion du 9^e anniversaire de l'accident. Selon le journal, ils y ont déjà déposé 6 millions de mètres cubes de déchets.

L'opération, lancée en 2015, se terminera d'ici à la fin de l'année 2021. Malgré son ampleur, ce site est pourtant désigné comme un "lieu temporaire de stockage". Pourquoi temporaire? Parce que la loi sur la gestion des déchets prévoit que l'État devra déplacer d'ici à 2045 tous ces sacs dans un autre endroit en dehors de la préfecture, et qui sera donc le site de stockage "définitif". Il s'agit en effet d'une condition négociée par la mairie d'Okuma, qui a accepté, malgré de nombreuses oppositions, la demande de l'État en 2014 lorsque ce dernier peinait à trouver une collectivité locale qui accepte d'abriter un tel site. "Nous avons accepté parce que si nous avions refusé cela aurait bloqué la décontamination", lâche, amer, Jun Yoshida, actuel maire du village cité par le quotidien. Or aucune collectivité locale ne s'est portée candidate jusqu'ici, et beaucoup de riverains et connaisseurs du dossier mettent en cause la faisabilité d'une telle opération. Pour réduire la quantité de déchets, le ministère de l'Environnement envisage de réutiliser des sols avec un niveau de radioactivité relativement bas dans des chantiers de travaux publics comme la construction de routes et de brise-lames. Pourtant, "personne n'est sûr que cette initiative porte ses fruits, d'autant plus que celle-ci va très probablement se heurter à l'opposition de riverains", note le journal.

plus importantes que prévu, ce qui a mis sa position à mal. "Le prix de l'uranium est moins élevé que dans les années 1970-1980. Il n'y a plus d'urgence à construire un réacteur à neutrons rapides", avoue un haut responsable du ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie.

En outre, jusqu'à la seconde moitié du XXI^e siècle, période où le gouvernement prévoit la véritable entrée en service des RNR, les énergies alternatives devraient s'être développées. Le



PARIS 89 FM

DANIEL DESEQUELLE

CARREFOUR DE L'EUROPE

DIMANCHE 18H10



La radio mondiale en français
et 13 autres langues



@CarrefourEurope

COMMANDEZ DÈS MAINTENANT



Atlas des inégalités

Les richesses, les ressources, les libertés sont mal partagées. 36 cartes et infographies pour mieux comprendre ces fractures mondiales

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

8,50€
Frais de port offerts

Grand Atlas 2020

Un ouvrage indispensable pour comprendre le monde.
- Plus de 100 cartes inédites et mises à jour ;
- Un tour d'horizon complet des grands enjeux internationaux.

• Format : 203 mm x 296 mm
• 144 pages.



19,90€
Frais de port offerts

BON DE COMMANDE

À retourner accompagné de votre règlement à :

Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Atlas des inégalités	8,50 €	x	exemplaire(s) =	€
Grand Atlas 2020	19,90 €	x	exemplaire(s) =	€
Frais de port offerts				0€
			Total	= €

Mes coordonnées :

VCO20BA1533

Monsieur Madame

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CP [] [] [] [] VILLE

Je règle par chèque à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, téléphonez au service Clients
<https://boutique.courrierinternational.com>
au 03-21-13-04-31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2020. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. RCS Paris 344 761 861 000 48. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions marketing sur ses produits et services. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre Délégué à la protection des données - 80, bd Auguste-Blanqui - 75707 Paris cedex 13.

Vous acceptez que vos données de contact soient partagées par Courrier International avec sa sélection de partenaires français afin de recevoir des informations sur leurs actions et/ou leurs offres de produits et services. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre.
Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

LA LETTRE TECH



PHILIPPE COSTE, à New York

Les Gafam en blouse blanche, et quand Google Maps se trompe

Donald Trump est en mal de bonnes nouvelles. D'où sa tentation d'exagérer un peu l'appui offert par Google dans la lutte contre le Covid-19. Non, Alphabet, maison mère du moteur de recherche, n'a pas mobilisé 1 700 ingénieurs pour la cause. Le fleuron de la tech travaille seulement sur une appli permettant d'améliorer la logistique des prochains centres de tests médicaux. Selon le **Wall Street Journal**, tous les Gafam, y compris Amazon, honni par le président, se sont regroupés pour établir un contact permanent avec la Maison-Blanche et proposer leurs services pendant l'épidémie. De leur côté, Les grands du capital-risque de la Silicon Valley utilisent leurs réseaux pour lever des fonds de recherche destinés à l'université de Californie, produire des tests et financer les start-up biomédicales les plus compétentes.

Mauvaise carte

Pendant ce temps-là, dans la page Opinions du **Washington Post**, la journaliste Amanda Ripley raconte ses déboires très prosaïques avec la technologie réputée infaillible de Google : deux ans durant, Google Maps et Waze, son appli sœur, toutes deux filiales du géant Alphabet, se sont ingénies à placer son domicile au mauvais endroit sur leurs cartes, en l'occurrence dans un terrain vague proche d'un cimetière, à près de quatre kilomètres de la véritable adresse. Amanda Ripley décrit l'incrédulité suspicieuse du chauffeur d'Uber qui, le premier, l'avait conduite à cet endroit en suivant les indications de son smartphone. "Google Maps ne peut pas se tromper", insistait-il. Sauf quand il se trompe, perturbant toute la vie quotidienne des victimes : les transports, les livraisons, les visites d'amis, l'accès à des réparateurs ou services à domicile et même le secours éventuel des pompiers ou de la police. Autre

problème : il est apparemment impossible de corriger l'erreur. Le menu d'édition ne permet pas d'effacer une adresse erronée. Et Google Maps, essentiellement nourri par ses utilisateurs, n'offre aucune option de contact avec un humain au siège. La journaliste, de guerre lasse, a dû finalement joindre le service de presse de Google, qui a vite résolu le problème. Sans pour autant le reconnaître officiellement.

Killer drones

Le **New Scientist** est la première revue à révéler l'existence d'un nouveau projet de sous-marins autonomes de l'US Navy. Le système Claws permettrait à la nouvelle flotte de drones submersibles Orca, développés par Boeing, de décider eux-mêmes de leurs cibles ou d'échapper à leurs poursuivants grâce à un programme d'intelligence artificielle de nouvelle génération. Longs de 25 mètres, dotés de 12 tubes lance-torpilles et d'une autonomie suffisante pour traverser l'Atlantique, ces engins ne se contenteront pas de simples missions de reconnaissance. Ils participeront activement, avec peu de consignes de leur hiérarchie, aux prochaines guerres à distance de la puissance américaine.

Trolls du Ghana

CNN consacre une enquête approfondie aux nouvelles offensives d'info commanditées par le Kremlin à l'approche de la présidentielle américaine. Et, surprise, cette fois les trolls n'officent plus de Saint-Petersbourg, mais du Ghana et du Nigeria. Les services russes, d'abord par l'entremise d'un citoyen ghanéen résidant à Moscou, ont recruté localement au moins une vingtaine d'employés au nom de l'organisation Ebla (Eliminating Barriers for the

Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

Liberation of Africa), tous chargés d'inonder les médias sociaux de faux comptes. Plutôt que de soutenir ouvertement la candidature de Donald Trump, comme en 2016, leur tâche consiste à semer la pagaille en suscitant des conflits internes aux États-Unis. Installés dans une maison à Accra, au Ghana, que CNN a visitée après un raid de la police locale, les trolls dénoncent des violences policières ou des actes de racisme, réels ou inventés, à l'égard des Noirs américains, sur un ton d'appel à l'insurrection. Non sans efficacité. L'un des comptes Instagram avait rassemblé plus de 120 000 abonnés en quelques semaines.

Connexion spatiale

Selon le **Wall Street Journal**, Elon Musk, patron de SpaceX, est si certain d'achever avant 2024 sa constellation de satellites Starlink, destinée à fournir Internet depuis l'espace en tout point de la planète, qu'il vient de demander officiellement à pouvoir postuler pour obtenir une part des 16 milliards de dollars de subventions d'État prévues pour la connexion des zones rurales américaines au haut débit. Il ne chôme pas, expédiant une nouvelle fournée de 60 satellites en orbite depuis le cap Canaveral. Ses prochaines fusées Starship pourraient en envoyer 400 à chaque lancement. Toutes les deux semaines. De quoi réaliser, promet-il, son projet dément de 42 000 satellites dans moins de cinq ans.—



SUR NOTRE SITE
[courrierinternational.com](https://www.courrierinternational.com)

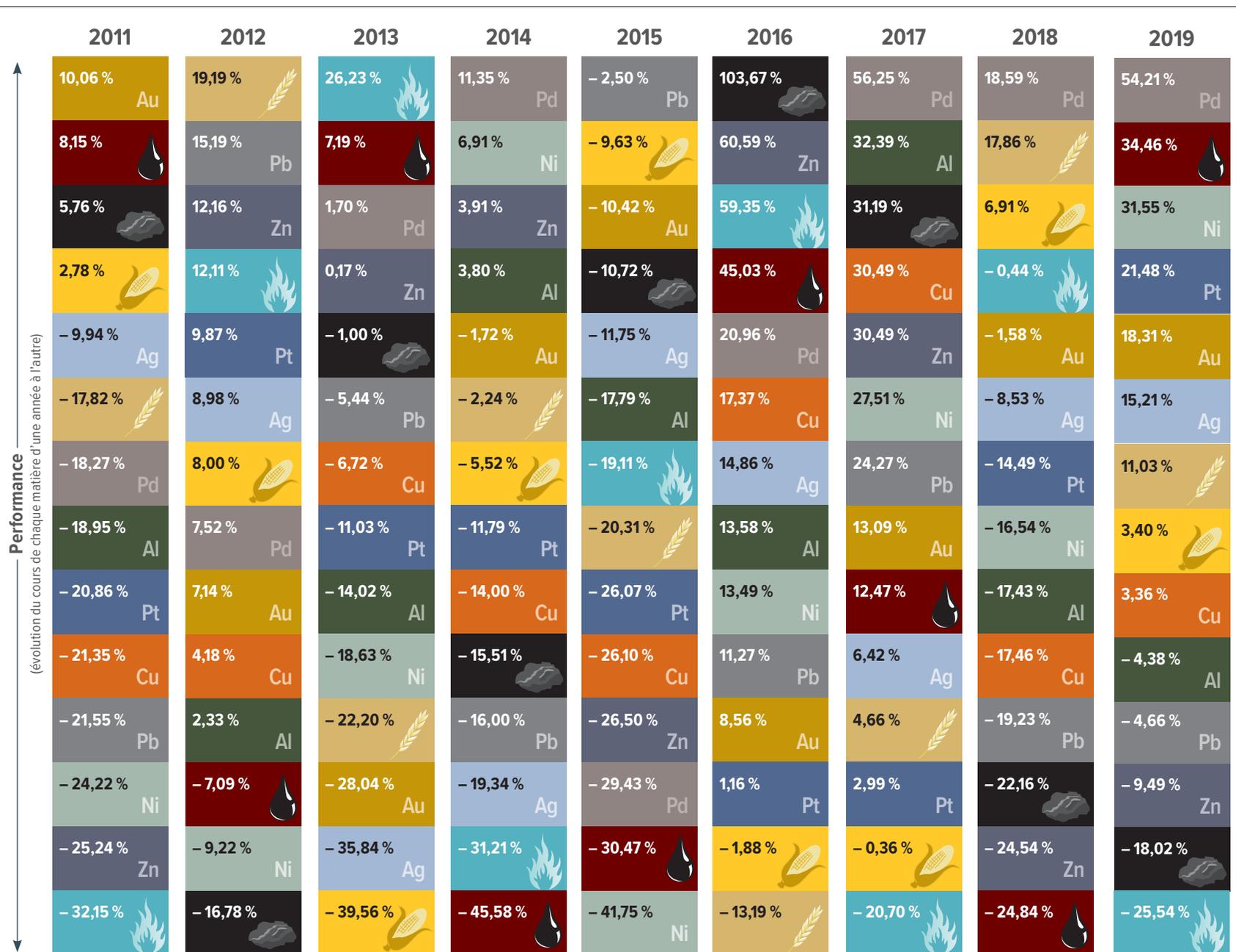
Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La lettre tech.**



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Le palladium, plus précieux que l'or

Métaux, produits agricoles ou énergétiques, les cours des matières premières cotées en Bourse sont extrêmement variables.



Performance (évolution du cours de chaque matière d'une année à l'autre)

Légende

- Gaz naturel
- Ni Nickel
- Pd Palladium
- Pt Platine
- Ag Argent
- Blé
- Zn Zinc
- Al Aluminium
- Charbon
- Cu Cuivre
- Mais
- Pétrole brut
- Au Or
- Pb Plomb

Sources : Bloomberg et U.S. Global Research



VISUAL CAPITALIST. Le site canadien a publié cette infographie le 13 janvier. Elle a initialement été créée en version interactive par U.S. Global Investors, une société américaine spécialisée dans la gestion d'investissements. Elle montre que

les prix des produits naturels bruts varient de manière saisonnière et cyclique, mais aussi en fonction des soubresauts de la géopolitique mondiale. Par exemple, le cours du pétrole brut a chuté de façon vertigineuse suite à la pandémie de Covid-19.

360

MAGAZINE

Charlie Nagatani, un cow-boy à l'Est • Musique... 42
 Gareth Jones, héros méconnu • Cinéma... 43
 Trajectoires animales • Tendances... 44

Sa Majesté Hilary Mantel

Les deux premiers romans de sa saga sur les Tudor ont battu des records de vente et de prix littéraires. Rencontre avec une grande dame des lettres britanniques, alors que paraît en anglais le dernier tome de la trilogie du *Conseiller*.

—The Sunday Times [extraits] Londres

→ Dessin d'Ale + Ale, Italie, pour *Courrier international*.

SOURCE



THE SUNDAY TIMES

Londres, Royaume-Uni
 Hebdomadaire, 772 509 ex.
thesundaytimes.co.uk/

Fondé en 1822, il a fusionné avec *The Times* en 1967. L'enfant chéri de Rupert Murdoch est aujourd'hui l'un des meilleurs journaux de qualité du dimanche, en tout cas le plus lu. Comme les éditions dominicales des grands quotidiens britanniques, *The Sunday Times* est composé de nombreux suppléments : Entreprise, Maison, Argent, Revue. Moins centré sur l'actualité à chaud que sa version quotidienne, il accorde une grande place aux enquêtes de fond et à des articles plus légers.

Hilary Mantel soupèse le premier exemplaire relié de son dernier livre. *“Il n'est pas trop gros”*, fait-elle remarquer, tandis que son époux Gerald et moi-même louchons sur le pavé. Il semble extraordinaire qu'une personne qui a déjà noirci plus d'un millier de pages sur la vie de Thomas Cromwell puisse attacher de l'importance à ce genre de détails. *“Je suis limitée par ce qu'il est possible de faire – par ce qui peut tenir”*, dit-elle d'un air pensif, sans que je sois tout à fait sûre de savoir si elle parle de l'intrigue ou des limites techniques de l'édition.

Dans un sens ou dans l'autre, *The Mirror and the Light* [littéralement “Le miroir et la lumière”, sorti le 5 mars en anglais et dont la traduction en français est annoncée aux éditions Sonatine dans le courant de l'année 2021] est son plus gros pavé à ce jour. Ce dernier tome sur la vie de Thomas Cromwell (1485-1540), principal conseiller d'Henri VIII [et éminence grise de la Réforme protestante en Angleterre], est l'un des événements littéraires de l'année. Les deux premiers tomes de la trilogie, *Le Conseiller : dans l'ombre des Tudors* [Sonatine, 2013] et *Le Conseiller : le pouvoir* [Sonatine, 2014], se sont écoulés au total à plus de 5 millions d'exemplaires à travers le monde et ont tous

les deux remporté le Booker Prize [le prix le plus prestigieux pour la littérature anglophone]. Des adaptations au théâtre (à guichets fermés) et à la télévision ont suivi, avec le concours actif d'Hilary Mantel.

Et puis il y a eu un long, très long silence. Huit années durant, les rumeurs sont allées bon train – angoisse de la page blanche, dates de rendu non tenues... –, alors que les fans réclamaient à cor et à cri un nouvel opus sur les Tudor. Aujourd'hui, ça y est, enfin. Le dernier chapitre de la vie de Thomas Cromwell, ce fils de forgeron qui a grandi dans les rues mal famées de Putney [dans les faubourgs de Londres] pour se retrouver plus tard à la droite du roi, est sorti.

Si l'écriture de ce volume a pris autant de temps, c'est parce qu'il est la conclusion d'une multitude de fils narratifs, explique Hilary Mantel dans son appartement de la côte est du Devon, d'où l'on voit les vagues lécher la plage de galets. *“Vous essayez de réunir toutes les pièces du puzzle, de reprendre toutes les métaphores, de sorte que l'écho des deux premiers volumes bourdonne encore dans le troisième. Vous devez porter cet écho en vous en espérant parvenir à le retranscrire”*, explique l'auteure de sa drôle de petite voix, rauque et enfantine à la fois.

L'écriture s'est achevée en mars 2019. Je suis donc curieuse de connaître l'état d'esprit d'Hilary Mantel, maintenant qu'elle a dit au revoir à son héros.

“Ça me fait quelque chose, reconnaît-elle. Pas sentimentalement, mais dans le sens où ces personnages prennent plus de place dans ma vie que beaucoup de personnes réelles.” La vérité, me semble-t-il, c'est qu'elle ne réalise pas encore. La parution de ce livre est une symphonie soigneusement orchestrée, la sortie étant simultanée dans plusieurs pays. La “tudormania” n'est pas un phénomène uniquement britannique; les premiers tomes ont été traduits en 36 langues et se vendent particulièrement bien aux États-Unis.

Autant dire qu'Hilary Mantel a eu fort à faire ces derniers mois pour corriger les épreuves et donner son imprimatur aux traductions. Il y aura aussi une nouvelle adaptation au théâtre, sur laquelle elle planche depuis près d'un an. Les répétitions vont commencer. Puis ce sera au tour du dernier volet de l'adaptation télévisée [par la BBC, sous le titre *Wolf Hall*]. *“On ne laisse jamais complètement un projet derrière soi. Il reste en vous. Surtout celui-là, parce qu'il est au cœur de ma vie, je le sais. Je ne ferai jamais quelque chose d'aussi important, et d'ailleurs je n'en ai pas envie”*, lance-t-elle dans un petit rire.

Hilary Mantel, 67 ans, est l'une des romancières les plus populaires et les plus énigmatiques du pays; une intellectuelle pleine de malice; une ex-marxiste qui se plonge dans l'histoire de la royauté; une figure nationale qui ne peut pas s'empêcher de faire des vagues. En 2013, elle crée la





polémique en qualifiant Kate Middleton de “mannequin de vitrine” [dans un essai pour la *London Review of Books*] – une phrase sortie de son contexte, assure-t-elle, mais qui lui vaut d’être descendue en flammes sur les réseaux sociaux et critiquée par le Premier ministre d’alors, David Cameron, ainsi que par le chef de file de l’opposition, Ed Miliband. Gerald et elle s’étaient alors barricadés dans leur appartement. Les journalistes faisaient le pied de grue dehors, sur la plage. Ses éditeurs lui ont envoyé un colis alimentaire, me raconte-t-elle avec un sourire en coin.

L’année suivante, Hilary Mantel remet ça, cette fois en publiant *The Assassination of Margaret Thatcher* [“L’assassinat de Margaret Thatcher”, non traduit en français], une nouvelle qui lui vaut des articles incendiaires d’une partie de la presse. La romancière n’a jamais regretté aucun de ces épisodes. Au lieu de quoi, elle cligne doucement des yeux, pensive, à l’évocation de tout ce cirque, telle une taupe, qui ne sort que rarement à la lumière du jour.

Frêle et corpulente à la fois, Hilary Mantel est aussi perspicace que vive, et ses yeux bleu clair en disent plus que bien des regards. Semblant venir d’un autre monde, elle m’évoque une étude de Vermeer. La tempête qui s’abat sur les Windsor en ce moment est “fascinante”, me glisse-t-elle, même si la décision d’Harry et de Meghan de partir [le prince et son épouse ont annoncé en janvier renoncer à leurs engagements publics au sein de la famille royale] n’est que “la suite logique de leur ‘peopolisation’, d’une certaine manière”. L’écrivaine n’en dira pas plus sur le sujet. Par le passé, elle avait comparé la famille royale à un groupe de “pandas surprotégés”.

Tandis que nous parlons, j’ai du mal à faire abstraction de la ribambelle de prix littéraires posés au sommet de l’étagère au-dessus de la tête de mon interlocutrice. On dit souvent d’Hilary Mantel qu’elle a rencontré le succès sur le tard. Mais elle a commencé à écrire quand elle avait une vingtaine d’années et elle avait déjà publié neuf romans avant de se glisser dans la peau de Cromwell. Elle a toujours été attirée par les francs-tireurs, des personnages hors du commun, et par leur vie intérieure. *Beyond Black* [“Au-delà du noir”, non traduit en français], son plus gros succès jusqu’au *Conseiller*, racontait l’histoire d’une médium de banlieue. Une occasion pour Hilary Mantel d’explorer les frontières de la psychologie et du surnaturel, pour lesquelles elle nourrit une fascination depuis toujours. L’ouvrage a rencontré un succès critique, mais sans commune mesure avec ce qui allait suivre.

Ce n’est pas simplement le “voyou de Putney” [comme Mantel surnomme Cromwell] qui a été remodelé et ressuscité entre ses mains expertes, mais le genre du roman historique dans son ensemble. Hilary Mantel l’a élevé le genre au rang d’art. Quand vous ouvrez l’un de ses livres, vous ne lisez pas un livre sur Cromwell : vous l’accompagnez, à travers les odeurs, les saveurs et les horreurs de l’Angleterre des Tudor.

Il y avait suffisamment d’ambiguïté dans l’histoire de Cromwell pour laisser à l’auteure la liberté d’explorer le personnage en profondeur, avec la délicieuse impression d’ouvrir une porte pour la toute première fois. “On éprouve un malin plaisir à écrire l’histoire intérieure de quelqu’un qui n’était pas versé dans l’introspection. Vous faites quelque chose que le personnage lui-même n’a jamais fait”, confie-t-elle.

Si le dernier tome a été le plus difficile à écrire, c’est parce qu’il est truffé de rebondissements. Il parle d’une époque extrêmement troublée sur le plan politique, partout en Europe. Quand Henri VIII fait scission avec Rome



Hilary Mantel est aussi perspicace que vive. Semblant venir d’un autre monde, elle m’évoque une étude de Vermeer.

et s’autoproclame chef de l’Église d’Angleterre afin de contourner le refus du pape d’annuler son premier mariage [avec Catherine d’Aragon], l’onde de choc se propage à travers le continent.

Que fait Hilary Mantel des points communs entre la Réforme anglaise et notre départ de l’Union européenne? La comparaison est, dit-elle, “agaçante”. “J’adorerais qu’ils [les tenants de cette comparaison] me disent où se trouve la dimension théologique du Brexit.” La situation actuelle est pour elle à l’opposé des événements des années 1530, puisque la Grande-Bretagne n’essayait pas alors de quitter l’Europe, mais de “redéfinir son rôle au sein de celle-ci”, affirme-t-elle. Si Cromwell a bien essayé de nous “arracher à Rome”, il a aussi tenté – par le biais du quatrième mariage d’Henri, avec Anne de Clèves – de nouer une alliance avec l’Allemagne et la Scandinavie. “Ce qui était envisagé alors était bien différent et plutôt le contraire du séparatisme britannique [actuel]”, fait valoir l’écrivaine. Il est de ce point de vue désolant que le roi n’ait pas su se prendre d’enthousiasme pour Anne [il l’a répudiée après six mois de mariage], à laquelle on donnait le sobriquet bien peu flatteur de “Jument des Flandres” (dans le livre, le roi lui trouve “l’air déplaisant” et demande à ses dames de cour de s’assurer qu’elle est bien lavée).

C’est un vrai plaisir d’écouter Hilary Mantel parler. Ses phrases forment des arcs narratifs parfaits, qui conduisent toujours à des lieux imprévus. Elle n’est jamais plus impressionnante que lorsqu’elle s’agace. Le Brexit, assène-t-elle, “est une honte et un désastre. Et quand je dis ‘honte’, je veux dire que j’ai honte. C’est comme si on avait commencé une guerre qu’on s’est déjà arrangé pour perdre. Pour moi, c’est une bérézina nationale, c’est tout.”

Aujourd’hui, les politiques “jouent”, comme au temps des Tudor. Le plus grand joueur de tous ayant été Cromwell lui-même, l’avocat devenu chevalier du royaume. Une

grande partie de son charme vient de ses origines modestes, confesse Hilary Mantel : “Cette histoire d’un jeune des bas-fonds qui accède à la richesse et au pouvoir – mais à quel prix? – parle à tout le monde. C’est une histoire universelle, et c’est formidable de pouvoir écrire quelque chose qui soit ancré dans un lieu précis, dans une époque précise, mais qu’en même temps tout le monde puisse comprendre.”

Hilary Mantel a elle aussi des origines modestes. Elle est née à Glossop, dans le Derbyshire [centre de l’Angleterre], dans une famille catholique d’origine irlandaise. Son père était employé de bureau et sa mère avait été envoyée travailler dans un moulin de la région à l’âge de 12 ans. La famille était profondément dysfonctionnelle. Sa mère avait entamé une liaison avec un dénommé Jack Mantel, qui s’était petit à petit installé au domicile familial, où tout le monde a cohabité dans un silence gêné jusqu’à ce que la famille déménage dans le Cheshire [ouest de l’Angleterre] – mais sans le père d’Hilary, qu’elle n’a jamais revu. Cette dernière avait une “conscience aigüe” de ce que cette configuration familiale avait d’insolite. “Il y avait un très fort sentiment de honte, se souvient-elle. Dans la famille, les strates de secret étaient multiples. Il y a un grand écart entre mes petits frères et moi, et je savais donc beaucoup de choses qu’ils ne savaient pas. C’était une famille intrinsèquement divisée.”

Ce n’est donc peut-être pas une surprise si ce sont les conflits intérieurs de ses personnages qui animent l’écriture d’Hilary Mantel. Malgré l’atmosphère oppressante qui régnait dans la maison de son enfance, elle ne s’est jamais sentie capable de s’en échapper. “Je ne me voyais pas quitter ma famille comme ça. Je ne pouvais pas, parce que j’avais des petits frères. Et puis les familles ont toutes des secrets, et il y a des liens complexes et douloureux qui vous soudent, psychologiquement.”

Hilary Mantel a fréquenté une école catholique de la région. Elle est la première de sa famille à aller à l’université pour étudier le droit à la London School of Economics, avant de partir à l’université de Sheffield. Plusieurs membres de sa famille étaient dotés d’une “intelligence naturelle”, constate-t-elle. “Mais la société était ainsi faite qu’ils n’avaient pas reçu d’instruction.”

S’il ne lui vient pas à l’esprit à cette époque qu’elle pourrait devenir écrivaine, elle n’en dévore pas moins les livres, “comme si [elle] les [inhalait]”. Non pour son plaisir, mais pour se préparer à un monde qu’elle n’a pas encore rencontré. “Les romans vous apprennent toutes sortes de choses du vaste monde auxquelles vous pouvez être confrontés, ou d’états dans lesquels vous pouvez se retrouver. Je ne veux pas dire par là qu’ils sont un guide de conduite, mais plutôt un guide des difficultés de la vie.”

Le grand paradoxe de la vie d’Hilary Mantel, c’est que, pendant que son esprit vagabonde librement à travers l’histoire, son corps, lui, tombe en morceaux et la retient prisonnière. Elle est atteinte d’endométriose, une maladie qui se manifeste par l’apparition de tissus identiques aux muqueuses de l’utérus en dehors de la cavité utérine, causant des saignements et des lésions cicatricielles – un adversaire de toujours, un ennemi cruel qui a bien failli la tuer.

C’est à l’âge de 11 ans qu’elle commence à se sentir malade. À l’époque, les filles ne parlent pas de leur corps, se souvient-elle, si bien que, des années durant, elle se dit simplement qu’elle n’a pas de chance. Vers l’âge de 19 ans, le mal commence à empirer; au lieu de souffrir quelques jours par mois [au moment des règles], elle souffre continuellement. L’année suivante, elle épouse Gerald, le

géologue qui aujourd'hui gère également sa carrière, et tous deux partent pour le Botswana. Son état se dégrade et elle commence à lire des revues médicales pour essayer de trouver ce qui ne va pas.

La jeune femme soupçonne une endométriose, mais elle ne recevra de diagnostic formel qu'à son retour en Angleterre, où elle se fait opérer à 27 ans. L'un des médecins pense alors qu'elle a un cancer. L'opération est censée n'être qu'exploratoire. Au lieu de quoi, à son réveil, Hilary Mantel apprend qu'on lui a retiré l'utérus et les ovaires. Personne ne l'avait prévenue que c'était une conséquence possible [de son mal]. Seul un généraliste remplaçant en avait évoqué l'hypothèse des années auparavant. Gerald et elle se voyaient "passer dix ans à courir le monde", et n'avaient pas encore évoqué l'idée de fonder une famille. Désormais, ce ne serait plus envisageable.

Hilary Mantel n'en mesure pas tout de suite les conséquences. À l'époque, elle se dit simplement qu'elle a de la chance d'être en vie. On a beaucoup écrit sur sa "non-maternité", mais elle confie que c'est plus un problème pour les autres que pour elle : "Les gens veulent toujours y accorder plus d'importance que ça n'en a pour moi. En revanche, quand vous vous trouvez dans une situation critique, comme c'était mon cas, vous avez de la chance si vous arrivez à en tirer quelque chose plutôt que de vous contenter d'une vie frappée du sceau du handicap et du regret."

Au départ, elle pense que l'opération a parfaitement réussi mais, en réalité, les médecins n'ont pas pu retirer tous les tissus malades. "Il y a eu un bref laps de temps où j'ai eu l'impression d'en être débarrassée, et puis c'est revenu. Le combat a littéralement duré des années." Aujourd'hui, ce n'est pas le mal lui-même, mais les tentatives répétées de le soigner qui lui occasionnent le plus de douleurs. "En résumé, mon corps est couvert de tissu cicatriciel et on ne peut pas m'opérer trop souvent parce que ça ne ferait qu'en rajouter – donc oui, je prends des petites dispositions qui me permettent de tenir."

La maladie a "confiné" sa vie au point qu'il ne reste plus beaucoup de place pour autre chose que pour Cromwell : "Ça [la maladie] veut dire que vous n'avez plus grand-chose d'autre. J'ai toujours donné la priorité à mon travail." Hilary Mantel écrit tous les jours, amasse toute la documentation de référence nécessaire [à ses livres], jusqu'à ce qu'elle soit prête à écrire la scène suivante. Il ne fait aucun doute que c'est cette immersion dans la documentation qui rend son livre aussi vibrant. Les détails y sont foisonnants : les baldaquins de velours du lit de la chambre royale, la vanité d'un roi vieillissant, qui commande un énième portrait de lui pour ses appartements privés, les commérages qui vont bon train dès qu'il a le dos tourné. Anne, nous racontait-on encore, se plaisait à dire que les rapports avec Henri revenaient à "se faire baver dessus par un bébé mastiff".

L'auteure est fascinée par l'importance des fake news, à l'époque comme aujourd'hui. Dans l'Angleterre des Tudor, c'est le temps que mettaient les nouvelles à arriver qui faisait douter de leur véracité. "Aujourd'hui, c'est la vitesse à laquelle elles arrivent, à l'état brut, qui sème le doute sur leur fiabilité."

C'est également par l'entremise de Cromwell qu'Hilary Mantel a rencontré ses plus proches amis. Ses livres sont tous dédiés à Mary Robertson, qui a signé une thèse sur Cromwell dans les années 1970. Elle a été sa première critique et la première lectrice de ses deux premiers tomes. "Je voulais savoir si elle reconnaissait ce Cromwell-là", commente l'écrivaine. À son grand soulagement, la réponse était positive. Ben Miles (le comédien qui joue Cromwell

sur les planches) et son frère George, photographe, ont pour leur part été les premiers lecteurs du nouveau tome. Ils sont devenus des amis proches.

L'énigmatique ministre en chef a même fini par pénétrer le subconscient d'Hilary Mantel. Elle commence d'ailleurs la journée en transcrivant ses rêves dans des carnets – elle en est actuellement au 131^e volume. C'est une façon pour l'auteure de "poser" ses pensées avant de démarrer la journée. "La plupart de mes rêves ont un lien avec l'égarément, et je suppose que c'est normal, étant donné que c'est ce que vous ressentez quand vous êtes au milieu d'un projet aussi vaste. En somme, c'est une errance : vous identifiez certains points de repère, puis ils disparaissent ou se transforment en autre chose."

La grande question, pour les autres en tout cas, porte sur le Booker Prize [qui sera décerné le 27 octobre 2020]. Hilary Mantel est déjà la première femme et la première Britannique à l'avoir remporté à deux reprises. Ce nouveau livre lui en vaudra-t-il un troisième, synonyme de nouveau record? "Les gens commencent à parler de ce roman comme si la seule raison pour laquelle je l'avais écrit, c'était de redécrocher le Booker", glousse-t-elle. La vérité, dit-elle, c'est que cette considération n'est pas du tout entrée en ligne de compte. "Toutes ces années, c'était déjà bien assez d'écrire le roman. [Ce qui compte le plus], c'est d'avoir mené cette aventure à terme – or ce n'est pas vraiment chose faite tant que l'adaptation au théâtre n'est pas réussie."

La vérité que je soupçonne, c'est qu'Hilary Mantel n'est pas tout à fait prête à laisser partir Cromwell. L'aime-t-elle, cet homme qui l'a autant consumée qu'elle l'a consommé? "Oui, je crois. J'admire son intelligence, son énergie, son appétit de vivre, observe-t-elle. J'admire ce genre de détermination face aux pires choses que la vie puisse vous envoyer à la figure."

—Rosie Kinchen
Publié le 22 février

Ce n'est pas seulement Thomas Cromwell qu'elle a ressuscité, mais le roman historique en tant que genre.



Repères

Et le "conseiller" sortit de l'ombre

Avant la parution du premier tome de la trilogie d'Hilary Mantel, Thomas Cromwell était un personnage relativement méconnu. Tous les écoliers du Royaume-Uni avaient appris l'histoire des Tudor, la dynastie qui régna sur l'Angleterre de 1485 à 1603. À commencer par les péripéties du règne d'Henri VIII, un monarque célèbre aussi bien pour ses frasques conjugales (il eut au total six épouses) que pour avoir été à l'origine du schisme entre l'Église d'Angleterre et la papauté. Pour beaucoup, Thomas Cromwell était dans ce contexte "un personnage plutôt sombre et sinistre", un conseiller de l'ombre "qui ne pouvait rivaliser avec le flamboyant Thomas Wolsey ou le vénérable Thomas More", deux grandes figures intellectuelles et politiques de l'époque, souligne **History Today**. Mais c'était avant le succès phénoménal des livres de Mantel. Comme l'explique la revue spécialisée, la romancière a contribué à "l'une des réhabilitations les plus remarquables de l'historiographie moderne" : désormais, Cromwell est non seulement connu, mais aussi considéré (à raison, selon *History Today*) comme "l'architecte de la Réforme en Angleterre", et la période de son ascension passe pour "l'une des plus fondatrices de l'histoire de la nation".

Pluie d'éloges



Un dernier volume "magistral" (**The Washington Post**) ; un "nouveau chef-d'œuvre" (**The Guardian**) ; un témoignage renouvelé du "talent" d'Hilary Mantel (**The Economist**). C'est peu dire que la presse anglophone a fait bon accueil à *The Mirror and the Light* ("Le miroir et la lumière", non traduit en français). Alors que certains donnent l'écrivaine déjà favorite pour le prestigieux Booker Prize, qui doit être décerné en octobre, le **Financial Times** analyse ainsi son succès : "Rares sont les auteurs qui parviennent non seulement à mettre au jour les vestiges enfouis du passé, mais aussi à les exposer [...] de telle façon qu'ils brillent à nouveau de mille feux sous nos yeux. C'est précisément ce qu'a accompli Hilary Mantel."

✓ Charlie Nagatani dans son bar, le Good Time Charlie, à Kumamoto, Japon, avril 2019. Photo Giovanni Federico



—The Japan Times Tokyo

Dans la ville de Kumamoto, sur l'île de Kyushu, un immeuble tout à fait quelconque donne accès à un autre monde. Au cinquième étage, en franchissant le seuil du bar appelé Good Time Charlie, vous vous trouverez soudain transporté au cœur de l'Amérique rurale. Cet établissement appartient à Charlie Nagatani, 83 ans, le chanteur vedette du groupe Charlie & Cannonballs dont la renommée est bien établie chez les fans japonais et même américains de musique country. En plus de soixante ans de carrière, Charlie Nagatani (dont le prénom à l'état civil est Masateru) est devenu citoyen d'honneur dans 33 États des États-Unis, il a rencontré deux présidents américains, il a obtenu la plus haute distinction honorifique du Kentucky, il a remporté des récompenses et des médailles décernées par plusieurs associations culturelles et sociétés pour la paix. Sa distinction la plus prestigieuse est sans doute son intronisation au Grand Ole Opry, le saint des saints de la country à Nashville, dans le Tennessee [il s'agit d'un concert hebdomadaire retransmis en direct par la radio locale WSM]. Plusieurs vitrines dans le bar sont remplies de souvenirs et de prix qui attestent de la célébrité de Charlie. Une lettre de George H. W. Bush et de son épouse Barbara côtoie des figurines en métal de musiciens. Tout porte à croire que l'objectif n'est pas de vanter les distinctions de Charlie, mais

Charlie Nagatani, un cow-boy à l'Est

Infatigable, cette légende japonaise de la country fait le pont entre son pays et l'Amérique profonde depuis plus de soixante ans. Une carrière lancée sur les bases américaines de l'archipel.

plutôt de raconter sa vie grâce aux bibelots et aux cadeaux qu'il a reçus tout au long de son parcours. Sa fascination pour le monde occidental a commencé très tôt : quand il était à l'école primaire, il s'est lié d'amitié avec des soldats américains qui occupaient le Japon après la Seconde Guerre mondiale. Il raconte : "J'avais 9 ans la première fois que j'ai rencontré des soldats américains, juste après la guerre. Ils nous donnaient du chocolat et des chewing-gums, ce qu'on n'avait jamais vu avant. C'était délicieux. Alors je me suis dit que j'avais intérêt à apprendre l'anglais."

"Ma vie a changé à mon vingtième anniversaire, précise-t-il. L'un de mes amis, qui travaillait sur une base militaire, a engagé un groupe de country pour me faire un cadeau. Ils ont joué pour moi ce soir-là. J'ai été conquis et j'ai décidé de devenir chanteur de country." Charlie a arrêté ses études et a intégré ce groupe, avec qui il est parti en tournée pendant cinq ans. Ensuite, il est rentré

dans sa ville natale et il a formé Charlie & Cannonballs, qui, sous des noms légèrement différents, n'a jamais cessé de se produire. Sur le site Internet de l'organisation Grand Ole Opry, on lit les plus grands compliments sur Charlie & Cannonballs, qui "détient la palme de longévité pour un groupe au Japon". Le lien de Charlie avec les troupes américaines est resté étroit tout au long de sa carrière – il a beaucoup de succès auprès de ceux qui vivent à Okinawa et sur les autres bases militaires au Japon. Charlie Nagatani s'exprime sans précipitation, en pesant ses mots, d'une voix rauque et avec des phrases courtes. Sa grammaire et son vocabulaire anglais ne sont pas parfaits, mais après tant d'années passées à écumer ces bases, ses manières et ses intonations sont authentiquement américaines. Tous ses voyages n'ont pas été sans conséquences sur sa vie privée, manquant même disloquer sa famille. "Je voudrais présenter des excuses à ma famille,

car je leur ai causé beaucoup de tristesse pendant de nombreuses années, avoue Charlie. Chaque année, j'étais pendant neuf mois en tournée loin d'ici – à Okinawa, à Taïwan, aux Philippines, en Thaïlande, à Guam – et trois mois ici à la base navale de Sasebo, à la base aérienne d'Iwakuni et à [l'ancienne] base aérienne d'Itazuka. Alors je n'étais jamais à la maison." Maintenant, Charlie passe l'essentiel de son temps en famille. C'est son fils, Seiya, qui est derrière le bar à Good Time Charlie. "Je suis allé à l'université du Tennessee quand j'étais plus jeune, explique Seiya. J'y ai traîné pendant quatre ans et je parlais anglais toute la journée. Mais je n'ai pas pris de cours ou quoi que ce soit." Et d'ajouter : "Si vous allez dans le Tennessee, vous verrez que la country est omniprésente là-bas. C'est une affaire de sentiments. Il faut que ça vienne du cœur."

Version originale. Charlie Nagatani a un avis très arrêté sur son genre de prédilection : "Simplicité, sincérité, spleen. Sans les trois S, ce n'est pas de la country." Son répertoire reflète cette philosophie. Charlie cite souvent *Coat of Many Colors*, de Dolly Parton, parmi ses titres favoris. C'est l'histoire d'une jeune fille dont la mère n'a pas les moyens de lui acheter un manteau neuf, alors elle rapécie un vieux vêtement. À l'école, les autres enfants se moquent de la petite, qui aimerait qu'ils voient la beauté de son manteau multicolore. "J'adore cette histoire", confie Charlie, avant d'ajouter que l'importance de la narration dans la country pourrait bien être ce qui empêche ce genre de conquérir un vaste public au Japon. "Il est extrêmement difficile de faire comprendre aux Japonais les chansons de country, car peu d'entre eux ont des rudiments en anglais." Certains ont proposé de traduire en japonais les paroles de chansons américaines populaires, afin que le public nippon puisse avoir un aperçu de la sincérité de ces titres. "Avant, les gens me demandaient : 'Pourquoi tu chantes en anglais ? Avec une traduction en japonais, tu aurais plus de fans', raconte Charlie. Mais je leur répondais : 'Vous penseriez quoi si des chansons d'enka [un genre de ballade sentimentale, né au XIX^e siècle et qui a connu un retour en force dans les années 1970] étaient chantées dans d'autres langues ? Ce sont les chansons japonaises que nous devons chanter avec des mots japonais.'" Quand il fait une pause entre deux chansons, Charlie se balade dans le bar pour se dégourdir les jambes. Parfois, il discute un moment avec ses clients. Il remarque facilement les nouveaux visages et il se présente à ceux qui viennent pour la première fois. "Je veux les encourager à écouter de la country, affirme-t-il. Si vous écoutez cette musique, vous aurez une vie heureuse. Je suis l'homme le plus heureux du Japon."

—Timothy Nerozzi
Publié le 16 janvier

plein écran.



Sur les pas de Gareth Jones, héros méconnu

✦ James Norton
dans *L'Ombre de Staline*.
Photo Condor Films

En 1933, il a été le premier reporter occidental à révéler les horreurs de la famine en Ukraine et les mensonges de la propagande soviétique. Actuellement en salle, *L'Ombre de Staline* retrace son parcours. Voici ce qu'en a pensé un site spécialisé de Kiev.

—Kino-teatr.ua Kiev

La vérité. Avons-nous besoin d'elle, nous les gens de l'époque moderne, l'époque des séries télé? Alors que le champ de l'information est envahi de mauvaises herbes, parfois surgissent d'humbles pousses de vérité. Qui a le courage de les rechercher? Dans un monde où surviennent tant de malaises, chacun a sa vérité. Le plus simple est de fermer les yeux, au lieu de tenter de changer les choses. C'est ce que vit notre génération, mais il en est allé de même de nos prédécesseurs.

Gareth Jones, lui, était d'une autre trempe.

Récemment encore, pour bien des Ukrainiens, le nom de ce journaliste gallois [1905-1935] était inconnu. Lui qui, le premier, a révélé dans la presse occidentale l'existence du "Holodomor", la famine artificielle provoquée en Ukraine par le pouvoir stalinien [mise en place pour briser la paysannerie locale, elle a fait des millions de morts en 1932 et 1933]. Cette injustice criante, la réalisatrice polonaise Agnieszka Holland a décidé de la corriger, et maintenant le monde entier peut découvrir le destin de cet homme courageux.

Le thriller historique *L'Ombre de Staline* [sorti en Ukraine en novembre 2019] s'ouvre sur les mots de George Orwell, auteur du roman contre-utopique *La Ferme des animaux*, allégorie sur la révolution de 1917 et sur les autres événements de l'époque du stalinisme. Les séquences mettant en scène le célèbre écrivain britannique ne

sont pas là par hasard, car la découverte de Gareth Jones a servi de base à l'écriture de ce roman. Jones aurait sans doute pu découvrir bien d'autres choses si son parcours solitaire ne s'était heurté à la pieuvre soviétique et aux experts sûrs d'eux qui gouvernent le monde. Il faut le souligner, Agnieszka Holland a réalisé avant tout un film sur le combat d'un homme contre le système, et la famine sert d'arrière-plan à cette lutte inégale.

Dans l'histoire, le journaliste Gareth Jones arrive à Moscou dans l'espoir d'obtenir une interview de Joseph Staline. Auparavant, il s'est déjà entretenu avec Adolf Hitler

[qui n'a pas encore pris le pouvoir en Allemagne] et, perturbé par l'éventualité d'une nouvelle guerre, le héros veut savoir si l'Union soviétique est prête à riposter à l'ennemi en cas d'agression. C'est au moins comme ça qu'est présentée la version officielle de sa visite. En réalité, Gareth Jones est intrigué par les dépenses que l'Union soviétique consacre à la réalisation des idées de la révolution, et se demande d'où viennent les fonds, Staline devant forcément disposer d'un revenu supplémentaire. Jones apprend que c'est en Ukraine que se trouve la réponse à cette question. Il obtient par ruse l'autorisation de s'y rendre, et devient le témoin de la famine artificielle. Il décide alors de diffuser l'information dans le monde entier.

La réalisatrice entame son récit lentement. Elle fait découvrir au spectateur la réalité de ce héros perturbé parce que

personne ne le croit [à l'époque, une partie des élites occidentales n'a pas encore ouvert les yeux sur les horreurs du stalinisme, ou ne veut pas les ouvrir], elle dépeint l'indifférence délibérée de ceux qui sont au pouvoir, et ce jugement de l'auteur vis-à-vis de la courte vue des politiciens est perceptible tout au long du film. Le monde dans lequel évoluent les héros du film semble parfois friser le grotesque (le ciel de Moscou est rouge sang, les gens du cru ne cessent de consommer trop de vodka, on assiste à d'étranges scènes licencieuses au voisinage du Kremlin), mais il décrit également la réalité du quotidien de l'époque. Par exemple, les logements soviétiques, le sentiment de vulnérabilité et les dents en or dans les bouches des personnages sont filmés avec un grand luxe de détails. La caméra de Tomasz Naumiuk se déplace souvent de façon chaotique, comme pour confirmer que le sol sous les pas de Gareth Jones n'est pas stable, et la musique angoissante renforce encore cet effet d'instabilité.

Le rôle du personnage principal a été confié à James Norton, connu pour avoir joué dans *Guerre et Paix* (2016), une adaptation de Tolstoï par la BBC. Vanessa Kirby, star de la série *The Crown*, et Peter Sarsgaard sont également présents à l'écran. Leur interprétation est toute en finesse, et la participation à ce projet d'acteurs connus donne l'espoir que les gens qui, encore aujourd'hui, considèrent l'Ukraine et la Russie comme une seule et même chose en apprendront beaucoup plus sur le Holodomor et les crimes de l'Union soviétique.

L'Ombre de Staline d'Agnieszka Holland est bel et bien du cinéma. Un cinéma oppressant, dérangeant et douloureux. En fait, ce n'est pas un film que l'on a envie de voir pour se divertir, c'est même un film que l'on ne veut pas voir du tout. Et, pourtant,

il faut que chacun d'entre nous le voie. Ce film attise les flammes de l'esprit de révolte, et en même temps il désarme, par la peur qu'il instille face à l'horreur de la réalité. Peu importe si, après l'avoir visionné, on a envie de se cacher de la lumière crue de la salle de cinéma, pour que personne ne voie nos larmes. Cela signifie que l'histoire de Gareth Jones a été parfaitement transposée à l'écran, ce qui est tout à fait satisfaisant, car lui, plus que tout autre, l'a mérité.

—Yaryna Havriliouk

Publié le 1^{er} décembre 2019

Controverse

L'ÉPREUVE DES FAITS

La façon poignante dont est reconstituée, dans *L'Ombre de Staline*, l'Ukraine enneigée et affamée du mois de mars 1933 est fidèle aux témoignages et aux photos de l'époque. Certains aspects du film ont malgré tout déplu à la famille de Gareth Jones. Dans le film, on voit le Gallois, lui aussi affamé, manger de l'écorce d'arbre et même un morceau de cadavre que lui tendent des enfants sans lui dire ce dont il s'agit. "Ils ont fait de Gareth une victime plutôt qu'un témoin de la famine", déplore dans *The Times* Philip Colley, l'arrière-neveu de Jones, qui crie à l'invention et au sensationnalisme. La scénariste Andrea Chalupa, une Californienne d'origine ukrainienne, avait pourtant consulté les héritiers du journaliste avant d'écrire le film, précise le quotidien.

***L'Ombre de Staline* devait sortir le 18 mars en France, en partenariat avec *Courrier international*.**

tendances.



ILS FONT BOUGER LES LIGNES

ANIKA NILLES, 36 ans,
musicienne

Elle dompte le tempo

Elle est “une des meilleures batteuses du monde”, assure **Die Zeit**. Une surdouée du rythme, qui casse les codes de la pop et joue avec l’asymétrie des temps pour faire groover comme personne. “Le rythme pour lequel elle est connue des mordus de batterie, c’est le quintolet”, l’enchaînement de cinq notes

égales sur un même temps, précise l’hebdomadaire. Bavaoise de naissance, Anika Nilles “a



FACEBOOK

passé son enfance dans la cave, transformée en salle de musique, de son père qui était lui-même batteur autodidacte”. La jeune femme a pourtant tardé à se lancer dans une carrière musicale, travaillant comme directrice de garderie avant de postuler à la Popakademie, le conservatoire de musique populaire de Mannheim, sa ville d’adoption. “Elle avait alors 26 ans, elle était la plus âgée de sa promotion.” Dix ans plus tard, la batteuse tourne dans le monde entier. Avec son groupe Nevell, elle vient de sortir son deuxième album instrumental, *For Colorful Soul*.

INSTALLATION DE THOMAS JACKSON. COURTESY OF JACKSON FIRE ART (WWW.JACKSONFINEART.COM)



PHOTO

Trajectoires animales

De drôles de bêtes peuplent le monde de ce photographe américain. **Colossal** explique que, “dans sa série Emergent Behavior [‘Comportement émergent’], Thomas Jackson se sert d’objets fabriqués par l’homme pour imiter la capacité naturelle des groupes d’oiseaux, de poissons ou d’insectes à s’organiser”. Pas d’inquiétude à avoir sur l’empreinte écologique : ses installations sont dûment recyclées.

Indestructibles toilettes

JAPON — Les vandales devraient s’y casser les dents. L’organisme chargé des parcs publics de Tokyo en avait assez des toilettes détruites dans de coûteux actes d’incivilités, rapporte l’**Asahi Shimbun**. Aussi l’entreprise Ito Tekko, “un fournisseur de grilles en fonte et d’autres produits”,

a été sollicitée pour la conception de modèles plus solides. Elle a planché sur le projet durant cinq ans avant de proposer un prototype en fonte, le matériau qui a rendu célèbre la ville de Kawaguchi, où elle est installée. Le parc olympique de Komazawa (construit pour les JO de 1964) en a déjà installé quatre exemplaires. “Le nouvel urinoir, qui mesure 90 centimètres de hauteur, ne pèse que 30 kilos, et il est plus fin que ses équivalents en faïence. Il est disponible en plusieurs coloris.”

Des chiffres et des plumes

NOUVELLE-ZÉLANDE — Les kéas sont des perroquets, mais pas des têtes de linotte. Ils démontrent de fascinantes capacités intellectuelles, notamment dans les calculs de probabilités, rapporte **Radio New Zealand (RNZ)**. Deux éthologues de l’université d’Auckland, Alex Taylor et Amalia Bastos, ont publié leurs conclusions dans *Nature Communications*. Les kéas se sont prêtés avec curiosité à une série d’expériences. Entre autres, postés devant des bocaux contenant en proportion différente des objets de deux couleurs (l’une d’elles étant associée à une récompense), ils savent très bien identifier dans quel bocal il est dans leur intérêt que les scientifiques puisent un objet. Amalia Bastos s’enthousiasme : “Il a ainsi été démontré pour la première fois qu’un oiseau pouvait faire de vraies déductions statistiques.”



COST, BELGIQUE

ITO TEKKO



L'héritage féministe du rouge à lèvres

xx^e siècle — Occident.

Indissociable de l'histoire des femmes, le rouge à lèvres a également été une arme de résistance et d'émancipation.



— CNN Atlanta

En 1912, des milliers de suffragettes défilent devant le salon new-yorkais d'Elizabeth Arden, qui a ouvert deux ans auparavant. La fondatrice de la marque soutient les droits des femmes et se joint à la cause en distribuant des tubes de rouge à lèvres aux manifestantes. À la tête du mouvement, Elizabeth Cady et Charlotte Perkins Gilman, qui adorent le rouge à lèvres parce qu'il choque les hommes, et les suffragettes adoptent massivement cette couleur audacieuse, qui devient un signe de rébellion et de libération.

“Il ne pourrait pas y avoir de symbole plus parfait des suffragettes que le rouge à lèvres. Non seulement c'est un symbole puissant, mais aussi très féminin”, déclare Rachel Felder, qui a publié l'année dernière *Red Lipstick: An Ode to a Beauty Icon* [“Rouge à lèvres : une ode à un emblème de la beauté”, inédit en français]. *Et les suffragettes, c'était justement la force du féminin.*”

Le rouge à lèvres a signifié bien des choses au fil des siècles : l'appartenance à l'élite dans l'Égypte ancienne, le statut de prostituée dans la Grèce antique et le prestige et les paillettes aux débuts d'Hollywood. Sur les lèvres, le rouge, avec toutes ses nuances, est une arme culturelle puissante, chargée de sens depuis des millénaires. *“Le rouge à lèvres permet véritablement de retracer l'histoire culturelle et d'identifier l'esprit du temps”,* ajoute Rachel Felder.

Avant que le rouge à lèvres ne se répande dans la population au début du xx^e siècle, les lèvres peintes étaient souvent associées aux femmes d'une moralité douteuse : grossières, aux mœurs sexuelles scandaleuses, voire hérétiques. Au Moyen Âge, les lèvres rouges étaient considérées comme un signe de commerce avec le diable. Le maquillage *“était associé à une féminité mystérieuse, effrayante”,* précise Rachel Felder.

Le mouvement américain pour le droit de vote des femmes fait de la bouche rouge son emblème, et ses homologues à l'étranger l'imitent, explique-t-elle dans son livre. Le mouvement s'étend à l'Europe, la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Les organisatrices britanniques et américaines partagent souvent des tactiques – manifestations, grèves de la faim et autres actions plus agressives – et cette solidarité gagne le maquillage. Inspirée par ses camarades américaines, la Britannique Emmeline Pankhurst se peint elle aussi la bouche en rouge et ce geste symbolique se répand chez les militantes.

Même si ce sont les suffragettes qui popularisent le rouge à lèvres, celui-ci est déjà en voie de normalisation à l'époque. Les femmes renoncent aux corsets pour passer aux soutiens-gorges, et commencent à opter pour une silhouette plus élancée, entre autres sous l'influence de Coco Chanel. Les garçonnades exubérantes des Années folles prennent la suite des suffragettes. Et si les suffragettes ne sont pas les seules à avoir popularisé la bouche vermillon, elles incarnent l'idée de la “femme moderne” en Europe et en Amérique, relève Rachel Felder.

Deuxième acte de résistance pour les amatrices de rouge : la Seconde Guerre mondiale. Adolf Hitler *“détestait le rouge à lèvres”,* rapporte Rachel Felder, et celui-ci devient un signe de patriotisme et une déclaration de guerre contre le fascisme dans les pays alliés. Quand les taxes le rendent hors de prix au Royaume-Uni, les femmes le remplacent par du jus de betterave.

Pendant que les hommes sont à la guerre, les femmes exercent leurs emplois au pays, le rouge

aux lèvres. Cela montre leur ténacité face au conflit, poursuit Rachel Felder, et leur procure une impression de normalité en ces temps difficiles. *“Les femmes avaient ainsi l'impression de conserver leur identité d'avant la guerre.”* Rosie la riveteuse, cette illustration de J. Howard Miller qui sert à recruter des ouvrières aux États-Unis et qui est devenue une icône culturelle, a les lèvres vermillon.

En 1941, le rouge à lèvres est obligatoire pour les femmes engagées dans l'armée américaine et le reste jusqu'à la fin du conflit. Les marques de cosmétiques tirent profit de la guerre : Elizabeth Arden sort le Rouge Victoire et Helena Rubenstein le Rouge Régiment, entre autres. C'est cependant à Elizabeth Arden que le gouvernement américain demande de créer un rouge à lèvres et un vernis à ongles réglementaires pour les femmes militaires. Son Rouge Montezuma souligne la ganse rouge de leur uniforme. *“Mettre du rouge à lèvres à cette époque, c'était vraiment se sentir femme”* et, en particulier, *“une femme forte et tenace”,* ajoute Rachel Felder. Elle-même en porte pratiquement tous les jours depuis le lycée.

Aujourd'hui, on voit apparaître d'autres symboles de protestation pour les droits des femmes, par exemple le bonnet rose en forme de chat que portaient les participantes à la Marche des femmes à Washington en 2017 ou la tenue de *La Servante écarlate*, que certaines revêtent dans le monde entier pour défendre les causes féminines, comme le droit à l'avortement.

Le fard à lèvres n'en fait pas moins toujours de l'effet. En 2015, une femme qui participait à une manifestation antigouvernementale en Macédoine a déposé un baiser chargé de rouge à lèvres sur le bouclier d'un policier antiémeute en signe de rébellion. La photo s'est répandue comme une trainée de poudre sur les réseaux sociaux.—

Le mouvement américain pour le droit de vote des femmes fait de la bouche rouge son emblème.

Publié le 3 mars

➤ Ouvrière de l'aéronautique aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, octobre 1942.
Photo akg-images